

INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
POUR LE DEVELOPPEMENT EN COOPERATION

ORSTOM

MÉMOIRE DE FIN D'ÉTUDES
DIPLOME D'AGRONOMIE APPROFONDIE

PROJET OCISCA

CRISE DE LA RECHERCHE ET RECHERCHES SUR LA CRISE:
LES AJUSTEMENTS DU PROJET DE RECHERCHE OCISCA

Véronique ALARY
TROISIEME ANNEE
SPECIALISATION ECONOMIE
ENSAR

DIRECTEUR SCIENTIFIQUE:
Mr. Georges COURADE (ORSTOM)
ENSEIGNANT CORRECTEUR:
Mr. Guy DURAND

CHAIRE D'ECONOMIE RURALE
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE AGRONOMIQUE DE RENNES
65 RUE SAINT BRIEUC. 35 042 RENNES CEDEX

"Rien ne vaut l'autocritique pour aller de l'avant".

La direction du Washington Post

RESUME

Le projet OCISCA (Observatoire du Changement Social et de l'Innovation au CAMeroun) propose à des équipes de chercheurs et ingénieurs franco-camerounais de disciplines variées de réaliser un travail scientifique collectif sur un objet commun, la crise. A titre expérimental, des enquêtes à objectifs multiples ont été conduites en 1990-1991 dans deux Observatoires, la chefferie de Bafou dans l'Ouest du pays et le village de Yemessoa dans le Centre, deux zones de vieilles économies de plantation.

Recherche en partenariat dans un Pays en voie de développement, elle a soulevé un certain nombre d'obstacles tant matériels que humains dont les compromis indispensables illustrent "les difficiles ajustements du projet OCISCA", qui font l'objet du présent rapport. Les premiers résultats d'analyse à destination des décideurs obtenus dans l'observatoire de Bafou viennent illustrer concrètement le travail réalisé.

REMERCIEMENTS

Si les instants passés auprès des responsables du Ministère du Développement Industriel et Commercial quelques heures après mon arrivée au Cameroun m'ont permis de prendre conscience des graves problèmes qui affectent les conditions de vie des planteurs ces dernières années, c'est à travers les habitants de Yemessoa, village de cacaoculteurs dans le Centre, que j'ai pu découvrir les beautés culturelles, approcher toutes les richesses tant naturelles que humaines et goûter leur savoir tout en prenant conscience pas à pas des peines et des faiblesses, tous ces éléments qui sont le fondement de leur vie quotidienne. Qu'ils trouvent ici toute ma reconnaissance et la gratitude pour leur accueil si simple et si chaleureux.

Pour tous les chercheurs de l'Institut des Sciences Humaines et du Centre Universitaire de Dschang qui m'ont accueillie au sein de leur groupe au cours des réunions OCISCA, pour Raphaël Filippozzi, responsable du Centre Informatique de l'Ecole Nationale Polytechnique, dont les compétences et l'assiduité au travail nous a permis de progresser sans incident technique dans les phases de saisie et de traitement des données, pour Jean-Luc Petit, professeur-statisticien à l'Ecole Nationale Polytechnique de Yaoundé, qui nous a aidés à exprimer nos besoins d'information en Sciences Sociales en termes statistiques et m'a offert un hébergement au cours de mon séjour au Cameroun, qu'ils trouvent ici l'expression des mes sincères remerciements.

Je souhaiterais remercier également Pierre Janin, géographe ORSTOM, CRED (ISH), pour son soutien permanent, sa collaboration durant les cinq mois de travail à l'Ecole Nationale Polytechnique, son aide précieuse lors de la phase finale de rédaction de ce rapport, et, plus encore, pour sa cordiale hospitalité.

Je tiens à remercier plus particulièrement mon maître de stage, Mr. Georges Courade, dont les encouragements et les critiques constructives m'ont permis de réaliser ce travail de synthèse. A travers le projet OCISCA, il s'est attaché à m'initier à un certain "esprit de recherche" dont la rigueur et la persévérance sont les mots maîtres. Ce stage a été l'occasion d'apprendre la recherche, de suivre une enquête micro-économique de "bout en bout" en y associant des études macro-économiques dans un pays en voie de développement dont le contexte socio-politique quelque peu fragile exige prudence et initiative (toutes deux éprouvées lors de la traversée mémorable de Bafoussam!), mais aussi de mesurer l'importance des rapports sociaux et d'explorer de nouveaux domaines de la recherche, une recherche pluridisciplinaire en coopération. Mr.G.Courade m'a également invitée à prendre part à toutes les réunions organisées au sein du projet et m'a offert plusieurs fois son hospitalité. Qu'il me permette ici d'exprimer ma profonde et sincère reconnaissance et mes vifs remerciements.

AVERTISSEMENTS

Ce mémoire fait suite à un stage de six mois, réalisé dans la cadre de l'Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (ORSTOM), au sein du projet OCISCA qui se propose d'étudier la crise au Cameroun, et plus précisément les effets de la Politique d'Ajustement Structurel dans des secteurs de l'économie ou des lieux "critiques". Les deux premiers Observatoires du projet ont été choisis dans deux zones de vieilles économies de plantation en mutation.

Ce travail, effectué à partir des enquêtes menées dans les deux Observatoires, le village de Yemessoa dans le département de la Lékié (zone cacaoyère) et la chefferie Bafou dans le département de la Ménoua (zone caféière), n'est en rien une analyse globale de la situation socio-économique des plantations au Cameroun, ni une étude sur les répercussions de la crise sur l'agriculture de plantation.

Il répond plus à un souci pédagogique et se présente comme une étude diagnostic de la vie d'un projet de recherche en partenariat en reprenant les différents obstacles rencontrés dans une recherche pluridisciplinaire en coopération, obstacles qui ont entraîné des dérives par rapport aux objectifs initiaux du projet. C'est en fait une analyse sur les différents ajustements d'un projet de recherche dans un pays en voie de développement, fortement perturbé par les événements socio-politiques.

N'ayant pu participer aux phases de l'élaboration du questionnaire et de pré-enquête, ce rapport s'est servi des témoignages recueillis auprès des chercheurs, des enquêteurs et des enquêtés et des observations directes, ceci explique qu'on ne se soit pas trop attardé à rappeler les étapes de la longue phase préparatoire de l'enquête.

Les premiers tableaux présentés dans la troisième partie du mémoire rendent compte de l'état d'avancement du projet -au mois d'Août 1991- et informe les décideurs sur les "produits" qu'ils peuvent en attendre.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS

AVERTISSEMENTS

TABLE DE MATIERE

INTRODUCTION	p.1
CHAPITRE I - POURQUOI DES OBSERVATOIRES?	p.4
I.A- La crise? Un objet de recherche à facettes multiples	p.4
I.A.1- La crise dans la crise, le naufrage des cultures d'exportation: le niveau macro-économique	p.4
I.A.2- Les planteurs dans l'oeil du cyclone: la crise au ras des exploitations	p.7
I.A.3- Pas de télé pour les planteurs: les effets de la crise sur les conditions de vie en milieu rural	p.11
I.B- Le projet OCISCA	p.13
I.B.1- Une recherche finalisée et impliquée	p.13
I.B.2- Une recherche en partenariat	p.15
I.B.3- Une recherche pluridisciplinaire	p.16
I.C- Les choix des "terrains" d'OCISCA	p.18
I.C.1- Des lieux "critiques" pour observer des modifications	p.18
I.C.2- Des "terroirs" déjà étudiés dans le passé.	p.19
CHAPITRE II - UNE ENQUETE ALLEGEE A OBJECTIFS MULTIPLES	p.21
II.A- Elaboration des outils d'enquête.	p.21
II.A.1 - Les principes de base	p.22
II.A.2 - Structure de l'information à recueillir	p.24
II.A.3 - Recherche des niveaux pertinents d'observation.	p.26
II.A.4 - Structure du questionnaire.	p.29
II.A.5 - Les choix opérés par rapport aux enquêtés et aux objectifs discordants des chercheurs	p.30
II.B - Stratégie d'enquête sur le terrain	p.34
II.B.1 - Définition de la population-cible	p.34
II.B.2 - Recrutement et formation des enquêteurs	p.36
II.B.3 - Mise en condition des enquêtés	p.38
II.B.4 - Réalisation des enquêtes	p.38

II.C - Le traitement des informations récoltées sur le "terrain"	p.41
II.C.1 - Préparation des données statistiques.	p.41
II.C.2 - Contrôle des données.	p.44
II.C.3 - Sélection des thèmes prioritaires et structure de l'information pour l'analyse	p.47
CHAPITRE III- PREMIERS RESULTATS SUR L'OBSERVATOIRE DE BAFOU	p.52
III.A - Niveau d'exploitation du questionnaire	p.52
III.B - Une vieille économie de plantation	p.54
III.B.1 - Vieillissement des plantations	p.54
III.B.2 - Economie fortement monétarisée	p.57
III.B.3 - Les principaux postes de dépense	p.59
III.C - Les ressources économiques	p.60
III.C.1 - L'echelle des revenus	p.62
III.C.2 - La pratique du crédit	p.64
III.D - Quel avenir pour le café?	p.68
III.D.1 - "Que comptez-vous faire de votre café?"	p.68
III.D.2 - Comportements différenciés des planteurs face à la nouvelle politique de désubventionnement des engrais	p.70
III.D.3 - Des nouvelles alternatives qui se dessinent	p.71
CONCLUSION	p.74
BIBLIOGRAPHIE	p.77
TABLE DES FIGURES	p.79
ABREVIATIONS	p.80
ANNEXES	

INTRODUCTION

Le discours français sur la crise économique en Afrique reste largement répétitif et idéologique face aux propositions des institutions de Bretton Woods: Fonds Monétaire International et Banque Mondiale. Alors que les experts et économistes de la Banque Mondiale s'exercent à mettre au point des modèles sophistiqués démontrant, preuves à l'appui, les avantages à retirer d'un désarmement douanier ou d'une manipulation monétaire, la recherche française reste étrangement silencieuse sur les effets mesurables des propositions du principal bailleur de fonds publics qu'est la France en Afrique au sud du Sahara. Si bien que le Trésor français comme la Caisse Centrale de Coopération Economique, après avoir émis des réserves sur les médications proposées par les financiers internationaux, en sont réduits à s'aligner sur les positions de Washington étayées sur des éléments chiffrés.

Cette lacune de la recherche française pouvait-elle être comblée en tenant compte des acquis antérieurs et en toute indépendance par rapport à la théorie économique dominante? C'est la voie que l'on a tenté d'explorer en lançant le projet OCISCA à l'Institut français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (ORSTOM) avec l'appui, la collaboration intellectuelle étroite de deux responsables camerounais, René OWONA, devenu ministre du Développement Industriel et Commercial et Paul MOBY ETIA, ancien directeur adjoint de l'Institut des Sciences Humaines. Idée simple au départ, sa mise à l'épreuve a été une affaire très complexe à la suite de l'association à la réflexion et à la conduite de ce travail de nouveaux responsables camerounais et de plusieurs équipes de scientifiques aux motivations variées. L'entreprise a été aussi rendue délicate par la pression exercée par les bailleurs de fonds soucieux de disposer de résultats rapides et soupçonnant en permanence les scientifiques de verser dans une recherche académique, inutile...

C'est que, d'entrée de jeu, le projet de recherche, élaboré loin de Paris, se proposait de se construire au Cameroun, avec l'aide de scientifiques nationaux de diverses disciplines et n'ayant pas tous une grande expérience de la recherche. Ce point devait illustrer la politique affichée par l'ORSTOM qui consiste à essayer de créer, de consolider ou de maintenir en vie des institutions et équipes de recherche partenaires. Quand on saura que l'une des institutions impliquée vivait sous l'épée de Damoclès d'une suppression annoncée depuis un certain temps, on aura compris l'atmosphère particulière qui a régné dans les réunions de l'équipe OCISCA du fait des retards dans le paiement des salaires et des menaces de compression du personnel.

Comment toutefois étudier les effets de la crise sur un pays sans que des nationaux y soient étroitement associés, pour se former à une recherche susceptible de fournir aux responsables du pays d'éventuelles contre-propositions ? Ce principe constituant le fondement de la démarche, le projet est devenu "national" par l'enjeu qu'il a en conséquence représenté pour les scientifiques camerounais et les groupes de pression institutionnels. On a donc navigué "à vue" dans son pilotage, essayant d'éviter les écueils, de se laisser emprisonner dans les conflits internes entre scientifiques et hiérarchie, personnel de recherche et pouvoir ou de transformer le projet en champ clos d'affrontements politiques implicites ou explicites surgis à propos de l'itinéraire de la "transition démocratique", enjeu majeur dans le pays à compter de janvier 1991. Cette tension permanente, cette indispensable régulation ont marqué profondément le projet et expliquent l'étroite corrélation à faire entre la recherche telle qu'elle se pense et se fait au Cameroun et l'analyse de la crise, objectif final d'OCISCA.

Sur le plan scientifique, le projet voulait prendre le relai et valoriser les travaux antérieurs réalisés en solitaires par des chercheurs locaux ou expatriés: quoi de plus solide que de disposer d'un état des connaissances sur un village, un quartier ou une chefferie avant la crise qu'on se propose d'étudier? La force de beaucoup de travaux menés par des chercheurs de l'ORSTOM (et des scientifiques universitaires isolés) résidait dans des études longues et patientes de communautés villageoises ou urbaines, études qui n'ont pas été utilisées au plan macro-économique ou social en raison de leur spécificité et de leur non-comparabilité.

Une fois posée la philosophie du projet, il lui fallait trouver un cheminement dans le dédale de positions contradictoires prises en permanence par la trentaine de chercheurs et enseignants-chercheurs camerounais et l'appétit ou l'indifférence des institutions patronnant le projet. Ce ne fut pas une tâche facile de maintenir le même cap intellectuel tant de nombreux problèmes, objections, craintes réelles ou supposées sont venus en permanence obscurcir la vision première que chacun pouvait se faire du projet. Si bien que la tâche de mise en cohérence et de hiérarchisation des objectifs a occupé une place disproportionnée dans les tâches d'animation. Il en est résulté également des dérives consécutives aux compromis indispensables pour surmonter tel ou tel obstacle dressé par un groupe de scientifiques ou un responsable, etc...

Le projet dont nous allons analyser ici les ambitions, les faiblesses mais aussi les acquis ne peut donc se comprendre si l'on fait abstraction de ce contexte de coopération. Il n'est donc pas possible à notre sens d'évacuer cette "crise de la recherche" camerounaise qui est venu interférer puissamment dans les recherches sur l'ajustement à la crise des populations rurales, objet de la phase I d'OCISCA. Interférence indispensable à la pérennisation du projet, interférence pouvant obscurcir la vision à long terme de la phase-pilote d'OCISCA.

C'est dans cette chronique d'une recherche en partenariat que nous invitons le lecteur à cheminer avec nous. Pour lui faire saisir en quoi le partenariat modifie les données d'une recherche impliquée et en quoi ce type de recherche pluridisciplinaire apporte un éclairage utile sur l'ajustement macro-économique. Les premiers résultats à destination des décideurs obtenus dans un observatoire viendront illustrer concrètement le travail réalisé.

CHAPITRE I

POURQUOI DES OBSERVATOIRES?

Le projet de recherche OCISCA se distingue des études scientifiques "classiques" par la sélection d'Observatoires selon une problématique liée aux questions critiques de l'heure. Les observatoires sont choisis comme instruments permettant d'analyser rapidement les effets des mesures macro-économiques prises par l'Etat et ceux de l'environnement international, de réévaluer les déséquilibres socio-économiques (démographique, géographique, écologique, des systèmes de production et de la construction économique à long terme dans le contexte présent) en vue de relancer à cette occasion la dynamique de recherche dans le domaine des Sciences Sociales des institutions universitaires et de recherche dans une perspective pluridisciplinaire.

I.A- LA CRISE? UN OBJET DE RECHERCHE A FACETTES MULTIPLES

I.A.1- La crise dans la crise, le naufrage des cultures d'exportation: le niveau macro-économique

Jusqu'en 1986, le Cameroun avait subi avec moins d'effets négatifs cette récession commune à tous les pays d'Afrique liée à la crise du système monétaire international et aux différents chocs pétroliers. Le pays offrait alors l'image d'une contrée à la croissance stable, dotée de ressources naturelles variées et importantes, avec de bonnes potentialités agricoles et un endettement relativement faible dans un continent plongeant dans la "misère" et une mendicité internationale renforcée. Récemment encore, la communauté financière internationale lui attribuait le label de "l'un des meilleurs risques des pays d'Afrique".

Grâce à une rente pétrolière gérée avec une certaine prudence, la balance commerciale atteignait 600 milliards de francs CFA d'excédents en 1985 et le budget permettait une épargne publique occultée en partie par l'existence du compte hors-budget et de comptes extérieurs. A la fin des années 70, l'agriculture jouait un rôle déterminant dans l'économie: elle contribuait pour 30% au PIB et représentait 60% des exportations totales.

A partir de 1986, la situation s'est rapidement dégradée par suite de la baisse des prix du pétrole, de l'effondrement des prix des matières premières tropicales (café, cacao, coton) et des fluctuations du dollar, monnaie de paiement d'une bonne part des exportations. La baisse des rentrées extérieures s'est traduite par une crise générale des liquidités affectant l'ensemble des secteurs économiques à laquelle s'ajoute une baisse des importations de 50% et une chute de la demande intérieure de 25% à 30%. En termes réels, le PIB (Produit Intérieur Brut) a régressé de 15% en 1987-1988 et de 11% en 1988-1989. L'effondrement du système bancaire semble le problème de fond le plus grave pour une remise en route de la machine économique dans la mesure où il a entraîné une crise de confiance des entreprises et ménages vis-à-vis de l'Etat et du régime. La tutelle de l'Etat sur toutes les institutions financières du pays, dont il était le principal actionnaire, a eu des effets catastrophiques dans un contexte de "politique du ventre" généralisée, le banquier standard camerounais oubliant les règles d'or de la profession dans la gestion des crédits et des liquidités. Aussi a-t-on assisté à la faillite spectaculaire de la Banque Internationale de l'Afrique de l'Ouest ou de la Société Camerounaise de Banque, malgré le soutien des deux plus grands banques de dépôt françaises!

La baisse du prix des matières premières (café, cacao) résulte à la fois d'un accroissement de la production mondiale liée à l'entrée sur le marché de nouveaux pays producteurs (Malaisie pour le cacao), à la concurrence accrue des grands pays producteurs et à une stagnation de la demande des pays importateurs (Europe, Amérique du Nord).

Pour le café, les prix qui s'étaient stabilisés autour de 190 cents la livre dans la décennie 70 ont, par la suite, rapidement chuté en raison de l'accroissement de l'offre sur le marché, de politiques commerciales agressives de certains exportateurs (pratique du "rabais" par le Brésil) et de perspectives de forte croissance de la production. Or, la demande des pays importateurs non seulement se stabilise mais devient exigeante sur la qualité du produit. Dans un proche avenir, l'évolution du marché sera en grande partie déterminée par le respect des quotas attribués aux producteurs selon les termes des accords du Conseil International de Café (CIC), qui n'ont pas fonctionné dans la période récente...

Pour le cacao, on ne peut pas dire que la baisse des prix induite en grande partie par la politique de la Côte d'Ivoire, gros producteur qui a poussé sa production jusqu'à 800.000 tonnes (33% de la production mondiale), ait entraîné une hausse de la consommation. L'apparition d'une petite activité de broyage dans les nouveaux pays importateurs comme l'URSS et l'Europe Orientale et la promotion du chocolat ivoirien au Japon n'ont pas donné les résultats espérés.

La principale cause de la baisse du prix des matières premières réside donc dans le déséquilibre entre l'offre et la demande aggravé par l'entrée sur le marché de nouveaux pays producteurs décidés à prendre une part de marché consistante en ne tenant pas compte des "gentlemen's agreements" entre pays producteurs.

Cet état de fait a entraîné un certain nombre de perturbations. Dans un premier temps, le secteur bancaire s'est substitué à l'Etat pour le paiement des récoltes aux producteurs via les systèmes d'avances aux intervenants du marché. Avances qui ne furent pas remboursées par le Trésor qui avait accaparé les réserves de la période faste des caisses de stabilisation avec les conséquences signalées plus haut.

Eu égard au déficit des paiements courants et à l'importance de la dette, le gouvernement a été contraint par la suite de solliciter le concours du FMI pour retrouver la confiance des prêteurs internationaux. Dans les termes des arrangements en cours de négociation depuis 1987, le Cameroun est tenu de respecter un certain nombre de "critères de performance", dont la réalisation conditionne l'octroi de nouveaux prêts pour tenter de réaliser les réajustements indispensables dans un contexte politique de plus en plus difficile. Ces critères reflètent les résultats obtenus en matière de rentrées fiscales, de réduction du train de vie de l'Etat et de transactions extérieures. Programme qui n'a rien de populaire ou de consensuel comme on s'en doute. Or, depuis avril 1991, la légitimité du régime est ouvertement remise en cause dans sept provinces sur dix. Comment dans ces conditions faire passer la potion amère du Fonds Monétaire International?

Selon le FMI, les difficultés des pays à financer leurs importations ou à équilibrer leurs finances publiques sont liées à un certain nombre de dysfonctionnements tels que l'irrégularité des recettes d'exportation, l'hypertrophie du secteur public, la place des aliments importés dans la consommation, la surévaluation du franc CFA ou le faible rendement des recettes douanières. Le FMI demande un retour à la normalité comptable, l'ajustement entre les recettes et les dépenses en vue de rééquilibrer le budget. Cet ajustement passe par la réduction de la masse salariale et la suppression de certains organismes publics. Il souhaite aussi moins de distorsions entre la valeur des exportations et les dépenses d'importation ce qui suppose une stabilisation de la demande trop importante en biens importés de luxe, la surévaluation du Franc CFA favorisant ces flux soutenus par le train de vie d'une élite dirigeante et de classes moyennes particulièrement attachées à leurs privilèges.

Le but poursuivi est "de redonner une position viable à la balance des paiements (...) dans un contexte de stabilité des prix et de croissance économique soutenue, tout en évitant des mesures contraires à la liberté du commerce et des paiements extérieurs". (HIRSCH (R.), "Ajustement structurel et politiques alimentaires en Afrique subsaharienne", Politique africaine n°37, Ed.Karthala, mars 1990, p.18).

Conformément aux exigences du FMI, le gouvernement a élaboré un Plan d'Ajustement Structurel centré sur deux points-clé : l'assainissement des finances publiques et l'aide à la relance de l'investissement productif. La stabilisation des finances de l'Etat passe nécessairement par la réduction de ses dépenses et de celles des organismes para-publics, son désengagement progressif de l'économie (en réduisant le montant des subventions aux engrais et aux pesticides par exemple) et le retour modéré à l'endettement extérieur. On escompte la relance des investissements productifs par le biais de mesures tendant à encourager l'épargne et l'investissement telles que l'allègement des procédures

administratives et des charges fiscales ainsi que la promotion des petites et moyennes entreprises. Ces mesures, régulièrement prônées au Cameroun, sont rarement appliquées en raison d'un nationalisme d'autant plus tâtilon qu'il n'est que de façade (comparer avec le nationalisme économique indien) et de la prégnance d'une approche bureaucratique des problèmes économiques. D'où la révolution copernicienne des mentalités que chacun espère sans trop y croire.

Ces mesures à caractère macro-économique visent à relancer le processus de développement à court terme. Le FMI indique au gouvernement les moyens de sortir de la crise selon les recettes de l'idéologie libérale et les outils monétaristes. Or, l'expérience montre que, dans tous les pays ayant appliqué des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) avant le Cameroun, les conséquences sociales de l'ajustement sont toujours négatives pour les ménages les moins favorisés. La méconnaissance des comportements différenciés des agents économiques vis-à-vis des changements subis ou décidés par les politiques (hausse des prix, arrêt des subventions, fin des monopoles) est telle que les effets réels des mesures macro-économiques sont difficilement prévisibles. Le gouvernement avec le soutien de la Banque Mondiale, conscient des graves bouleversements sociaux que peut entraîner l'application des PAS, a tenté d'en atténuer les effets par la mise en oeuvre parallèle de projets à objectifs sociaux dont on ne peut mesurer encore l'intérêt.

Le succès des mesures d'appui social dépendra, bien évidemment, de la connaissance que l'on peut avoir des changements induits par la crise. On comprend, dès lors, l'intérêt que pouvait présenter la mise en place d'un système d'Observatoires du Changement Social et de l'Innovation face à la crise, objet du projet OCISCA.

I.A.2 - Les planteurs dans l'oeil du cyclone: la crise au ras des exploitations.

L'essentiel de la production camerounaise de cacao est assuré par des petites exploitations familiales de 1,3 hectares en moyenne. En réalité, plus de 60% des plantations ont une superficie inférieure à un hectare, et seulement 32% ont une superficie comprise entre 1 et 3 hectares. Le recensement de 1984 montrait qu'un quart des plantations camerounaises était constitué de cacaoyers âgés de plus de trente ans. Par ailleurs, l'abandon pur et simple d'un certain nombre de plantations et le manque d'intrants favorisent l'émergence de maladies telles que les capsides et la pourriture brune qui finissent par atteindre les jeunes arbres.

L'arabiculture a connu son principal développement dans l'Ouest et le Nord-Ouest du Cameroun où les sols et le climat sont propices à sa culture en moyenne altitude. Selon le recensement agricole de 1984, il existe 167000 plantations familiales occupant près de 100000 hectares. Les rendements sont médiocres, de l'ordre de 200 kg/ha alors que l'on peut atteindre 500 Kg/ha dans les parcelles de café en pleine production, bien fumées et

entretenues: cette situation est liée au vieillissement des plantations et à la concurrence des cultures vivrières, cultures privilégiées par les femmes pour les soins phytosanitaires et la distribution des engrais au détriment de la culture de café. La plupart des exploitations ne dépasse pas 0,5 hectares avec des tentatives de semi-industrialisation sur 2 500 hectares.

Le café Arabica ne représente que 5% environ des exportations agricoles du pays. Les prix à l'exportation sont allés à la baisse, compte tenu de la qualité inférieure de l'Arabica du Cameroun et de l'irrégularité des grains de café. Le prix payé au producteur a chuté de 1989 à 1990 de 475 à 250 Fcfa le kg pour la qualité lavée bon grain, soit d'environ 47,4%. Or, sur le marché mondial, les meilleures qualités d'Arabica sont payées beaucoup plus cher.

Un certain nombre de facteurs de politique agricole au sens large ont contribué au déclin des filières café-cacao : l'insuffisance des investissements routiers, l'approvisionnement "erratique" en intrants, une recherche faible et non appliquée, un appui institutionnel médiocre aux exploitants, etc...

Or, les secteurs café-cacao représentent 27% du total des exportations en 1988 dont respectivement 15% pour le cacao (fèves, beurre et chocolat confondus), 9% pour le café Robusta et 3% pour l'Arabica et 70% du secteur primaire (activités minières exclues). Cela ne représentait plus, cette année-là, qu'une recette à l'exportation de 70 milliards de francs CFA pour le cacao, 40 pour le café Robusta et 16 pour l'Arabica contre respectivement 102, 88 et 28 milliards en 1986.

La révision à la baisse des prix d'achat du café et du cacao -250 francs CFA pour le cacao et l'Arabica et seulement 175 pour le café Robusta- annoncée en septembre-décembre 1989 à l'ouverture de la campagne de commercialisation, a été comprise par les planteurs, au-delà du phénomène conjoncturel que constitue une variation des prix, comme un "coup de tonnerre". En effet, depuis l'Indépendance, les prix d'achat en francs courants avaient connu une croissance régulière et un maintien les deux dernières années (1987-1988). Cette chute se présente donc comme un coup d'arrêt brutal. Dans les faits, cela correspond à une baisse de prix relative de 40% pour le cacao, 47% pour le café Arabica et de 60% pour le café Robusta. En valeur globale, c'est l'équivalent de 50 milliards de francs environ qui n'ont pas été redistribués aux planteurs pour la campagne de 1989. Pour la campagne de 1990-1991, la tendance négative s'est même renforcée et le cacao de grade 1 ne se négocie plus qu'à 210 francs CFA par kg.

Cette évolution est une conséquence mécanique, au niveau des planteurs, de la dégradation, depuis plusieurs années, du marché international du café et du cacao sans aucun effort de stabilisation. C'est d'autant plus injuste que le système de stabilisation camerounais, à l'instar d'autres pays, n'a pas fonctionné : il n'y a eu aucune compensation de la baisse des prix garantis par les prélèvements effectués par l'Office National de Commercialisation des Produits de Base (ONCPB) depuis sa création (1979) auprès des planteurs. Or, les années où les cours mondiaux étaient supérieurs au prix minimum garanti (1976-79 et 1984-86),

l'ONCPB a pu prélever annuellement en moyenne 60 milliards de francs et jusqu'à 66 milliards de francs CFA en 1984-1985. D'après la mission d'évaluation effectuée par des chercheurs de diverses institutions dans le cadre d'OCISCA auprès du MINDIC, ces prélèvements cumulés de 1979 à 1988 approchent 371 milliards de francs CFA. D'après l'AGRER (1988), ce serait ainsi plus de 200 milliards qui auraient été réinjectés dans les finances publiques sans compter le soutien de nombreuses sociétés para-publiques déficitaires, le reste servant à couvrir les frais de fonctionnement de l'Office dont le montant global dépasse les 14 milliards de francs CFA en 1988-1989.

Avec l'aggravation du déficit des finances publiques et malgré les deux années de maintien des prix (1987-1988), le gouvernement se trouve dans l'impossibilité d'honorer ses dettes vis-à-vis de l'ONCPB et de tenir ses engagements auprès des planteurs qui subissent de plein fouet la baisse des cours mondiaux au cours des deux dernières campagnes.

De son côté, la Banque Mondiale estime que la rigidité du système des prix garantis fixés par le gouvernement n'a fait que masquer la chute des cours, avec des effets pervers sur les conditions de vie des planteurs qui, durant toute la période fructueuse du café -cacao sur le marché mondial, se sont vus imposer des taux de prélèvement importants, et qui se retrouvent face à la conjoncture actuelle de crise sans avoir pu anticiper le phénomène. La Banque Mondiale fonde son raisonnement sur l'hypothèse que si les planteurs avaient eu connaissance des tendances du marché et conscience des conséquences immédiates de la crise sur leurs revenus, ils auraient déjà modifié leurs conduites dans l'exploitation au niveau du choix des cultures ou des techniques, par exemple.

Les récentes mesures d'assainissement prises dans le cadre de ces deux filières concernent la formation du prix garanti au producteur, les mécanismes de la stabilisation et de la commercialisation.

Le gouvernement s'est acheminé vers l'adoption d'un système de prix flexible au producteur dans le souci de l'équilibre financier des filières, le prix étant calculé sur des bases économiques plus réalistes (coût de production, de transport et de commercialisation, etc...). Le prix de référence fixé en début de campagne résulte de la moyenne pondérée calculée sur les cours mondiaux du café et du cacao sur les douze derniers mois et des prévisions des cours mondiaux sur les neuf mois à venir. Pour permettre cependant aux planteurs de négocier leurs récoltes auprès des négociants de leur choix et ce au meilleur prix, il serait souhaitable de mettre en place un véritable système d'information à tous les niveaux des intervenants de la filière.

A côté, une réorganisation du système coopératif devrait permettre l'émergence de véritables organisations indépendantes, mieux à même de défendre les intérêts des planteurs face aux exportateurs mais aussi à l'Etat qui n'a plus les moyens d'interférer au niveau de la commercialisation des produits. Au sein de ce nouveau circuit commercial où les zones d'intervention n'existent plus, les négociants privés vont pouvoir se mesurer aux coopératives de l'Ouest et du Nord-Ouest qui ont eu jusqu'ici le monopole commercial du café arabica (UCCAO, NWCA). Cette

libéralisation de la structure doit également s'étendre à l'exportation par le système des ventes aux enchères de quantités de produit à un prix donné. L'Office National du Café-Cacao (ONCC) qui s'est substitué en juin 1991 à l'ONCPB se voit retirer de toute fonction de commercialisation, se cantonnant alors à des fonctions administratives et à des tâches de service public. L'Etat s'engagerait en outre à favoriser la reconstitution des réserves de stabilisation, à maintenir la liquidité de ses réserves par la redéfinition des relations entre le planteur, les fonds de stabilisation et le Trésor. Ce souci actuel d'une meilleure gestion est illustré par la suppression récente de la taxe de sortie dans le barème commercial et la réduction des dépenses de fonctionnement de l'organisme de substitution de l'ONCPB, notamment par un réajustement à la baisse du nombre de ses salariés.

La libéralisation du marché ne va pas sans problème et la loi de la concurrence n'est pas toujours synonyme de transparence; bien plus, elle nécessite même de la part des planteurs une vigilance accrue pour faire valoir leurs droits et faire entendre leurs voix au sein des coopératives .

Pour le cacao, par exemple, les prix payés aux producteurs ne correspondent pas nécessairement au prix officiel. Ils varient selon le degré de concurrence entre la coopérative et l'exportateur et le barème fixé par l'Etat. Le risque de voir les commerçants-exportateurs faire la loi sur le marché, comme au bon vieux temps de l'économie de traite, n'est pas à exclure. En effet, le petit planteur isolé en brousse n'a souvent d'autre alternative que de vendre sa récolte au premier collecteur de passage car il dispose rarement de moyens de transport et de stockage appropriés. S'il arrive que les négociants fassent des avances monétaires aux producteurs pour détrôner la coopérative, ils n'hésitent pas à s'adonner à des pratiques peu "catholiques", par exemple en trichant au moment de la pesée ou en contraignant le producteur manquant d'argent à se débarrasser de sa récolte pour un prix dérisoire.

Les coopératives consentent également des avances en espèces ou en marchandises aux petits planteurs pour leur permettre de faire face aux dépenses courantes, au frais d'écolage à la rentrée des classes par exemple. Les taux d'intérêt pratiqués sont généralement usuraires, et d'autant plus difficiles à contrôler que beaucoup de ces transactions se font en nature, sous forme de cacao. De leur côté, les coopératives infligent parfois aux planteurs des délais abusifs de paiement, notamment pour le cacao hors grade qui trouve plus difficilement preneur sur le marché. Il est à craindre une multiplication de ces pratiques obliques en ces temps de crise, le planteur n'ayant aucun moyen d'éviter chantages et pièges divers, ce qui fausse les lois "classiques" du marché si chères aux économistes néo-libéraux.

I.A.3- Pas de télé pour les planteurs: les effets de la crise sur les conditions de vie en milieu rural.

Une étude détaillée du Ministère de l'Agriculture (réalisée par M. de la Taille) montre une érosion progressive du pouvoir d'achat des planteurs entre 1960 et 1980 par suite des prélèvements excessifs de l'Etat. Le prix actuel, en francs constants peut être évalué à 45% du prix de 1969 pour le cacao, 22% pour le café Robusta et 25% pour l'Arabica. En effet, même si on laisse de côté les trois années de blocage des prix 1986-1988, le taux d'inflation a toujours été supérieur au taux d'augmentation des prix nominaux d'achat au producteur depuis 1960.

Il suffit de regarder ce que représente un sac de cacao ou de café Arabica sur le marché du riz pour saisir l'ampleur de la baisse du pouvoir d'achat des planteurs. D'après les données récentes de la Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale, la baisse du prix des matières premières au producteur conjuguée à une augmentation du prix des produits importés comme le riz se traduit chez le planteur par une réduction d'environ 60% de la quantité de riz pouvant être achetée sur le marché.

De plus, l'existence et le maintien d'un prix garanti avec une croissance irrégulière mais permanente en valeur nominale, ont fourni un cadre de référence pour la conduite de l'exploitation (investissement, maintien ou abandon de cultures, etc.) dans un contexte de monétarisation partielle. L'arrêt brutal du prix garanti remet en cause la gestion des cultures des cinq dernières années. La mise en place d'un prix d'achat minimal au producteur, fixé en début de campagne et réajusté chaque année en fonction des excédents et des pertes constatées dans chaque filière l'année écoulée et des perspectives à venir, place le producteur dans des conditions réelles du marché. Cette nouvelle règle de jeu implique cependant de mettre aussi le planteur en situation de prise de décision en lui donnant accès à une information correcte sur les conditions de son environnement. Est-ce possible en l'état actuel de fonctionnement des médias les plus accessibles comme la radio captée d'un bout à l'autre du territoire? Si une telle initiative est prise et comprise, nul doute que l'on va assister à des changements rapides dans la conduite économique des exploitants.

De fait, le planteur aura tendance à diversifier ses cultures et donc ses rentrées d'argent, notamment par la commercialisation de ses cultures vivrières. Encore faut-il que des possibilités existent avec un marché accessible! D'ailleurs, l'abandon des plantations au profit des cultures vivrières s'accompagne d'un détournement des engrais subventionnés achetés pour ces dernières. Le manque de structure de stockage, de conditionnement et de conservation entraîne une saturation immédiate des marchés de produits vivriers à certaines saisons et donc une baisse des prix. Par ailleurs, certains produits importés, généralement moins chers du fait de la surévaluation du franc CFA (de l'ordre de 40% selon certains experts de la Banque Mondiale) ou bénéficiant de programmes de soutien à l'exportation des pays occidentaux (riz de l'oncle Sam, blé et lait de la CEE, etc.) et présents tout le long de l'année, créent des habitudes de consommation alimentaire dans les villes principalement, influant négativement sur la consommation des produits locaux. Certains

planteurs à Yemesso (département de la Lékié) considèrent que ces produits importés seraient vendus sur le marché urbain à des prix de dumping pour répondre à une demande abondante mais peu solvable.

Les paysans subissent aussi directement les effets de la crise urbaine par l'arrivée sur le marché d'une jeune clientèle abondante et sous-employée dont la demande alimentaire se porte sur des aliments bon marché. Elle contribue à faire baisser les prix des vivriers autochtones. Enfin, sur le marché rural "local", les paysans sont contraints de vendre leurs produits à un prix inférieur à celui pratiqué en ville, en fonction du pouvoir d'achat des villageois. Ce prix permet rarement de constituer un petit capital pour couvrir les frais minima de scolarité et de santé, les deux principaux postes de dépenses. De quelcôtés que l'on se tourne, on s'aperçoit que les alternatives ne sont pas légion et que la voie de la diversification reste étroite.

La crise dont souffre le paysan aujourd'hui n'est guère autre chose que la crise camerounaise qui se manifeste par une diminution conséquente du pouvoir d'achat. La politique poursuivie ces dernières années par le gouvernement n'a pas permis aux planteurs de percevoir l'ampleur et la gravité de la crise.

A présent, les planteurs camerounais subissent de plein fouet la crise généralisée dans le pays qui se traduit par un désengagement de l'Etat et la diminution des aides publiques et des mouvements erratiques des prix des matières premières sur le marché international.

I.B - LE PROJET OCISCA

L'équipe OCISCA a choisi d'aborder la crise en se donnant une problématique (questions que l'on se pose, hypothèses que l'on soumet à l'épreuve des faits) inspirée des préoccupations des ministères techniques et des agences d'aide internationales, tout en conservant le recul critique et l'approche globalisante de la recherche.

I.B.1- Une recherche finalisée et impliquée.

Le projet se donne pour objectif de réaliser un travail scientifique sur la crise, et plus précisément, sur les effets de la politique d'ajustement structurel qui se met en place très lentement au Cameroun depuis 1987 en insistant sur la dimension sociale de la stabilisation de la demande et de la réduction du train de vie de l'Etat (coupes sombres dans les budgets sociaux comme l'éducation ou la santé).

Ces objectifs coïncident grossièrement avec ce que tente de mettre en oeuvre le volet "études" du programme Dimensions Sociales de l'Ajustement de la Banque Mondiale, qui se propose d'atténuer dans ses interventions les effets sociaux désastreux de l'Ajustement "pur et dur". Dans ces études, la composante statistique de la Dimension Sociale de l'Ajustement propose des enquêtes multi-objectifs lourdes. Le nombre des variables explicatives et dépendantes et leurs relations, leur traitement longitudinal se traduisent par une grande lourdeur des questionnaires et des tailles d'échantillon élevées. Les projets d'enquête de la Banque Mondiale en effet, laissent sceptiques à la fois les statisticiens et les bailleurs de fonds, les premiers en raison de la taille des échantillons permanents proposés et de la lourdeur des questionnaires qui ne se démarquent que fort peu des enquêtes budget-consommation; les seconds parce que cela coûte fort cher pour des résultats livrables trop tard pour l'action. La voie est donc ouverte à des systèmes d'information plus légers et plus ouverts à une approche scientifique pluridisciplinaire: les enquêtes lourdes multi-objectifs n'étant plus en vogue.

Alors que l'on s'interroge toujours sur la faisabilité de ces enquêtes multi-objectifs lourdes, OCISCA se propose de procurer des données rapides et utiles sur les mécanismes du changement social et les effets des politiques de développement en utilisant des systèmes de collecte de l'information plus légers et permettant une appréhension plus globale des phénomènes que ceux qui sont employés dans les études menées dans le cadre du DSA de la Banque Mondiale.

Plus concrètement, les équipes de chercheurs sont associées aux réflexions conduites dans les ministères techniques et sont en relation avec les responsables d'agence d'aide (Caisse Centrale de

Coopération Economique, Volontaires Allemands, etc.) pour évaluer les mesures en cours dans les différents projets au regard de leur propre expérience sur "le terrain".

Un premier travail a pu être ainsi mené à bien dans le Ministère du Développement Industriel et Commercial sur la restructuration des filières café et cacao, une semaine après les enquêtes de terrain. Cette mission de travail effectuée par des chercheurs du Centre Universitaire de Dschang auprès du ministère a débuté par l'examen de dossiers d'actualité sur les filières café-cacao et s'est concrétisée par l'élaboration d'un rapport de synthèse proposant certaines recommandations au ministre. Il est prévu dans un deuxième temps une rencontre entre les chercheurs et les responsables de la filière café-cacao du MINDIC afin de mener une réflexion commune sur les filières considérées, réflexion enrichie par les expériences de "terrain" des chercheurs supposés porteurs des réflexions, réactions et attitudes des planteurs. Ainsi, le projet, dont le fondement de départ est l'étude sur le terrain, est directement confronté au point de vue macro-économique.

Les deux approches du projet, approche micro-économique à partir des enquêtes de "terrain" et approche macro-économique permise par la mission d'évaluation au MINDIC, s'articulent donc au niveau de l'action et des questions posées par les responsables qui servent de fils conducteurs aux enquêtes elle-mêmes. Le projet ne s'est pas posé de questions épistémologiques dans l'abstrait pour résoudre le passage du micro au macro mais a tenu à participer fonctionnellement à l'élaboration des nouvelles politiques. Cette approche pragmatique d'un problème qui agite le microcosme des économistes, a permis d'éviter l'"enfermement" classique du chercheur dans une approche "terroir" ou "système de production" à partir de questions qu'il se pose à lui-même. Par ce biais, le projet a évité les pièges d'une recherche élaborée pour elle-même selon une "dynamique scientifique" individuelle (recherche qualifiée de "masturbatoire" dans le vocabulaire OCISCA) et de gaspiller un temps précieux à résoudre la question du passage du micro au macro. Personne au Cameroun n'aurait compris cette démarche.

La poursuite de ces échanges entre les ministères techniques reflétant les points de vue des décideurs et les chercheurs restituant une image "scientifique" de la crise sera la preuve d'une réussite du partenariat entre les décideurs et les chercheurs, partenariat souvent inexistant dans de nombreux projets de recherche qui s'éteignent tout doucement. La recherche dans ce dialogue joue le rôle d'intermédiaire entre les planteurs et les décideurs. Ainsi, le projet OCISCA réunit les différents acteurs intervenant dans la crise.

Le distinguo habituel entre recherche fondamentale et appliquée n'a pas grand sens ici: on essaie d'éclairer les décideurs sur un large spectre de questions qu'ils se posent et on essaie de le faire selon des méthodes scientifiques éprouvées ou à créer pour la circonstance dans des équipes dominées par la partie camerounaise. Partenariat selon la formule consacrée qui impose son rythme de travail comme sa vision de la crise. La décolonisation de la recherche est à ce prix, n'en déplaise aux "Madame Soleil du développement" (bulletin OCISCA N°3-4).

I.B.2- Une recherche en partenariat

Le projet initié en Octobre 1989 a été construit comme une association de trois institutions franco-camerounaises qui constituent le noyau de base du projet sur lequel vont se greffer au fur et à mesure de nouvelles équipes de travail.

Les trois institutions de départ rassemblent une trentaine de personnes, chercheurs, enseignants-chercheurs et directeurs des Instituts constituant l'ensemble des partenaires camerounais et expatriés qui élaborent et conduisent le projet.

L'Institut des Sciences Humaines du Cameroun est représenté par une dizaine de chercheurs provenant des différents centres de l'Institut, le Centre de Recherche Economique et de Développement (CRED), le Centre Géographique National (CGN) et le Centre de Recherche d'Etudes en Sciences Sociales (CRESS) .

Dans le cadre du Centre Universitaire de Dschang, plus précisément de l'Institut National de Développement Rural (INADER), une dizaine de chercheurs issus des départements des "Productions végétales", d'"Economie rurale" et d'"Education rurale" ont participé au projet OCISCA .

Dans le cadre de la coopération, le projet est soutenu par l'Unité de Recherche "Maîtrise de la sécurité alimentaire" du département "Société, Urbanisation, Développement" de l'Institut français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (désigné par le sigle ancien ORSTOM peu accepté dans OCISCA) .

Dès la première phase, le projet bénéficie des services du Centre Informatique de l'Ecole Nationale Polytechnique pour ce qui est de la saisie des données d'enquête et de l'extraction des premiers tableaux d'analyse. Des demandes de collaborations individuelles ou collectives des Pays-Bas, de Belgique et de Suisse ont été enregistrées (Leiden, Wageningen, Louvain-La Neuve et Neuchâtel) ainsi que du CIRAD français.

La phase II du projet OCISCA prévoit l'intégration du Département du Génie Urbain de l'Ecole Polytechnique et de la Direction de la Statistique du Ministère du Plan pour la réalisation des observatoires urbains.

Ainsi, cette coopération s'est étendue aux principaux instituts de recherche en Sciences Sociales du pays et il séduit de nombreuses institutions européennes en quête d'une coopération cohérente. Il devrait intégrer par la suite des équipes camerounaises de recherche en Sciences dites "dures" (Informatique, Statistique, Génie Urbain). Ces différents partenaires se sont engagés volontairement dans le projet au fur et à mesure de son avancée. A présent, le projet constitué d'équipes de recherche à cultures scientifiques multiples atteint des proportions telles que sa gestion est rendue complexe.

Il apparaît -à tort- pour certains chercheurs camerounais comme "une roue de secours" à la recherche camerounaise, voire une alternative permettant de surmonter "la période de soudure" actuelle des institutions de recherche. C'est que les chercheurs et enseignants-chercheurs ne reçoivent plus leurs salaires avec régularité et qu'ils n'ont plus de crédits de recherche depuis deux années budgétaires. De plus, l'ISH appartient à la catégorie des entreprises à liquider selon les experts de la Banque Mondiale en raison de son rapport défavorable entre un personnel pléthorique et les résultats acquis et utilisables. Dans ce contexte l'attrait du projet OCISCA a été grand en ce qu'il apporte une plateforme de travail branchée sur les bailleurs de fonds, dont la Banque Mondiale, et qu'il permet de relancer la recherche en sciences sociales dans une perspective nouvelle..

Au Centre Universitaire de Dschang, autres pesanteurs. Ici, le projet est menacé de marginalisation institutionnelle et se trouve mis en concurrence avec des projets français, CEE, belge et américain. N'appartenant en propre à aucun département, véritables citadelles de l'éducation agronomique sur le modèle des "Land Grants colleges" américains, il utilise des enseignants-chercheurs et ceux-ci sont soumis de ce fait à une double pression académique d'un côté, scientifique de l'autre. La multiplicité des aides étrangères et françaises non coordonnées comme il se doit, soumet par ailleurs le projet à de fortes pressions et à des tiraillements contradictoires venant de l'aide française comme de la partie camerounaise soucieuse avant tout de formation des agronomes.

Enfin, c'est au plan du financement, de son mode de gestion comme des choix à opérer que se porte l'attention revendicative d'une partie des équipes, qu'il s'agisse du montant des indemnités de tournées ou de la réparation de véhicules. De plus en plus, face aux défaillances du système, le projet est sommé de prendre en charge de multiples affaires voire de se substituer à l'employeur principal pour compenser l'absence de salaire ou de bourse. Tout cela n'est pas sans provoquer de nombreuses tensions au sein de l'équipe mixte.

On touche ici du doigt ce que doivent être quotidiennement les ajustements à réaliser dans le domaine de la communication, dans celui du pouvoir délégué, consenti ou retiré, dans la gestion comptable d'un projet devant répondre aux normes draconiennes du budget français. On ne s'étonnera donc pas de savoir qu'aucune réunion plénière d'OCISCA n'évoque avec une régularité de métronome les questions matérielles et logistiques.

I.B.3- Une recherche pluridisciplinaire.

Pour fournir aux développeurs des dossiers pertinents rendant compte de la complexité des interrelations et la spécificité de la crise, seule une combinaison de plusieurs types d'investigations scientifiques peut tenter d'enregistrer ce qui se passe et de reconstruire le phénomène comme un objet à plusieurs dimensions. Ainsi il faut, à partir d'une question commune: "qu'est-ce que la crise?" et d'un corps d'hypothèse accepté par

tous les chercheurs élaborer "une stratégie d'enquête" et définir pour chaque étape les moyens et les techniques à mettre en oeuvre pour y parvenir.

La multiplicité de formes que prend la crise a permis de focaliser sur un projet commun de recherche une trentaine de chercheurs, enseignants-chercheurs et ingénieurs (de l'Ecole Nationale Polytechnique, pour l'instant) de disciplines variées ayant des formations différentes. Ainsi, ils ont travaillé ensemble pour définir la problématique générale, les modalités pratiques de travail, l'élaboration des modules du questionnaire et le guide d'enquête, la mise à jour d'une base de sondage et le tirage d'un échantillon pour l'observatoire de Bafou, enfin la supervision des enquêtes sur le terrain.

C'est une tentative de décloisonnement des disciplines dans le cadre d'un projet visant à rendre plus cohérentes et mieux articulées les recherches en Sciences Sociales en relation avec l'approche agronomique des "systèmes d'exploitation". Mais ceci n'a pas été sans difficultés, compte tenu de l'esprit de recherche de type "individualiste" pré-existant dans les Instituts.

En effet, cette recherche pluridisciplinaire exige de la part des chercheurs une grande ouverture d'esprit afin de dépasser leur représentation disciplinaire fondée sur un champ, des outils, des méthodes et des écoles de pensée. Or, bien souvent, les chercheurs se retranchent dans le confort douillet de leur espace disciplinaire, évitant les remises en cause de leur démarche intellectuelle habituelle. Sortis de leur cadre référentiel, ils se doivent de justifier toute leur logique de fonctionnement, parfois fondée sur de nombreux a priori, et se sentent agressés à la moindre contestation. Il s'y rajoute des sentiments de frustration, parfois même de fascination, qu'exercent sur des chercheurs la compétence et le domaine réservés au voisin. Cette cohabitation est devenue d'autant plus difficile que les chercheurs d'origines ethniques variées nourrissent des préjugés, des arrières-pensées ou des méfiances, parfois refoulés, qui resurgissent avec vigueur dans le contexte spécial de l'enquête sur le terrain. Seul un animateur aussi impartial que possible mais nécessairement persuasif doit savoir trancher dans les délais impartis tout en persuadant chacun de continuer l'expérience entamée.

Elle se fait par une association très étroite d'équipes et non d'individus isolés. Il faut veiller à ce que l'analyse proprement dite de la crise ne se scinde en autant d'approches que de disciplines et il s'agit de faire plus qu'une enquête statistique. C'est ainsi que l'enquête se propose de rester légère et s'interdit par conséquent d'observer directement des phénomènes comme les pesées alimentaires, les relevés de dépenses et de recettes, les levées de parcelles ou le chronométrage des temps de travaux.

Afin d'éviter une analyse à priori de la crise élaborée à partir de telle ou telle théorie économique ou sociale, ou de privilégier certains facteurs pouvant qualifier la crise, les premières réflexions de l'équipe OCISCA se sont attachées à définir des principes de base à partir desquels ont été mis au point une problématique et un corps d'hypothèses acceptés par tous les chercheurs. Le questionnaire de base concrétisa ce travail d'affinage des questions.

Si la recherche de base est collective, le projet réserve une place aux initiatives individuelles de recherche, notamment des apprentis chercheurs. Ces études qui prolongent le canevas collectif sont réservées à des recherches personnelles de jeunes chercheurs, thésards ou stagiaires.

I.C- LES CHOIX DES "TERRAINS" D'OCISCA.

I.C.1- Des lieux "critiques" pour observer des modifications.

Dans le cadre d'une recherche en partenariat, ce travail scientifique sur la crise, et plus précisément sur les effets de la Politique d'Ajustement Structurel qui se met en place au Cameroun depuis 1987, ne peut être mobilisateur, compte tenu des expériences acquises, que s'il se fait sur le "terrain" dans des lieux représentatifs de situations "critiques" pour le Cameroun faisant l'objet de réflexions dans les ministères techniques ou agences d'aide internationales.

Ces "lieux critiques" sont choisis en fonction des préoccupations des décideurs comme les secteurs, zones ou filières en cours de réhabilitation ou de restructuration. Ce sera par exemple les filières café et cacao, les périmètres hydro-rizicoles en cours de réhabilitation et de restructuration.

OCISCA s'intéresse également à des zones sensibles économiquement qui enregistrent plus que d'autres les effets de la crise comme les zones de confrontation de systèmes socio-économiques différents: confrontation naira/franc CFA à la frontière du Nigéria, éleveurs/agriculteurs dans la région de Meiganga. Cela peut être aussi les phénomènes de désindustrialisation observables à Douala, de migrations de retour ou de déscolarisation observables à des degrés divers dans chaque observatoire.

Dans chaque situation "critique" retenue par le projet OCISCA, sera mis en place un observatoire faisant l'objet d'une enquête de "terrain".

L'idée d'observatoire a été retenue pour répondre à deux soucis majeurs: suivre à intervalles annuels un échantillon permanent de ménages et approfondir des questions "critiques" prenant un relief particulier avec la crise au sein de l'observatoire. En effet, seul le suivi régulier d'un échantillon permanent peut nous permettre d'étudier les changements des comportements sociaux, les contre-mesures et les innovations mises en place par les catégories de population les plus représentatives pour faire face à la crise, et d'accéder aux opinions et aux anticipations, s'il y a lieu, des acteurs de base de ces "lieux critiques". Cette continuité dans l'observation permet également d'évaluer dans le temps les effets des mesures qui tiennent lieu de politique d'ajustement dans certains secteurs stratégiques ou régions-clé pour l'économie nationale (variation de l'utilisation des engrais par les paysans avec le désubventionnement, relance des filières café-cacao avec la politique de libéralisation du marché, etc.). L'observatoire permet également de conduire des

études détaillées sur des questions qui prennent des visages particuliers avec la crise (conséquences de l'effondrement des prix des cultures d'exportation en milieu rural,...).

Pour répondre aux préoccupations immédiates des décideurs et utiliser les compétences existantes, les deux premiers observatoires retenus pour la phase I du projet concernent les secteurs d'agriculture familiale dominés par une culture d'exportation et touchés par l'effondrement des cours mondiaux. Le premier observatoire a été choisi dans une zone de vieille plantation caféière, la chefferie Bafou dans l'Ouest du pays, représentant la problématique café Arabica dans une zone densifiée. Le deuxième observatoire s'intéressant à la filière cacao se situe dans la vieille zone de plantation du centre du Cameroun: le village de Yemessoa dans le département de la Lékoué.

Une fois les secteurs d'étude prioritaires déterminés, le choix des communautés villageoises ou urbaines est directement fonction des connaissances antérieures acquises dans ces zones "critiques".

I.C.2- Des "terroirs" déjà étudiés dans le passé.

Les observatoires retenus ont été choisis en fonction de l'accumulation antérieure de connaissance. Ces études pré-existantes sont de type monographique et comportent souvent recensement, levé d'exploitations et enquêtes statistiques descriptives. Elles constituent un outil d'information permettant de connaître la situation de départ. Elles servent de référence pour l'élaboration du questionnaire et la mise en place de la stratégie d'enquête. Elles permettent d'alléger considérablement les phases de pré-enquête, de prospection du terrain et donc de répondre dans les plus brefs délais aux questions des décideurs sur les effets de la crise dans le milieu rural, et plus précisément chez les planteurs de café et de cacao.

Si les enquêtes et travaux précédemment réalisés dans ces sites ont été bien perçus auprès des populations cibles, la réalisation d'une autre vague d'enquêtes en est facilitée. En effet, la population ayant déjà été sensibilisée à ce type d'inquisition présente moins de réserve ou de méfiance au premier abord, et répond plus aisément aux questions délicates ou complexes. Cependant, les enquêtés ayant auparavant réfléchi sur certaines questions peuvent se réfugier derrière des réponses stéréotypées ou préparées qui ont le défaut de réduire une part de vérité liée à la spontanéité. D'autres enquêtés montrent une certaine impatience pour les questions répétitives: les réponses deviennent brèves et superficielles. Il est nécessaire de tenir compte de ces facteurs pour améliorer la qualité des réponses obtenues au niveau de l'analyse.

Enfin, l'ensemble des données déjà recueillies dans les observatoires à des dates antérieures servent à la fois de données comparatives permettant de mesurer les changements et les innovations apparues depuis le précédent travail. La simple juxtaposition des deux ensembles de données, en tenant compte des

modifications possibles qui ont pu avoir lieu entre les deux dates, constitue un premier test de vérification de la validité des résultats obtenus. Pour les nouvelles données récoltées, inexistantes dans les enquêtes antérieures, il est possible d'effectuer des tests de cohérence à partir des connaissances accumulées sur le milieu donné. Enfin, ces données de base nous permettent d'introduire une dimension temporelle à notre analyse dès le premier passage des enquêtes, et de mesurer certaines tendances et changements de comportement.

Le travail dans des "terroirs" ayant déjà fait l'objet d'études dans le passé présente donc des avantages non négligeables et permet un gain de temps notable à condition de posséder une information complète sur les conditions de réalisation des enquêtes antérieures et de savoir les utiliser à leur juste valeur.

CHAPITRE II

UNE ENQUETE ALLEGEE A OBJECTIFS MULTIPLES

Pour rendre compte d'un phénomène aussi abstrait et complexe que la crise via un questionnaire d'enquête forcément réducteur, il a fallu mobiliser l'outillage de différentes disciplines scientifiques découpant artificiellement le savoir. Les boîtes à outils ouvertes, le projet devait hiérarchiser les questions pertinentes avec l'ensemble des chercheurs en évitant les interférences disciplinaires, le "tirage de la couverture à soi" de jeunes chercheurs soucieux de "retrouver" leur référentiel habituel dans l'oeuvre commune. La régulation à réaliser n'a pas été chose aisée comme en témoignent les différentes scories qui se trouvent dans le questionnaire. D'autant que l'élaboration collective de ce questionnaire était une nécessité du partenariat: l'appropriation du projet par les équipes passait par cet exercice. Deuxième écueil du travail collectif, l'allongement à l'infini des questions possibles: là aussi, obligation de trancher dans le vif pour éviter lassitude de l'enquêté sans toutefois "satisfaire" le chercheur.

Ce questionnaire, expression visuelle des ajustements d'une recherche pluridisciplinaire collective, a été testé dans les deux observatoires définis ci-dessus et une nouvelle version réduite a été élaborée par la suite. Il est ainsi passé de 43p à 23p. Une réduction ultérieure du nombre de modules de base lui sera appliquée pour la phase II au vu des questions inutiles, des modules non remplis de manière homogène et des réponses difficiles à transcrire en langage informatique.

II.A- ELABORATION DES OUTILS D'ENQUETE

Le questionnaire a été élaboré collectivement par un groupe d'enseignants-chercheurs des départements d'économie, de sociologie et d'agronomie du Centre Universitaire de Dschang et par un groupe de chercheurs de l'Institut des Sciences Humaines appartenant à six disciplines: démographie, économie rurale, sociologie, géographie, psycho-sociologie et sociologie. Le souhait de cerner la crise par un questionnaire "pluridisciplinaire allégé" a exigé une définition précise des idées de base qui ont guidé le choix des thèmes retenus, les niveaux d'observation et la conception du questionnaire.

II.A.1 - Les principes de base

Le questionnaire doit permettre de fournir dans les plus brefs délais des éléments d'appréciation des effets de la crise chez les planteurs de café et de cacao, touchés par les éléments externes et macro-économiques de la crise actuelle et n'ayant pas résolu les déséquilibres internes de longue durée. Il cherche aussi à être commun à différents observatoires en vue de faciliter la comparaison entre situations différentes et à en tirer des enseignements utiles au niveau global. On ne vise donc nullement à remettre à jour les différentes études monographiques précédemment réalisées, ni à faire un diagnostic socio-économique intégral des exploitations des planteurs. Pas question de réaliser une énième étude de cas que ce soit le terroir des géographes, le village des sociologues ou la recherche-développement des agronomes. On ne s'étonnera donc pas de ne pas trouver de tableaux de dépenses-recettes, le détail du parcellaire, des temps de travaux ou une enquête nutritionnelle complète...

Le groupe s'est également interdit de faire une analyse a priori de la crise à partir de telle ou telle théorie économique ou sociale ou de qualifier les facteurs ayant engendré la crise selon les analyses proposées par les organismes internationaux. Le projet avance deux raisons à cela: il n'y a pas de consensus parmi les équipes sur une telle analyse, même si les tenants de l'idéologie néo-libérale ou de l'analyse dépendantiste restent peu nombreux si ce n'est au niveau rhétorique, "tiers-mondiste" pour les scientifiques de formation française, plus libérale pour ceux qui se sont formés aux Etats-Unis. La sensibilité dominante se situe dans une recherche d'"alternatives plus douces" aux médications proposées par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale sans toutefois remettre en cause l'idée d'un ajustement politique et économique, le politique dominant l'économique dans la pensée majoritaire. Malgré les critiques étatistes, reste l'idée qu'un Etat bien géré peut surmonter les difficultés de l'heure qui ne sont pas autonomes par rapport au politique. Ceci reflète les préoccupations immédiates de la plupart quant à la "transition démocratique" quels que soient leurs penchants partisans.

On se refuse d'entrer dans un débat préliminaire consistant à délimiter l'objet étudié, à le soupeser, à rendre compte de son existence ou de sa non-existence. Au regard des principes de la pluridisciplinarité, il est impératif que le questionnaire ne soit pas la résultante de la juxtaposition de mini-questionnaires propres aux différentes disciplines des sciences sociales. Si l'on adopte le cadre habituellement proposé par une discipline - la démographie, par exemple - on s'en démarque dès lors que les questions posées nous éloignent de l'objet d'étude. Ceci se traduit dans un premier temps par le choix d'indicateurs qui ont enregistré les effets de la crise et des politiques macro-économiques mises en oeuvre pour la surmonter dans le cadre de l'ajustement structurel. Ces indicateurs fourniront les principales variables retenues pour le questionnaire. Les éléments originaux d'un "terrain" font l'objet d'études individuelles plus approfondies de jeunes thésards ou stagiaires en fonction de la problématique propre de la discipline à laquelle ils appartiennent. Le questionnaire a donc été élaboré selon une ligne

directive afin d'éviter les questions propres à un domaine scientifique qui constituent une dérive par rapport aux objectifs initiaux et qui ajoutent systématiquement un poids supplémentaire au questionnaire.

Ce souci d'élaborer un questionnaire pluridisciplinaire allégé suppose de la part des chercheurs une démarche intellectuelle originale. Ces derniers doivent dépasser leur cadre habituel et sécurisant de pensée pour se pénétrer d'une ensemble de questions concrètes à traduire en langage d'enquête qui appartiennent à tel ou tel domaine disciplinaire sans y voir de préséance particulière.

La crise est le point de départ du raisonnement ainsi que les politiques économiques mises en oeuvre pour la combattre. La vision "commune" de la crise et de ses effets sert de fil conducteur. On a convenu de ne retenir que les indicateurs qui enregistrent les ondes de choc de la crise, ce qui ne s'est pas avéré forcément facile dans le domaine démographique, par exemple. Si en Occident, on peut observer dans certains pays une corrélation assez forte entre ajustement démographique et récession économique durable, cette hypothèse ne semble pas devoir être retenue en milieu rural camerounais comme l'ont montré les enquêtes préliminaires à Fongo Tongo et Yémessoà.

La méthode de travail utilisée en phase I (travail de terrain groupé sur un faible laps de temps) pour des raisons financières et institutionnelles a obligé le projet à réduire ses ambitions sur la notion d'"innovation" comme sur le suivi du contexte économique local qui constitue l'un des facteurs déterminants des stratégies et tactiques des agents économiques observés. L'établissement d'un indice des prix pour les groupes sociaux locaux par exemple, a été provisoirement abandonné faute de compétences et compte tenu de la complexité du système d'information à mettre en place sur toute l'année.

Pour saisir les évolutions possibles ou probables, le projet a décidé de panacher les relevés factuels avec les enquêtes prospectives et rétrospectives d'opinion tout en sachant la fragilité d'une telle opération dans le contexte rural. Lors des tests de la première version du questionnaire, il a fallu renoncer à interroger les planteurs sur leurs réactions à certains prix considérés comme importants tant les réponses paraissaient peu fiables. On s'est donc limité à des questions simples appelant une gamme de réponses-type. On se préoccupe cependant du vécu de chacun dans la période actuelle, tant la représentation des difficultés conditionne le comportement économique à venir. On pose ici comme hypothèse que le comportement des producteurs n'obéit pas à une rationalité unique et universelle, suivant en cela tous les travaux d'anthropologie économique et ceux, pionniers de Chayanov sur ce sujet. On vise à saisir directement les types d'attitudes les plus fréquentes par rapport à un environnement économique donné. On admet enfin que la crise, si elle existe dans la représentation de chaque individu, n'a pas les mêmes effets pour chacun et que chaque catégorie sociale n'a pas ressenti celle-ci selon les mêmes modalités et en même temps. Dans le questionnaire toutefois, la date de 1987 a été prise comme point de repère conventionnel puisqu'il s'agit de l'année où le

régime a révélé la gravité de la situation en entreprenant un ajustement autonome tout en commençant à négocier avec les institutions de Bretton Woods. Un repérage temporel était nécessaire pour comparer diverses réponses rétrospectives.

Qu'entend le projet enfin par enquête "allégée"? Ce type d'enquête se définit d'abord en négatif: OCISCA n'a pas voulu interroger un échantillon important d'enquêtés au niveau national comme l'aurait fait un service statistique après avoir échantillonné de manière complexe, ni réaliser une enquête longue ou coûteuse; puis par la volonté d'obtenir des résultats à court terme (6 à 12 mois après l'enquête). Pour obtenir ces résultats, OCISCA a choisi de concentrer les observations dans le temps (3 à 6 semaines par an), de ne pas utiliser d'échantillon dans la zone cacaoyère, d'utiliser la base de sondage tirée des bordereaux de la CAPLAME pour tirer ses 350 personnes à enquêter dans l'Ouest du pays, de préférer les estimations, les évaluations de tendance, l'opinion des enquêtés aux mesures précises et d'utiliser des méthodes d'observation qu'utilisent rarement les statisticiens comme les récits de vie. Les questions posées restent simples et les nomenclatures utilisées peu nombreuses si les concepts ne sont pas toujours évidents. Les données imparfaites sont préférées à l'absence de données et la répétition annuelle du travail devrait permettre de corriger certaines erreurs de la première année et aider à constituer un "système permanent d'observation".

II.A.2 - Structure de l'information à recueillir

Ainsi, à partir d'un ensemble de questions issues d'une réflexion commune sur la crise, le groupe de chercheurs a choisi de définir thème par thème ce qu'il cherchait à connaître, avec quelles hypothèses sous-jacentes et quelles méthodes. Le premier souci était d'éviter, vu l'ampleur du sujet, une dispersion excessive.

Compte tenu de la multiplicité des thèmes retenus par les chercheurs après une première concertation, on a donné la préférence à ceux qui traitaient plus à fond les points touchant à l'identification et aux stratégies des unités économiques de base, et permettaient de mieux percevoir les changements de comportement des personnes ces dernières années en vue d'isoler les principaux secteurs touchés par la crise et les principales initiatives prises par la population. Par contre, au cours de la deuxième phase du projet, il sera possible, du fait de l'accent déjà porté sur l'identification des unités de base, de centrer l'analyse sur un échantillon plus réduit d'exploitations, construit à partir des critères jugés les plus discriminants, d'étudier certaines questions ouvertes apparues comme importantes et de mieux quantifier certains paramètres encore à définir (prix par exemple). Les récits de vie recueillis de manière très subjective disparaîtront de la série des modules de base.

Ainsi, neuf thèmes ayant trait aux objectifs fixés par l'enquête ont été retenus. Pour chacun d'eux, on a veillé à rester dans la grille d'analyse proposée en se refusant à toute étude détaillée descriptive faisant le tour du thème. Les choix définitifs sur les questions importantes au regard de l'objet

d'étude et du thème retenu sont le résultat de compromis que quelques chercheurs n'ont pas trouvés satisfaisants.

Les thèmes retenus se présentent sous forme de neuf modules qui constituent le questionnaire final.

Le module A du questionnaire, "**Démographie et protection sociale**" comprend des informations générales sur la composition du ménage et l'ampleur de ses obligations matérielles vis-à-vis de personnes résidentes ou non résidentes; il utilise des questions ouvertes pour mesurer la plasticité et le degré de solidarités familiales à partir de critères tels que la dot, l'âge au mariage, le nombre et la qualité des personnes à charge.

Le module B, "**Indicateurs du niveau de vie**" doit permettre d'évaluer grossièrement le patrimoine des planteurs et leur style de vie à partir de la nature des biens possédés, des aliments locaux ou importés consommés, des dépenses sociales, des emprunts contractés et de la position sociale dans le village; il s'agit aussi de mesurer les changements depuis la crise à partir des dépenses principales réalisées, réduites et de l'usage du crédit.

Le module C "**Activités économiques - Sources de revenus**" vise à répertorier l'ensemble des activités rémunératrices (activités productives classiques agricoles ou extra-agricoles et rentières) selon leur place dans les revenus, leurs caractéristiques temporelles, les bénéficiaires dans le ménage et leur évolution récente. Ceci permet de mesurer les nouvelles activités pouvant assurer une meilleure sécurité compte-tenu des risques encourus.

Le module D, "**Relations ville-campagne**" vise à mesurer qualitativement et quantitativement la nature, l'importance et les modifications des liens entre les deux espaces géographiques, étant entendu que l'on pourrait observer un renversement des flux dans les échanges de biens et services, voire d'argent. Le bilan doit rendre compte de la fréquence des visites, de la nature des biens et des services échangés et de leur évolution depuis 1987.

Le module F, "**Productions agro-pastorales**" recueille à la fois quelques données factuelles simples sur la hiérarchie des plantes cultivées selon leur destination, la responsabilité et la conduite technique de l'exploitation, la genèse de celle-ci et les réactions aux "signaux" du marché dans l'usage des intrants ou le devenir des cultures.

Le module G des "**Activités extra-agricoles**", se préoccupe d'identifier l'enquête par des questions factuelles, de reconstituer les étapes de son itinéraire professionnel et de noter ses réactions dans un environnement économique particulièrement instable. Il doit permettre de saisir dans l'échantillon les nouvelles activités nées de la crise, leur degré de viabilité et de comprendre comment naît et prospère l'esprit d'entreprise dans cette nouvelle situation.

Le module H des "**Sans emploi à la recherche d'un emploi**" se résume à une fiche signalétique sur les motifs de la perte d'emploi, les qualifications acquises et la stratégie de recherche d'un nouvel emploi.

Le module E concernant les **"migrations de retour"** tente de reconstituer la biographie des migrants rentrés au village pour saisir les stratégies liées à ces retours et déboucher sur une typologie des migrants selon leur stratégie de mobilité. Le récit de vie inspiré de l'exemple célèbre d'Oscar Lewis s'organise autour de trois pôles de l'existence tels qu'ils sont rythmés dans le temps et l'espace, variables-clés du récit: la famille, la formation formelle et informelle et l'emploi. En complément, on observe l'image des deux milieux géographiques au sein de la population mobile pour vérifier si cette image se brouille avec la crise.

Dans le cas des "migrations de retour" et des "nouvelles ressources agricoles", des entretiens ouverts devant être conduits par les chercheurs eux-mêmes donnent lieu à la fois à une normalisation d'une partie des réponses et à un recueil de notations permettant d'approfondir l'analyse et de rendre cohérentes les diverses réflexions de l'enquête.

Le dernier module I, **"Initiatives locales"**, cherche à identifier les formes collectives d'organisation qui atteignent un haut degré de cohérence ou qui répondent plus efficacement à de nouveaux besoins et à des objectifs de développement communautaire social ou économique. Ce module s'adresse à un groupe spécifique cible: les personnes-ressources c'est-à-dire les notables au sens de personnes d'influence de la société ou de l'Etat (notables traditionnels, fonctionnaires locaux, religieux, élites politiques,...).

II.A.3 - Recherche des niveaux pertinents d'observation.

* Les unités d'observation.

Les unités d'observation choisies pour les Observatoires de la phase I sont des entités géographiques ayant une certaine cohérence politique et administrative. C'est le cas du village de Yemessoa dans la Lékié et de la chefferie Bafou dans la Menoua même si leur taille diffère très sensiblement. Leur sélection répond à plusieurs critères. Ce sont des lieux où des études antérieures ont été conduites permettant d'avoir un bilan complet sur la situation d'avant la crise et des lieux représentatifs (sans que l'on puisse faire des généralisations statistiques pour la zone) de "situations critiques" pour l'économie du Cameroun.

Dans la zone de vieille plantation de café Arabica, la chefferie Bafou située à quelques kilomètres de Dschang s'étire dans le sens nord-sud sur près de 28 km, depuis les sommets des monts Bamboutos jusqu'au rebord sud-ouest du plateau bamiléké, sur une largeur de 4 à 10 km. Le village de Yemessoa dans la zone cacaoyère dense du plateau central dans le département de la Lékié constitue un choix intéressant pour le deuxième observatoire en raison de sa proximité de la capitale (60 km de Yaoundé).

L'équipe OCISCA s'était fixé au départ une base de 350 ménages à enquêter par Observatoire, ce chiffre étant conditionné

par les contraintes financières. Si, à Bafou, le projet a été obligé d'établir une base de sondage à partir de diverses données du système coopératif et du fisc pour tirer par quota un échantillon de ménages à enquêter, à Yémessoa, la petite taille de la localité a permis un travail exhaustif. En fin de course, quelques questionnaires trop incomplets ou incohérents ont été éliminés, ce qui ramène le nombre effectif d'enquêtés à 339 à Yémessoa et à 345 à Bafou.

Ce que l'on nomme concession, c'est-à-dire l'ensemble des maisons d'habitation où vivent le chef de ménage, ses femmes, ses descendants et ascendants en ligne directe, ses collatéraux et leurs descendants, ses serviteurs et ses visiteurs constitue l'unité de résidence de base autour de laquelle s'organise le recueil de l'information. Ce cadre géographiquement délimité par l'habitat a un contenu social solide mais ne correspond que rarement à une unité de production, de consommation ou d'épargne. Dans les ménages polygames par exemple, chaque femme constitue, avec ses enfants et apparentés, une unité de production et de consommation ayant une grande autonomie par rapport au chef de concession. Il en va ainsi pour la gestion des rentrées monétaires et l'"accumulation" entre hommes et femmes, même dans les ménages monogames. C'est l'analyse à posteriori qui révèle les structures internes de décision et les espaces de décision communs à plusieurs adultes. Cette situation typiquement africaine ne facilite guère les analyses approfondies des budgets familiaux. Ce côté "glissant" des unités économiques en Afrique a souvent été souligné au sein du groupe AMIRA, notamment par G. ANCEY et J.M. GASTELLU (1975 et 1978).

Il a été convenu lors de l'enquête de privilégier le chef de concession pour le remplissage des modules généraux et de définir les membres constituant l'unité de résidence par rapport à ce chef de ménage ayant autorité sur la concession. Dans le comportement micro-économique que l'on cherche à comprendre, le ménage regroupé dans la concession se comporte sur un certain nombre de points de manière relativement cohérente et fonctionne comme une unité arbitrant dans les activités de ses membres et conditionnant les comportements des personnes qui le composent. Cette conception donne du ménage l'image d'une entité abstraite qui ne devient appréhendable que sur le plan spatial et qui se dégage des rapports que les membres qui la composent entretiennent entre eux et avec le monde extérieur. On pose comme hypothèse que les liens existants entre les résidents de la concession sont suffisamment forts sur le plan démographique, anthropologique et culturel pour orienter les attitudes et les comportements socio-économiques. Notons toutefois que si le projet avait eu à conduire des enquêtes approfondies sur les budgets, l'alimentation, l'accumulation ou autre, il aurait dû s'interroger sur les niveaux pertinents de communauté, de commensalité ou de solidarité.

Cette conception du ménage et de la concession qui s'applique, sans trop de difficultés mais avec une certaine déformation-simplification, aux unités d'observation dans le monde rural sera réévaluée dans les enquêtes urbaines de la phase II. La nécessité d'extrapoler et de comparer les données de différents observatoires a conduit à ce choix réducteur qu'il ne faudra pas ignorer dans l'analyse. Plusieurs logiques socialement spécifiées peuvent conditionner, par exemple, les stratégies de dépenses des

différents membres du "ménage". Au chef de ménage, certaines dépenses d'écolage, à l'épouse, certains achats alimentaires selon le schéma qui prévaut à Bafou. On voit toutefois la crise modifier ce partage des tâches et certaines femmes participer aux frais d'éducation par suite de ressources insuffisantes de l'époux. Les modifications mêmes des rapports au sein des unités d'observation doivent servir d'indicateurs de changement social.

Les cinq premiers modules concernant la démographie, le niveau de vie, les activités marchandes, la gestion des cultures et les relations ville-campagne s'adressent à tous les chefs de ménage, homme ou femme, de plus de quinze ans, de l'échantillon. Ils sont donc administrés à tous. Les femmes non chefs de ménages sont sollicitées pour répondre à certaines questions sur la consommation ou la conduite de l'exploitation. Les modules relatifs aux activités extra-agricoles, aux personnes recherchant un emploi non agricole, aux migrations de retour sont destinés seulement aux personnes concernées de l'échantillon quel que soit leur statut par rapport au chef de ménage. Le module portant sur les initiatives collectives locales est soumis plus particulièrement aux élites susceptibles d'être les plus engagées dans la vie villageoise.

* Les rythmes d'observation et les périodes de référence.

L'enquête se proposait de passer une seule fois dans l'année auprès de chaque enquêté de l'échantillon. Il arrivait parfois que certains modules fassent l'objet d'un second passage pendant la période d'enquête. Ce fut le cas du module E ("migrants de retour") qui était réalisé par les chercheurs-superviseurs, ou si l'intéressé était absent.

Le rythme d'enquête prévu était de deux à trois concessions par enquêteur et par jour sachant que certains jours aucune enquête ne serait réalisée. Ce rythme a été à peu près respecté, plus facilement à Yemessoa qu'à Bafou. Dans la chefferie Bafou, la dispersion de l'habitat, les périodes de marché et de funérailles qui mobilisent bien des énergies ont obligé les enquêteurs à prendre des rendez-vous et à visiter les ménages souvent deux fois. Le travail de supervision mené tous les jours au départ de Dschang par les enseignants-chercheurs non libérés de leurs obligations académiques a retardé également le déroulement des enquêtes. Pour les dernières enquêtes de Yemessoa qui empiétaient sur le début de la période des semailles, le travail de terrain a dû s'adapter au rythme du travail agricole. La plupart des enquêtes à Yemessoa ont dû être effectuées le matin de très bonne heure vers 6h 30-7.00h ou en fin de soirée au retour des champs (18h 30 environ).

La durée des interviews était très variée selon le degré de précision recherché par les enquêteurs, la compréhension et la mémoire des enquêtés. La durée moyenne de l'interview était de 1h30 à 2h avec des extrêmes minimum et maximum respectivement de 45 minutes à 5 heures.

Certaines questions font référence à une date passée précise, par exemple l'évolution des emprunts depuis 1985 ou le bilan du

nombre de personnes à charge depuis 1987. D'autres plus "ouvertes" font appel à la mémoire des enquêtés sur les événements: date de réalisation d'une opération précise (achat d'aliments, de parcelles), fréquence de consommation d'un aliment dans le cadre d'une période pré-déterminée, nombre de visites rendues ou reçues dans un laps de temps fixé à l'avance. Pour ce qui concerne les recettes des activités productives ou rentières ou les dépenses de scolarité, la période de référence est celle de l'année écoulée. Ces divers types de référence dans le temps mettent à l'épreuve la mémoire des enquêtés et un certain nombre d'imprécisions ont été relevées.

On constate cependant que les enquêtés sont beaucoup plus précis quand on réalise une chronologie dans le cadre d'un récit de vie où chaque date est reliée à un événement, celui-ci succédant à un fait déjà signalé et ouvrant la voie à un autre, l'ensemble constituant une chaîne logique pour l'intéressé. Le récit de vie permet d'ailleurs de relever les contradictions flagrantes qui ne manquent pas entre diverses réponses à des questions plus décousues.

II.A.4 - Structure du questionnaire.

Le questionnaire est composé de neuf modules, les quatre premiers étant remplis pour tous les ménages:

- Module "A"- Démographie et protection sociale,
- Module "B"- Indicateurs de niveau de vie,
- Module "C"- Activités économiques- Sources de revenu,
- Module "D"- Relations villes-campagnes
- Module "E"- Migrations de retour
- Module "F"- Productions agro-pastorales
- Module "G"- Activités extra-agricoles
- Module "H"- Sans-emploi à la recherche d'une activité rémunérée
- Module "I"- Initiatives locales.

Comme la conception du questionnaire ne doit pas s'éloigner des objectifs assignés et des personnes cibles, on s'est donc demandé: "quelle question doit-on poser et dans quel ordre?" et "Comment doit-on la formuler?". Ce raisonnement permet de passer des besoins d'information exprimés par les utilisateurs aux objectifs d'analyse assignés à l'enquête.

Il a été indiqué avec précision, pour chaque variable sélectionnée, qui doit être enquêté, comment et pour quelle période. Pour faciliter la collecte des informations, on a veillé à introduire des variables de contrôle, éléments de recoupement utilisés également pour la vérification de la cohérence des données recueillies. Souvent, ces dernières permettent d'élargir le champ d'analyse initialement prévu. L'ordonnancement des variables, de même que le choix de celles de contrôle, répond au souci de parvenir à un ensemble cohérent de façon à donner à l'interview un déroulement "logique".

Cependant, c'est la formulation des questions qui donne à la variable son véritable contenu. Afin de dégager les stratégies des agents des différentes catégories de population face à la crise, les questions appelant une réponse conditionnelle ont été introduites dans des enquêtes d'opinion et de comportement

rétrospectives ou prospectives qui essaient de présenter des scénarios clairs et réalistes aux enquêtés.

Pour chaque variable, a été défini un ensemble de réponses pré-codées pour répondre aux besoins de l'analyse et à la nécessité de bien traduire l'information. Pour de nombreuses variables, on a donc une nomenclature de type fermé. Pour les questions visant à mettre en valeur certains comportements sans en postuler à l'avance l'existence par contre, on a préféré une nomenclature ouverte laissant le choix à l'enquêté de sa réponse. Certes, les connaissances antérieures acquises permettent de codifier certaines réponses, laissant toutefois une possibilité "autre" ouverte à l'enquêté. Ainsi, la plupart des questions sont de type semi-ouvert afin de noter les comportements spécifiques. Cette solution permet de réduire les délais de saisie: il est possible d'effectuer un premier traitement des réponses déjà codifiées qui sera enrichi par le dépouillement ultérieur des réponses "autre". Enfin toutes les variables sont ordonnées de façon à donner à chaque module une cohérence et un enchaînement logique facilitant l'interview.

Parallèlement, un guide d'enquête a été élaboré, servant de support à la formation des enquêteurs, de "pense-bête" en cas d'oubli ou pour vérification et rappelle la conduite à tenir pendant les interviews. Il a été conçu en français compte-tenu de la diversité des dialectes pratiqués au Cameroun. Il explique la logique du questionnaire et précise surtout le contenu de chaque variable et ses différents niveaux d'observation afin d'éviter de trop grandes divergences entre les enquêteurs.

II.A.5 - Les choix opérés par rapport aux enquêtés et aux objectifs discordants des chercheurs

Le libellé et la prise en compte d'une question résultent de l'adaptation du souhait d'un chercheur à l'objectif de l'enquête et d'un arbitrage entre chercheurs de statut, d'origine et de disciplines différentes qui n'appréhendent pas de la même façon les problèmes quotidiens et qui n'ont pas tous la même expérience des enquêtes.

* Ambiguïtés, problèmes de concepts et spécificités des observatoires

Dans la conception du questionnaire, un certain nombre d'ambiguïtés ont subsisté concernant la terminologie employée comme la formulation des questions. Le guide ne corrigeant pas le tir, ceci a nui quelque peu à l'homogénéité des réponses. Est-ce lié à une mauvaise adéquation des définitions retenues par les chercheurs avec les structures réelles des milieux enquêtés? Faut-il incriminer un manque de rigueur ou de compréhension des enquêteurs ou des interprétations contradictoires des chercheurs-superviseurs? On peut retenir l'ensemble de ces propositions. Le fait de demander à l'ensemble des chercheurs d'assurer la

supervision d'un lot d'enquêtes pour s'approprier la recherche et être en mesure dans la phase II d'assurer la direction d'un observatoire a eu un certain nombre d'effets pervers sur lequel il est inutile de s'étendre mais dont il faut tenir compte dans cette phase expérimentale.

Les enquêteurs ont eu quelques interprétations divergentes des contours de certains concepts comme celui de "ménage", de "cultures gérées", "d'activité et de profession principales".

On a considéré parfois comme faisant partie du ménage l'ensemble des personnes résidant ou non au village, actifs ou non, mais toujours sous l'autorité du chef de ménage malgré les consignes diffusées lors de la formation. Or, certaines d'entre elles, bien qu'étant rattachées par des liens de parenté au chef de ménage sont professionnellement indépendantes. Les enquêteurs ont également éprouvé une gêne à attribuer le titre de chef de ménage au père lorsque ce dernier travaillant à l'extérieur laisse à sa femme la gestion complète de l'exploitation agricole bien que celui-ci apporte l'essentiel des revenus monétaires. Or, la détermination de la qualification de "chef de ménage" est importante en ce qu'elle détermine ensuite l'affectation du ménage dans l'une des grandes catégories socio-professionnelles, différenciation sociale essentielle dans l'analyse des comportements dans la crise.

Dans le tableau "gestion des cultures", les enquêteurs ont voulu éliminer les cultures de cueillette comme par exemple, le palmier à huile ou le palmier-raphia qui ne font l'objet d'aucun entretien et ne retiennent que celles qui faisaient l'objet d'opérations culturelles précises (désherbage, taille, etc.).

Enfin, la distinction entre la profession principale et l'activité principale s'est avérée délicate. Dans le cas d'un "chômeur" résidant au village, l'agriculture de plantation lui permet souvent de subsister dans la mesure où il dispose par héritage ou création personnelle d'une parcelle de caféiers ou de cacaoyers, activité qui ne nécessite pas, selon les villageois, la moindre qualification alors que sa profession principale est conditionnée par la formation qu'il a reçue et qui a supposé un investissement financier de sa parentèle ou de lui-même. Il est "sans emploi" dans la mesure où il ne peut exercer le métier qu'il a appris mais il n'est pas sans activité. Ceci reflète la conception que l'on a de l'agriculture qui reste pour ceux qui ont été à l'école ou en apprentissage un pis-aller. Le guide d'enquête dans ce cas a tranché: l'enquêté doit être considéré comme planteur. Une étude plus précise de l'emploi devrait rendre sensible toute la gamme de situations rencontrées.

D'autres difficultés sont liées à la formulation des questions. Dans le tableau des "relations ville-campagne" par exemple, les visites rendues par le chef de ménage aux personnes résidant en ville concernent-elles seulement les enfants et/ou les parents (tuteurs) qui hébergent ces enfants? En faisant figurer sur la liste des relations urbaines l'ensemble des personnes résidant en ville et donc parfois sous le même toit, le projet n'a-t-il pas eu tendance à multiplier les déplacements réels du chef de ménage en ville en fonction du nombre de personnes ayant la même résidence ?

De même, la succession logique des questions fermées interdit certaines alternatives qui auraient permis une meilleure connaissance des stratégies envisagées. Ainsi, une réponse négative à la question : "Avez-vous des animaux ?" (module B, page 5) ne permet pas de connaître les intentions du paysan comme la création d'un petit élevage. Egalement, si l'enquêté n'utilise pas d'engrais, on ne peut approcher son comportement vis-à-vis des variations du prix des intrants (c'est-à-dire l'élasticité de la demande en fonction des prix des facteurs de production).

L'adaptation du questionnaire à l'environnement spécifique de chaque observatoire a été soulevée dans le cas de l'étude du comportement des cacaoculteurs lors de l'augmentation du prix des engrais. A Yemessoa, les principaux intrants achetés par les agriculteurs sont en général des pesticides. Si cette question a permis de différencier les comportements des planteurs de café de Bafou face à un éventuel changement de prix des intrants, elle n'a présenté aucun intérêt dans le cadre de Yemessoa.

Un autre problème concerne le mode de traitement du questionnaire. La constitution de celui-ci, et plus précisément son système de pré-codage et de présentation tabulaire, a visé à réduire voire à supprimer la phase de codification et à faciliter le traitement des informations par l'outil informatique. L'équipe d'informaticiens et de statisticiens a malheureusement été associée après l'élaboration du questionnaire qui a laissé trop d'initiatives aux chercheurs des sciences sociales négligeant bien souvent l'aspect traitement des données par les outils mathématiques. Les conséquences en sont l'allongement de la durée de traitement d'analyse.

Egalement, il a été laissé à toutes les questions visant à mesurer un comportement une modalité "autre" ouverte qui n'a pu être exploitée par l'outil informatique dans un premier temps. Les réponses recueillies permettront cependant de parfaire l'analyse et de perfectionner le prochain questionnaire .

* la pluridisciplinarité, ses victimes obligées et consentantes.

Le questionnaire s'étant refusé à toute approche disciplinaire qui risquerait d'orienter l'analyse dans une voie trop spécifique, il en est résulté quelques redondances. Le tableau de la gestion des cultures reprend les principales cultures de celui de la consommation (le niveau d'auto-subsistance reste élevé même dans une économie relativement monétarisée) et celles faisant l'objet d'opérations commerciales. Ceci permet d'apprécier toutefois la cohérence entre les différents tableaux et donc la qualité du remplissage du questionnaire. Les variables choisies pour ces tableaux servent à la fois de variable de cohérence sur l'ensemble du questionnaire et de variable de filiation entre les différents tableaux d'informations permettant l'élaboration de tableaux d'analyse complets.

Le questionnaire crée un malaise auprès de certains chercheurs qui ne se reconnaissent pas en tant que représentants d'une discipline et qui ont du mal à s'intégrer dans le projet pluridisciplinaire. L'économiste ne saura retrouver tous les éléments nécessaires à l'établissement d'un compte d'exploitation. L'agronome n'aura qu'une vue partielle de la gestion des cultures. Le sociologue aura du mal à retracer le fonctionnement de cette micro-société. Le géographe n'aura pas l'ensemble des éléments lui permettant de décrire les rapports entre milieu et société ou entre espaces dépendants. Mais l'insatisfaction de ces chercheurs, n'est-elle pas la preuve de la réussite dans l'élaboration d'un questionnaire pluridisciplinaire ? En effet, on est loin de toute démarche disciplinaire qui se définit "par un regard spécifique sur un champ d'investigations, regard fondé sur une série de postulats fondamentaux et de concepts, sur un niveau d'analyse et une logique de démonstration".

Cette collaboration passe au contraire par une démarche intellectuelle qui puisse rendre compte de la complexité et de la spécificité des situations concrètes qui caractérisent la crise. La mise au point d'une problématique, d'un corps d'hypothèses nés d'une question-clé nécessite une terminologie dans le questionnaire recevable par tous les chercheurs.

Au regard de ces difficultés d'acceptation et de cohabitation des différents chercheurs représentant des disciplines variées, essayons de montrer comment et pourquoi ce questionnaire se rapproche de son objectif final la pluridisciplinarité.

Il y a lieu cependant d'éliminer ici les problèmes nés des personnalités elles-mêmes des chercheurs, de leur origine, de leur itinéraire de recherche ou de leur adhésion à des idéologies contrastées. On ne soulignera jamais assez l'importance de la qualité des relations humaines dans la constitution de toute équipe. Et les tensions qui se sont révélées à Yemessoa en mars-avril 1991 qui avaient d'autres origines que des problèmes scientifiques ou financiers commandent une cooptation des équipes à constituer dans la phase II plutôt que la désignation par l'autorité hiérarchique comme ce fut le cas en phase I.

Lors de sa conception, le choix des concepts et des termes utilisés ne cherchait en aucune façon à satisfaire les différentes disciplines associées de sciences sociales. Par conséquent, les variables relatives à chaque thème étaient loin de couvrir l'intégralité d'un champ disciplinaire. En ce sens, le questionnaire traduit une démarche intellectuelle originale privilégiant son objet d'étude, la crise. De plus, les tableaux d'informations rassemblent pour une même information des variables qualitatives et quantitatives complémentaires visant à mesurer un phénomène face à la crise. Le projet se refuse en effet, à privilégier les seules variables quantifiables, au prétexte qu'elles sont plus faciles à traiter informatiquement... ou qu'elles semblent plus scientifiques parce que chiffrées, comme on le pense parfois!

Au total, il est difficile de porter un jugement objectif sur la portée de l'expérience tentée à Yemessoa et à Bafou tant le

contexte financier, hiérarchique et politique a joué, si ce n'est qu'elle a pu être menée à terme, ce qui n'était pas évident tant les obstacles dressés pour qu'elle n'ait pas lieu ont été nombreux provenant de tous horizons et qui n'ont pas été tous exposés dans ce cadre. Sur le plan scientifique, le pari a été tenu en partie de réaliser un questionnaire allégé qui ne soit la propriété d'aucune discipline et qui donne une compréhension globale des changements sociaux en cours et réponde à un certain nombre de questions posées par les divers groupes de décideurs.

II.B.-STRATEGIE D'ENQUETE SUR LE TERRAIN

II.B.1- Définition de la population-cible

En fonction des impératifs fixés par la politique actuelle d'"Ajustement" des filières cacao et café et des besoins en information des décideurs et bailleurs de fonds, le choix prioritaire des deux observatoires s'imposait dans des zones de plantations caféières et cacaoyères. Ce sont aussi des zones touchées de plein fouet par la crise qui ont été choisies parce que largement intégrées dans l'économie marchande nationale et internationale : la zone de culture de café arabica dans l'Ouest du pays et la zone cacaoyère du Centre à proximité de Yaoundé, deux zones de vieilles plantations en voie de reconversion. A l'intérieur de ces deux zones, le choix des deux villages a été réalisé en fonction de l'accumulation de connaissances acquises. S'est posé ensuite le problème du choix des ménages à enquêter pour représenter les populations et celui des personnes à interroger pour donner les informations les plus fiables.

* Des observatoires représentatifs de catégories sociales plongées dans la crise: le sondage par quota à Bafou

A Bafou, sur une surface de 178 km², est rassemblée une population d'environ 50 000 habitants qui vit dans 90 quartiers environ situés dans les quatre zones agro-écologiques habituelles du pays bamiléké. L'absence de photographies aériennes sur la zone ne permet pas d'effectuer un échantillonnage homogène dans l'espace. En raison de l'ancienneté du recensement national disponible (1976), de l'inaccessibilité des fiches ménages de celui de 1987, les chercheurs ont préféré réaliser leur échantillon à partir du recensement des personnes ayant livré du café à la coopérative départementale, la CAPLAME, disposant du monopole de l'achat depuis 1962. C'est ainsi que 8.000 bordereaux d'achat ont été saisis comportant le nom du planteur, son centre coopératif, son quartier et la quantité de café parche acceptée. Il a fallu renoncer à utiliser le nombre de pieds de café répertoriés à la coopérative ou au poste agricole, cette information s'avérant ancienne et caricaturale. L'administration en effet, limita longtemps le nombre de pieds de café cultivable à

500 par planteur et sanctionnant par la suite tout arrachage des pieds. Le relevé des patentes sur 2 à 3 ans a permis d'avoir une liste des activités du secteur artisanal, commercial et de transport. Ces listes étant incomplètes, elles ont été améliorées lors d'une pré-enquête menée par les chefs de postes agricoles correspondants du Centre Universitaire. Par ce biais, on a tenté de saisir les actifs non agricoles purs, les double-actifs, les femmes chefs d'exploitation, les planteurs n'ayant pas livré directement à la coopérative, les chômeurs et les migrants de retour de la ville.

Sur un total de 4.232 chefs de ménage, a été sélectionnée une liste de 349 chefs de ménages représentatifs de la chefferie avec un minimum de 30 ménages pour représenter les quotas les plus faibles. Ainsi, 123 agriculteurs, 100 agricultrices, 66 double-actifs, 30 double-actives et 30 chômeurs chefs de ménage ont été tirés. Après enquête, cette liste s'est trouvée modifiée; ainsi on n'a retrouvé que 75% de planteurs "pur arabica" et 66% de femmes purement agricultrices; la double activité est plus élevée que prévue pour les hommes (+ 70%) si elle est identique pour les femmes; le nombre de ménages avec chômeur(s) déclaré(s) dépasse les 20% et plus du tiers des chefs de ménage avaient séjourné en ville.

* Obtenir les réponses adéquates des personnes concernées

Des erreurs dans le choix des personnes à interroger conduisent à des informations imprécises, voire inexactes. Ces critiques se justifient dans la mesure où le peu de temps que l'on peut consacrer à chaque ménage dans une opération d'une grande envergure comme celle-ci ne permet pas d'interroger systématiquement chaque personne concernée, mais une seule, le chef de ménage, qui ne peut dans la plupart des cas que fournir des renseignements évasifs ou erronés sur l'état de chômage ou l'activité des autres membres du ménage surtout dans les grandes concessions de polygame. On peut néanmoins admettre que ces erreurs sont en partie noyées par la taille importante de l'échantillon et par les possibilités de réajustement offertes lors des passages annuels successifs.

Quand l'enquêteur n'a pu rencontrer la personne qui lui avait été désignée (absence répétée, départ, décès, maladie, etc.), on s'est efforcé de remplacer le ménage en question un autre ayant les mêmes caractéristiques socio-professionnelles. Les cas de non-réponses à certaines questions sont relativement rares. Lorsqu'il s'agit d'un refus de réponse motivé par le sujet de l'enquête ou par le dérangement qu'elle engendre, on n'a pas hésité à déplacer la hiérarchie de l'enquête, ce qui a été souvent le cas à Yemessoa pour tenter de convaincre l'enquêté réticent. On a fait appel au chef de village ou au superviseur. Il n'en reste pas moins qu'il existe ainsi un biais d'estimation quantitatif, certaines catégories socio-professionnelles étant moins bien représentées.

Toutefois, la taille de l'échantillon a permis de constituer une réserve d'unités qui peuvent être substituées aux unités défailtantes pendant la période d'enquête ou lors de la

supervision. Cette phase de remplacement a lieu lors de la codification des questionnaires : ceux dont le nombre de modules absents ou incomplets était trop important, ont été éliminés. Il est parfaitement clair qu'au niveau de la statistique, il ne peut exister une stratégie de remplacement sans biais. Cette remarque est d'autant plus vraie pour Bafou où la représentativité des catégories de ménage a été profondément altérée après l'enquête.

II.B.2.- Recrutement, formation des enquêteurs. Cas de Yemessoa.

OCISCA a choisi d'utiliser autant que possible des enquêteurs originaires du village en essayant d'avoir des natifs des divers quartiers pour faciliter le passage du questionnaire plutôt que d'importer du personnel d'enquête spécialisé de la ville, fonctionnaire de l'ISH, avec tous les effets pervers que cela entraîne. Il y a eu pourtant des difficultés à "coller" complètement au terrain pour la partie méridionale de Bafou et pour Yemessoa 2.

A Yemessoa, l'équipe OCISCA-ISH s'est livrée, quelques semaines avant la venue sur le terrain, à une mission légère de reconnaissance et d'information des autorités administratives et traditionnelles et de sensibilisation des populations avant le pré-test du questionnaire. A l'issue de cette "descente" sur le terrain, il a été retenu que le recrutement des enquêteurs intéresserait l'ensemble de la population de Yemessoa sans sélection à partir du niveau scolaire. Le niveau du B.E.P.C. premier critère envisagé n'a pas été retenu compte-tenu de l'expérience de Bafou où les plus diplômés des enquêteurs n'ont pas été forcément les plus fidèles au questionnaire et donc les plus fiables. Un diplômé peut "fabriquer" facilement une enquête qu'il n'a pas réalisé. Lors d'une seconde tournée sur le terrain, vingt-sept enquêteurs étaient présents et souhaitaient suivre la formation pour la réalisation des enquêtes.

La formation était basée essentiellement sur la compréhension du questionnaire, sur la définition et la délimitation des termes utilisés, sur sa mémorisation et sur la conduite à suivre lors de l'interview.

A l'issue de ces quatre jours de formation, il a été réalisé un test de sélection des enquêteurs. Ce test comprenait quatre volets:

- l'aptitude du candidat à présenter le questionnaire aux enquêtés et à se présenter;
- la mémorisation partielle du questionnaire ;
- la compréhension des termes utilisés et de la logique du questionnaire ;
- un test de simulation.

Au terme de cette mise à l'épreuve, seize enquêteurs ont été retenus pour commencer les enquêtes deux jours plus tard.

Le village étant sous l'autorité de deux chefs de village, respectivement à Yemessoa I et à Yemessoa II, il aurait fallu impliquer d'égale manière chacun d'eux, ce qui ne fut pas fait immédiatement. La diffusion partielle de l'information a induit

deux biais: les enquêteurs ont été insuffisamment nombreux lors du recrutement ce qui a entraîné la sélection de personnes de bas niveau scolaire -natifs toujours de Yémessoa I- alors que les enquêtés de Yémessoa II ont manifesté leur mécontentement au cours des premières enquêtes. S'il eut été préférable d'avoir une bonne représentativité de la population au sein des enquêteurs, la solution choisie restait meilleure que d'avoir recours aux techniciens d'enquête de l'ISH venus de Yaoundé.

Le choix des enquêteurs ayant eu lieu pendant la période scolaire, il a mis hors concours tous les scolaires qui auraient contribué à relever le niveau préalable des enquêteurs. De plus, ce choix a eu lieu au début de la période des semailles, ce qui a démotivé quelques enquêteurs retenus après la formation.

Le questionnaire s'est avéré de compréhension difficile pour les enquêteurs lors de la formation faute de qualification scolaire. Certaines subtilités provenant de l'approche pluridisciplinaire ont échappé à certains enquêteurs ou ont été enfoui lors du passage de la langue française au dialecte local (Eton). La courte durée de la formation proposée par les chercheurs et imposée par le planning d'enquête a contribué à rendre difficile l'assimilation du questionnaire.

Le fait que les enquêteurs soient originaires du même village a pu conduire à une personnalisation des enquêtes, les enquêteurs pouvant répondre à la place des enquêtés ou encore remplir spontanément les modules afin d'éviter l'impatience des enquêtés ou les non-réponses. L'enquêteur a pu influencer la réponse de l'enquêté mais aussi l'enquêté a pu réduire ou travestir sa réponse par manque de confiance dans l'enquêteur. Ainsi dans le cas où les enquêteurs sont issus du milieu enquêté, il est préférable d'insister lors de la formation sur l'objectivité et la neutralisation des antécédents relationnels qui pourraient exister entre enquêteurs et enquêtés.

Un certain nombre de principes directeurs dans l'interview doivent être respectés par les enquêteurs dans la conduite de l'interview: obtenir le consentement du répondant appelé à participer de plein gré à l'enquête; garantir à l'enquêté la confidentialité de ses réponses pour qu'il réponde librement, s'interdire d'orienter les réponses de l'enquêté; tout mettre en oeuvre pour maintenir l'intérêt de l'enquêté; recourir à la seule idée d'intérêt général pour motiver l'intérêt de l'enquêté et s'interdire toute idée de motivation financière. Le dernier principe a soulevé quelques discussions au sein du groupe OCISCA-ISH, certains chercheurs souhaitant rémunérer les enquêtés au risque de "gâter" définitivement le terrain.

La vérification systématique chaque soir des questionnaires remplis contribua rapidement à parfaire la formation des enquêteurs sur le terrain et à prendre conscience des défaillances les plus fréquentes de certains enquêteurs.

II.B.3.- Mise en condition des enquêtés

La préparation psychologique concerne la population constituant notre échantillon, les autorités traditionnelles et religieuses. La réussite d'une enquête dépend en effet largement de la manière dont la population a été préparée et par conséquent de sa participation active lors des enquêtes. Elle est aussi fonction du concours et de la bienveillance des différentes autorités qui, dans certains cas, doivent marquer formellement leur accord pour que l'enquête ait lieu et peuvent jouer le rôle de facilitateur sur plusieurs points.

Ainsi, à Yemessoa, l'information partielle des autorités a introduit un clivage au sein du village. Le projet n'a donc recruté que des enquêteurs d'une même zone et a dû vaincre certaines réticences des enquêtés de l'autre partie du village qui n'avaient pas été prévenus.

Avant de commencer la collecte des données à proprement parler, il est indispensable d'informer et de sensibiliser la population sur les objectifs de l'enquête et sur les modalités concrètes de son déroulement en insistant sur les choix des personnes cibles. La population non préparée tend presque toujours à assigner à toutes ces enquêtes des buts fiscaux ou politiques, ce qui peut dénaturer considérablement leur fiabilité. Le caractère confidentiel des réponses doit en outre être confirmé.

II.B.4.- Réalisation des enquêtes (exemple de Yemessoa)

Sur le terrain, il y avait une équipe de neuf chercheurs, chaque chercheur ayant sous sa supervision deux enquêteurs choisis au hasard. A côté de cette première supervision, coexistait une deuxième supervision assurée par deux personnes (un chercheur-enseignant géographe et un stagiaire).

Le questionnaire étant subdivisé en plusieurs modules, les enquêteurs étaient tenus de réaliser les sept premiers modules dits élémentaires et obligatoires. Alors que les superviseurs-chercheurs étaient amenés à réaliser le module E réclamant certaines compétences notamment pour la réalisation des récits de vie, le module I sur les "Initiatives locales" qui intéressait seulement les villageois ayant des responsabilités ou une notoriété dans la société traditionnelle a été réalisé dans un deuxième temps par deux stagiaires. Le repérage géographique des enquêtés n'a pas posé de problème majeur, en raison du choix des enquêteurs dans la zone enquêtée.

*** Déroulement des enquêtes.**

Pour l'analyse du déroulement de l'enquête, on s'intéressera aux différents acteurs intervenant au cours de l'interview, puis au cours de la supervision.

Les enquêtes à Bafou se sont déroulées du 15 janvier au 20 février 1991 avec quelques prolongements individuels suivies

immédiatement par les enquêtes de Yemessoa qui ont eu lieu du 4 mars au 7 avril 1991, période correspondant au début des semailles. De ce fait, à Yemessoa, la disponibilité des enquêtés était réduite: les enquêtes ont eu lieu très tôt le matin ce qui a précipité leur déroulement, ou tard dans la soirée ce qui a pu nuire à la qualité des réponses en raison de l'état de fatigue. Afin de ne pas perturber les activités quotidiennes du répondant, l'interview devait avoir lieu de préférence au domicile de l'enquêté avant ou après le travail et les jours fériés.

Si les enquêtés répondent facilement à certaines questions, les questions fermées en particulier, ils manifestent une certaine gêne pour les questions faisant appel à leur mémoire ou qu'ils considèrent comme personnelles. Il en va ainsi, côté mémoire, lorsque l'enquêteur demande une classification des différents projets de développement dans le module "initiatives locales" à partir d'une liste type. Ils ont tendance à renommer les premiers cités par l'enquêteur ou les derniers. De même, la datation des événements demande un effort peu apprécié. Il est difficile de déclarer à un enquêteur du quartier ses recettes financières et l'on provoque sur ce point malaise, sous-évaluation, voire falsification.

Les questions qui se répondent dans le questionnaire provoquent quelques réactions de lassitude, voire d'agacement de la part des enquêtés qui ne saisissent pas l'importance des nuances. L'inadaptation de certaines questions comme celle relative à l'utilisation d'engrais dans l'observatoire de Yemessoa oblige à la passer sous silence. Enfin, une mauvaise maîtrise du questionnaire par l'enquêteur alourdit la durée d'enquête et provoque impatience et perte d'attention chez l'enquêté.

Le questionnaire reste relativement long à administrer et atteint la limite d'attention que peut accorder un enquêté, d'où la nécessité parfois de repasser chez lui pour éviter une baisse de vigilance et de précision dans les réponses. Il est d'ailleurs envisagé pour la phase II d'OCISCA un allègement conséquent du questionnaire.

"L'interview directe individuelle" demande le respect d'un certain nombre de règles élémentaires. Il faut éviter de réaliser l'enquête en présence de plusieurs personnes de la famille ou du voisinage sous peine d'obtenir des réponses biaisées et de transformer l'enquête individuelle en forum. Il s'agit donc de s'assurer qu'aucune personne pouvant influencer l'entretien ou distraire le répondant ne soit là. Il arrive que le répondant fasse appel à une autre personne pour l'aider à préciser sa réponse. Dans ce cas-là, il est conseillé de veiller à ce que la personne invitée reparte immédiatement ou s'abstienne d'intervenir si elle n'est pas sollicitée, ce qui n'est pas chose facile dans les familles africaines.

L'entrée en matière et le premier contact sont essentiels. La tenue et la démarche vont susciter les premières impressions chez l'enquêté, qui le mettront en confiance ou mal à l'aise. Ceci est encore plus vrai pour les chercheurs venant de la ville que pour les enquêteurs du village. Ils peuvent intimider l'enquêté par un habillement tapageur ou trop chic ou ne pas le convaincre du sérieux de l'enquête par une tenue négligée ou débraillée, voire un comportement "vulgaire" comme on dit dans l'Ouest. Ils doivent tenir leur rang.

Le premier acte de la relation d'enquête consiste à se présenter complètement en précisant l'organisme ou l'institution que l'on représente et expliquer clairement et brièvement à l'enquêté l'objet de sa présence, comment l'enquêté a été choisi et le caractère confidentiel des réponses qui seront enregistrées. Il ne faut pas hésiter à ré-expliquer le pourquoi de l'enquête si une nouvelle clarification est demandée.

Lors de l'administration du questionnaire, une maîtrise suffisante s'impose de façon à ce que chaque question puisse être lue et traduite à haute voix sans hésitation. Il faut que les enquêteurs veillent à utiliser les mêmes termes pour une même question sauf pour apporter une clarification en cas de nécessité. L'enquêteur doit éviter de retraduire la question dans son propre langage détériorant la qualité de l'information recherchée. De même, doit-il s'abstenir d'influencer la réponse de l'enquêté par des formulations de type : "N'avez-vous pas ..?" , "N'êtes-vous pas...?", "N'est-il pas vrai ..?" conduisant à une approbation. Ce risque est aggravée quand les enquêteurs appartiennent au même village.

Il importe aussi de transcrire aussi fidèlement que possible les réponses des enquêtés sans essayer de substituer une réponse précise à des informations vagues. Et pour conforter l'enquêté dans sa mise en confiance, rien ne vaut des marques d'intérêt quand il aborde des problèmes qui lui tiennent à coeur. Il n'en sera que plus prolixe sur certaines questions!

Enfin, il convient d'éviter les promesses impossibles à tenir et de le remercier pour sa disponibilité, sa franchise tout en le quittant avec des formules bien appuyées, à l'africaine.

* supervision

Après la contribution dans l'élaboration du questionnaire, le rôle des chercheurs a consisté à former les enquêteurs, à les encadrer sur le terrain, à superviser les enquêtes et à administrer le module E "migrations de retour". Cette collaboration entre l'ensemble des chercheurs et des enquêteurs n'est pas allée de soi, la plupart n'ayant jamais travaillé en groupe.

Tout d'abord, le nombre élevé de chercheurs a engendré certains clivages liés à l'affirmation de différences ethno-culturelles et d'écoles de pensée scientifique. Les chercheurs n'ont pas su profiter de cette occasion de rassemblement sur le "terrain" pour confronter sereinement leurs idées. L'absence de toute cohésion, concertation et confiance entre eux a entravé la circulation des informations qui aurait pu se concrétiser par la réalisation d'une publication, ou du moins le projet, expression ultime de tout travail de recherche. Ce manque de communication des chercheurs n'a permis aucune réflexion sur l'amélioration de la qualité des enquêtes et de la supervision sur le terrain.

Dans les relations enquêteurs-chercheurs, le complexe de supériorité des citadins sur les ruraux a créé certaines tensions entre chercheurs et enquêteurs et s'est traduit par un manque de

coordination dans le travail sur le terrain quand cela n'a pas réveillé parfois des sentiments "de nature tribale", avec certaines connivences inattendues entre le village eton et des chercheurs bamiléké... Dans l'enquête elle-même, les différences de vitesse du travail entre les chercheurs ont conduit à un certain nombre de différences au niveau de la qualité des informations recueillies. Le comportement des superviseurs vis-à-vis des enquêtés n'a pas été toujours de bon aloi si bien que le chercheur a été parfois légèrement mis à l'écart, étant perçu comme un inquisiteur.

* Rémunération des enquêtes

Les enquêteurs étaient rémunérés en fonction du nombre d'enquêtes réalisées et de leur qualité. Pour éviter la compétition entre eux, on a attribué à chacun un nombre d'enquêtes à réaliser. L'adjonction d'une prime basée sur la qualité des enquêtes a joué en faveur de leur motivation et de la qualité de leur travail.

II.C - LE TRAITEMENT DES INFORMATIONS RECOLTEES SUR LE "TERRAIN"

Une fois les informations recueillies auprès des ménages, il nous a fallu préparer ces données de façon qu'elles soient exploitables par les statisticiens. Le traitement des informations se réalise en deux temps: la préparation des données statistiques et leurs articulations dans des fichiers informatiques. C'est la phase préliminaire pour l'analyse des données.

II.C.1 - Préparation des données statistiques.

La codification transforme les informations inscrites sur le questionnaire en informations lisibles et analysables par la machine lors de la saisie.

* codification sur le terrain

Le questionnaire OCISCA a été conçu, de façon intégrale, avec une codification de forme numérique dans le but d'alléger la tâche des enquêteurs par l'utilisation d'un seul type de code. Cette codification numérique associe un chiffre appelé code à chacune des modalités de la nomenclature d'une variable. Ainsi, la codification s'effectue sur le terrain lors du recueil des informations: l'enquêteur inscrit directement sur le questionnaire

les codes des réponses. Cette pré-codification du questionnaire est certes incomplète, notamment dans le cas des nomenclatures ouvertes pour lesquelles on ne connaît pas à l'avance toutes les modalités ou des nomenclatures très longues comme celles des activités professionnelles ou des productions. En vue de perfectionner le questionnaire et de rendre la nomenclature plus performante, le dernier code est toujours réservé aux réponses "autre" de façon à pouvoir compléter ultérieurement la nomenclature en fonction des particularités des réponses de l'enquêté.

En précodant de cette manière, on réalise un gain de temps et de travail considérable. Les questionnaires peuvent être ainsi directement transmis aux agents de saisie. Mais le remplissage d'un questionnaire précodé demande une bonne connaissance des nomenclatures par l'enquêteur. Les erreurs commises par ces derniers et non filtrées par les superviseurs alourdissent le travail des agents de saisie qui doivent parfois réaliser un premier travail de codification. Les agents de saisie rencontrent souvent des cas de mauvaises affectations d'un code selon les informations précédentes ou de transcription erronée de celui-ci. Une écriture imparfaite des codes est donc la cause de nombreuses contradictions lors de la saisie, ce qui a été fréquent pour le remplissage du tableau des "relations villes-campagnes" où la codification est particulièrement ardue.

Pour réduire ces risques d'erreur, on a essayé de normaliser les procédures de codification. Lors de l'affectation des codes aux modalités des nomenclatures, par exemple, on réserve de préférence les premiers codes aux modalités les plus fréquentes. Pour la réalisation des nomenclatures relatives aux professions ou aux produits, il sera peut-être préférable de se référer à une nomenclature de type alphanumérique de façon à faciliter leur mémorisation par les enquêteurs au risque de rendre hétérogène la nomenclature générale du questionnaire.

Si l'opération de codification était confiée aux enquêteurs qui disposaient des normes détaillées et de la procédure à suivre dans le guide d'enquête, le rôle des chercheurs sur le terrain était de contrôler cette opération. Un premier dépouillement manuel des questionnaires remplis permet d'ores et déjà de compléter la codification des réponses aux questions ouvertes.

* saisie informatique

La saisie consiste à recopier les données sur un support magnétique accepté par l'ordinateur. C'est à ce niveau que sont générés les différents enregistrements (ensemble des variables caractérisant une observation) qui vont constituer les fichiers. Pour la saisie des 700 questionnaires remplis sur le terrain, le projet OCISCA a disposé pendant deux mois de quatre micro-ordinateurs (Un IBM PS/1, un IBM PS/2, un Bull Micral 65 et un Bull Micral 200). La saisie a été centralisée à l'Ecole Nationale Polytechnique de Yaoundé qui a donné son accord pour utiliser ses disponibilités en matériel et en personnel. Le responsable du département informatique a conçu pour le projet le programme de

saisie du questionnaire en DBASE IV et a été le principal partenaire pour le bon déroulement de la saisie.

Tout comme le projet, l'organisation de la saisie a été en permanence réajustée en fonction des contraintes de temps, de disponibilité du matériel et surtout des responsables. La saisie a débuté le 15 mai et s'est achevée, vérifications comprises, le 15 août. Les premiers résultats ont dû être élaborés de fin juin à fin août afin de fournir un premier document aux bailleurs de fonds. Les congés universitaires ont toutefois retardé l'exploitation des résultats.

Dans un premier temps, il a été prévu d'effectuer une double-saisie par deux agents différents: la deuxième saisie servant de vérification à la première. Cette manière de procéder multipliait par deux le nombre de données à saisir mais permettait d'éliminer la quasi-totalité des erreurs de saisie lors de l'application de tests de confrontation entre les deux saisies. On a pu observer l'intérêt de la double saisie sur les 97 premiers dossiers. Le projet a dû se résoudre dans un deuxième temps à ne faire qu'une simple saisie en raison des contraintes de temps, ce qui a rendu la phase de correction plus longue. Pour rendre cette ultime phase plus performante, il serait souhaitable que les agents de saisie suivent une formation complète sur les questionnaires comme les enquêteurs.

Pour la programmation informatique de la saisie, l'informaticien du projet a utilisé le logiciel standard DBASE IV. Il s'est attaché à respecter la structure de l'information par la normalisation des procédures en ce qui concerne la définition des types d'enregistrement et des formats correspondants (qui dépend elle-même de la structure du questionnaire et des variables qu'il contient). Il a veillé à reproduire comme sur le questionnaire papier les variables définissant les niveaux d'observation sur chaque type d'enregistrement.

L'entrée des données a été guidée par les écrans de saisie qui apparaissent au fur et à mesure. Ces écrans suivent l'ordre des différents modules du questionnaire. Ainsi, il y a une corrélation parfaite entre le menu du questionnaire et les sections du programme de saisie qui reprennent les libellés du questionnaire. Les agents n'ont plus qu'à rentrer les codes inscrits sur le questionnaire pour chacune des variables. Les agents ont été initiés aux principes généraux de saisie avant de commencer: touches spécifiques, saisie d'un champs, correction des erreurs, enregistrement sur disquettes.

* conduite de la saisie

Le bonne conduite de la phase de saisie demande un suivi continu, notamment pour la distribution des questionnaires pour éviter les pertes des données de base. Elle repose aussi sur le contrôle de l'exhaustivité et demande une grande attention quant à la gestion des supports magnétiques afin qu'il n'y ait pas de fausses manipulations, de pertes ou de détérioration du matériel.

Les données, une fois saisies sur des supports d'enregistrement, sont stockées à plusieurs endroits accessibles aux utilisateurs..

Le stockage est réalisé sur des disquettes, supports individualisés, et sur le disque dur des deux micro-ordinateurs du projet (IBM PS/1 à Yaoundé, IBM PS/2 à Dschang). Les disquettes nécessitent une gestion rigoureuse pour éviter les risques de détérioration. La totalité des données des deux observatoires est stockée sur quatre disquettes de 1,44 méga-octets. Quatre copies sur disquettes et disque dur ont été réalisées et placées à différents endroits choisis en vue de leur utilisation et de leur conservation en toute sécurité.

II.C.2.- Contrôle des données.

Les informations recueillies sur le terrain ont été transformées en données au cours de l'opération de saisie. Il en résulte des fichiers de données qui vont être articulés entre eux en vue de bâtir la structure d'information. Avant utilisation cependant, il faut s'assurer de la validité des données au sein de cette structure et corriger celles qui sont erronées en vérifiant la cohérence interne des données entre elles. Des erreurs portant sur la valeur de la donnée pour les variables quantitatives ou sur l'état pour les variables qualitatives peuvent se glisser dans les différents tableaux d'information. Elles sont d'origines diverses.

* erreurs de terrain non corrigées et erreurs dans le traitement informatique.

Elles peuvent provenir d'une mauvaise prise en compte des différents niveaux statistiques d'observation lors de l'administration du questionnaire ou d'une mauvaise application des définitions, d'erreurs de sondage dues à des défauts de la base de sondage, d'observations inadéquates sur le terrain pouvant provenir d'un dialogue de sourds entre enquêteur et enquêté ou d'une méprise sur la personne interrogée.

Certaines trouvent leur origine dans le non-respect des règles à suivre dans le remplissage du questionnaire. A la place des noms de localité pour la scolarité, on trouve des noms de collèges ou de quartiers dont l'orthographe prête souvent à confusion. Au lieu d'utiliser les codes prévus, les enquêteurs préfèrent écrire la réponse intégrale de l'enquêté dans le champ réservé aux réponses dites "autre". Dans le tableau de la consommation alimentaire, on trouve plusieurs réponses alors qu'une seule est souhaitée concernant le principal produit consommé par grand type de consommation. Toutes ces erreurs liées à un manque de rigueur au cours de la phase de remplissage du questionnaire auraient du être relevées au cours de la supervision.

On relève également des erreurs de transcription. Un chiffre a été mal écrit, un code a pu être confondu avec un autre. Un code mal défini peut induire des erreurs systématiques pour une même

variable. Dans le tableau des "relations ville-campagne", les codes prévus pour les différents types d'évolution des échanges de biens et de services ne sont pas ordonnés de la même façon et provoquent naturellement des erreurs.

On pourrait multiplier le nombre d'aberrations rencontrées lors de la saisie qui mettent en cause une supervision relâchée.

Certaines erreurs résultent du traitement informatique des données de l'enquête. Ce sont le plus souvent des erreurs aléatoires de saisie: erreurs dans la lecture des chiffres ou fautes de frappe.

Des erreurs de programmation sont apparues également. Si le format des enregistrements a été mal défini dans le programme de saisie, il générera des décalages systématiques dans les données d'un même enregistrement. Tel a été le cas pour le tableau des "relations ville-campagne" où le champs réservé à la saisie des échanges de biens ne permet de reporter qu'un seul chiffre alors que deux sont nécessaires. Ce défaut induit une perte d'information.

* Conséquences de erreurs

Les conséquences de ces erreurs, quelle que soit leur origine, sont différentes suivant les résultats attendus. Les biais systématiques (erreurs d'observation) introduisent des erreurs sur les moyennes et sur les sommes. Le surplus de membres enregistrés dans la fiche démographique aura pour effet de surévaluer le nombre moyen des personnes d'un ménage. De même, la non-prise en compte d'informations détenues par les épouses entraînera une sous-estimation du revenu moyen des ménages. La moyenne est peu affectée par les erreurs aléatoires (erreurs de codification et de saisie). En effet, ces dernières se compensent. Par contre, le calcul de la variance qui prend en compte les carrés des écarts à la moyenne et les valeurs extrêmes (minimum, maximum) risquent d'intégrer des valeurs erronées. Ce risque est à relativiser en fonction de la "stratégie d'enquête" qui a été adoptée. Les enquêtes à objectifs micro-économiques doivent réduire au maximum les erreurs aléatoires.

* Détection des erreurs

La détection et la correction des erreurs se fait par épurement des données. Cette opération regroupe un ensemble de procédures qui sont utilisées à travers les deux étapes de préparation des données et d'articulation des ensemble de données pour repérer les données erronées et pouvoir corriger.

On a tenté de minimiser le nombre d'erreurs d'observation en agissant de manière préventive par des contrôles au cours des opérations de collecte: sur le "terrain", pendant et après la collecte et en salle. En effet, les chercheurs-superviseurs surveillent chacun sur le terrain le remplissage des questionnaires de deux enquêteurs. Pour certaines réponses incomplètes ou manquantes, ils renvoient l'enquêteur dans les

ménages ou s'y rendent eux-mêmes. En salle, un certain nombre de tests de cohérence et de contrôles informatiques permettent de vérifier la validité de certaines réponses. Compte-tenu des insuffisances de la supervision sur le terrain, il s'est avéré indispensable de faire corriger ces erreurs par un responsable du "terrain" sur l'outil informatique.

Pour réduire les erreurs de saisie, des procédures de détection informatique ont été utilisées sur les 92 premiers dossiers ayant fait l'objet d'une double saisie. Lors du passage de la double saisie à la simple saisie, cette détection s'est faite par observation visuelle de la correspondance entre l'écran informatique et le questionnaire papier. On a évité ainsi la présence d'un nombre important de données manquantes ou mal transcrites.

Par ailleurs, des tests de cohérence ont été élaborés pour détecter de façon systématique les données erronées. Ils étudient la vraisemblance des valeurs prises par les variables (tests de validité): les dates de naissance, par exemple, ne peuvent être inférieures à 1880. Ils examinent les valeurs extrêmes des distributions de variables quantitatives et les codes erronés des variables qualitatives (tests de distribution): les dates des emprunts des cinq dernières années, par exemple, doivent être comprises entre 1986 et 1991. Ils vérifient l'unicité de certaines valeurs: il ne peut y avoir, par exemple, qu'une seule personne dans le ménage dont le lien de parenté est "chef de ménage" (test d'"unicité").

Sont effectués aussi des tests internes aux tableaux d'information: il s'agit de tests logiques de recoupement conditionnel qui décelent les incohérences existant entre les données issues de plusieurs variables. C'est le cas, par exemple, d'un enquêté qui souhaite diminuer son élevage et qui spécifie pourtant quel élevage il va augmenter.

Ce sont le plus souvent des tests de cohérence entre tableaux d'information différents qui sont effectués en vue de sortir des tableaux d'analyse. Ils utilisent des variables réparties sur plusieurs niveaux statistiques dont il faut transférer le contenu d'un tableau d'information dans un autre au moyen de procédures d'agrégation ou d'affectation qui suivent la logique de la structure d'information. Ici, il faut s'assurer de la correspondance entre observations situées dans les tableaux de niveaux statistiques différents. On vérifie, par exemple, la concordance entre les recettes journalières déclarées dans le module G des "activités extra-agricoles" et la part des recettes annuelles provenant de cette activité dans le tableau des "activités productives classiques", ou entre les cultures commercialisées (module F, page 14) et les cultures dans le tableau de "gestion des cultures" (module F, page 15). Si la correspondance s'effectue mal, les procédures d'agrégation ou d'affectation ne prendront en compte qu'un nombre réduit d'observations. L'échantillon utile pour l'analyse sera réduit d'autant, ce qui se traduira par une sous-estimation globale des résultats.

Afin d'éviter ces erreurs de non-correspondance non corrigées sur le terrain, on s'est assuré, lors de la vérification visuelle de la saisie de la concordance des observations dans les différentes unités statistiques.

II.C.3 - Sélection des thèmes prioritaires et structure de l'information pour l'analyse

Une fois réalisés la cohérence des données et l'épure des valeurs incorrectes ou incomplètes lors des différentes vérifications, la structure d'information se présente sous forme de tableaux qui sont l'image de la réalité socio-économique par thème telle qu'elle a été pensée lors de la conception du questionnaire. On construit alors sous forme de tableaux supplémentaires, les thèmes d'information correspondant à de nouvelles unités statistiques déduites des précédentes. Ces nouvelles représentations statistiques, créées à partir des images thématiques de l'enquête, résultent de l'agrégation de tableaux d'information.

Pour la plupart des fichiers élaborés, chaque enregistrement possède une variable "CLASSE" correspond à la catégorie de sous-population à laquelle appartient le ménage. Sept grandes catégories de sous-populations ont été définies selon les caractéristiques socio-professionnelles du chef de ménage:

- 1) Grand planteur,
- 2) Moyen planteur,
- 3) Petit planteur,
- 4) Agriculteur vivrier (sans plantation de culture d'exportation et sans activité extra-agricole),
- 5) Double-actif planteur (planteur ayant une activité extra-agricole),
- 6) Double-actif non-planteur (agriculteur vivrier ou non agriculteur ayant une activité extra-agricole),
- 7) Chômeur non-planteur.

La répartition des planteurs selon les classes: "grand", "moyen", "petit" est fonction du nombre de pieds de café ou de cacao déclaré (module B, question 4.1). Les différentes classes ont été déterminées à l'aide de l'histogramme (Figure A.1, chapitre III, page) qui représente la distribution des planteurs selon le nombre de pieds déclaré -pour toutes les classes de planteurs définies en nombre de pieds comptant plus de deux planteurs-. Les limites de nos classes ont été fixées de façon à avoir un nombre à peu près homogène de planteurs dans chacune des classes et elles se situent dans des intervalles n'ayant que très peu de planteurs afin d'obtenir des classes bien distinctes. Il s'agit d'une délimitation graphique visuelle qui présente les avantages et inconvénients de cette méthode. Cette délimitation n'est pas définitive. Elle pourra être réajustée en fonction de l'objectif recherché lors de l'analyse. Par la suite l'utilisation d'un logiciel statistique performant nous permettra de définir nos classes de façon plus adaptée aux différentes analyses.

Les autres classes de sous-population sont déterminées à partir des modules effectivement remplis sous le numéro d'ordre du chef de ménage.

Chacune des sept classes ainsi définies sera subdivisée en deux sous-classes selon le sexe du chef de ménage. Douze catégories de sous-population sont effectivement représentées dans notre population dans la mesure où l'on ne trouve aucun ménage dans les catégories: "Double-actif non planteur femme" et "Chômeur non-planteur femme".

On peut ainsi avoir des analyses du comportement des différentes classes de sous-populations étudiées vis-à-vis de la crise. Pour chaque thème choisi, on définit la structure des fichiers attendus à partir du choix des variables et de la structure d'information.

Pour l'analyse des solidarités familiales, deux produits prioritaires sont ainsi souhaités: une typologie des ménages selon les différentes catégories de sous-populations pré-définies (Figure A.2/A.3, chapitre III, page) et l'évaluation du nombre, du type et du lieu de résidence des personnes à charge selon la catégorie socio-professionnelle du chef de ménage. L'appréciation des liens géographiques sera réalisée, dans un premier temps, à partir des résultats du nombre des visites rendues et reçues en fonction de l'éloignement des personnes habitant en ville, de leur lien avec le chef de ménage et de la catégorie socio-professionnelle à laquelle appartient le chef de ménage. On sera amené à classer les villes selon leur distance à l'observatoire enquêté; on définit ainsi quatre classes de distance (classe "1": 0 à 25 km, "2": 25 à 100 km, "3": 100 à 500 km, "4": > 500 km).

On approchera de façon grossière les conditions de vie des ménages par la structure du patrimoine en biens de consommation durables (module B, question 5), l'unité statistique étant le ménage.

Pour mesurer l'utilisation et les attitudes vis-à-vis du crédit, il sera intéressant de connaître le montant des emprunts en fonction de la catégorie sociale du ménage et des recettes totales déclarées. Ce premier fichier nous donnera pour un ménage donné caractérisé par sa catégorie sociale le montant des emprunts totaux depuis cinq ans et des emprunts contractés en 1990 (module B, question 7.1) et des recettes annuelles totales de 1990 (module B, question 9). Une approche par correspondance à l'aide d'un logiciel statistique (CHADOC dans le cas présent) sur les recettes et les emprunts annuels permettra de saisir le mécanisme d'attribution des emprunts. Un deuxième fichier concernant les sources et les destinations des emprunts nous donnera le mécanisme de fonctionnement du crédit.

Au premier fichier contenant pour chaque ménage les recettes annuelles déclarées et le montant des emprunts pour l'année 1990, on ajoute une quatrième variable correspondant au nombre de personnes à charge en supposant que les emprunts accordés sont fonction des recettes réalisées ("On ne prête qu'aux riches") et que ces emprunts servent surtout à couvrir les frais sociaux (santé, scolarité).

Enfin, un fichier attribuant à chaque enregistrement (numéro de l'enquête) sa catégorie sociale, le montant total de ses recettes annuelles (module C, question 9), ses recettes provenant du café ou du cacao (module C, question 9), celles issues des activités extra-agricoles (module G, question 17.7) et le montant total des emprunts en 1990 nous permettra de calculer la place du café ou du cacao et celle des activités extra-agricoles dans ses recettes totales. Il sera également possible d'étudier les clients les plus solvables pour la distribution du crédit.

Les nouvelles sources de revenu seront approchées à l'aide du module G des "activités extra-agricoles": on retiendra comme variables le type d'activité (question 17.1, annexe 4), la durée d'exercice (question 17.4, annexe 4) et l'âge de l'enquêté (module A, question 1, annexe 4). Notre échantillon sera réduit aux sous-populations suivantes: planteurs double-actifs et double-actifs non planteurs.

Une typologie des comportements vis-à-vis des modifications de l'environnement économique et financier pourra se construire à partir des réponses obtenues sur les réactions observées vis-à-vis d'un ajustement à la hausse du prix des engrais (module F, question 16, annexe 4) et des intentions vis-à-vis du devenir de la surface plantée en cultures d'exportation (module F, question 15.1, annexe 4) selon la catégorie sociale du ménage et le sexe du chef de ménage (module A). A partir des réponses déclinées selon la catégorie sociale des chefs de ménage pour chacune des questions: "Cultures introduites depuis 10 ans" (module F, question 14.6.2) et "Y a t-il des parcelles que vous avez achetées?" (module F, question 14.7), on pourra identifier les différentes stratégies déjà mises en oeuvre par les ménages pour faire face à la crise en fonction de leur situation sociale et de leur sexe.

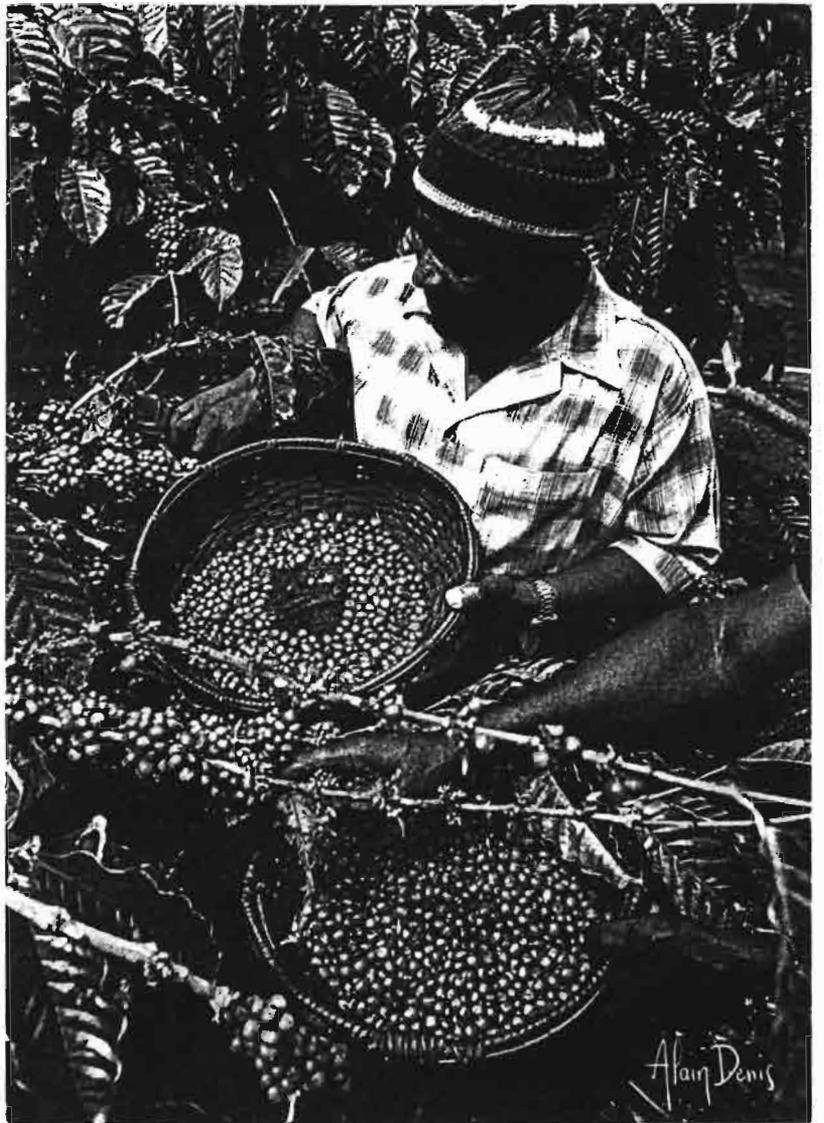
Un fichier pour chaque chômeur ayant répondu au module H nous renseignera sur son statut antérieur (module H, question 20.1), le type d'activité recherché (Module H, Q-20.3) et nous permettra d'évaluer la proportion de nouveaux chômeurs et les secteurs qui leur paraissent les plus sécurisants dans la conjoncture actuelle.

Aucun tableau concernant les comportements alimentaires n'a pu être exploité jusqu'à ce jour. On envisage de réaliser ultérieurement une typologie des consommateurs en fonction de la nature des aliments consommés, de la fréquence de consommation et de leur provenance (achat local, aliment importé, aliment produit dans l'exploitation ou acheté et produit dans l'exploitation)..

Les premiers fichiers d'analyse ont été élaborés avec le même logiciel informatique que la saisie, DBASE IV. Ces fichiers résultent de la concaténation de champs sélectionnés dans différents fichiers de données. Chaque enregistrement relatif à un ménage est caractérisé par le code de l'enquêté et la catégorie de sous-population à laquelle il appartient, suivi des différentes variables d'information retenues pour ce fichier d'analyse. Ainsi, chaque fichier d'analyse nécessite la mise au point préalable d'une procédure programmée en DBASE IV. L'ensemble de ces fichiers constitue la structure d'analyse.

Ces premiers résultats d'analyse vont être exportés, dans un premier temps, sur un logiciel intégré simple, WORKS 2.0 de Microsoft, d'utilisation facile. On va ainsi sortir dans les plus brefs délais un certain nombre de graphiques, simples mais caractéristiques de nos échantillons, pouvant servir d'indicateurs aux décideurs et également montrer l'état d'avancement du projet aux bailleurs de fonds. Ces premiers résultats illustrent les différentes orientations de ce projet de recherche.

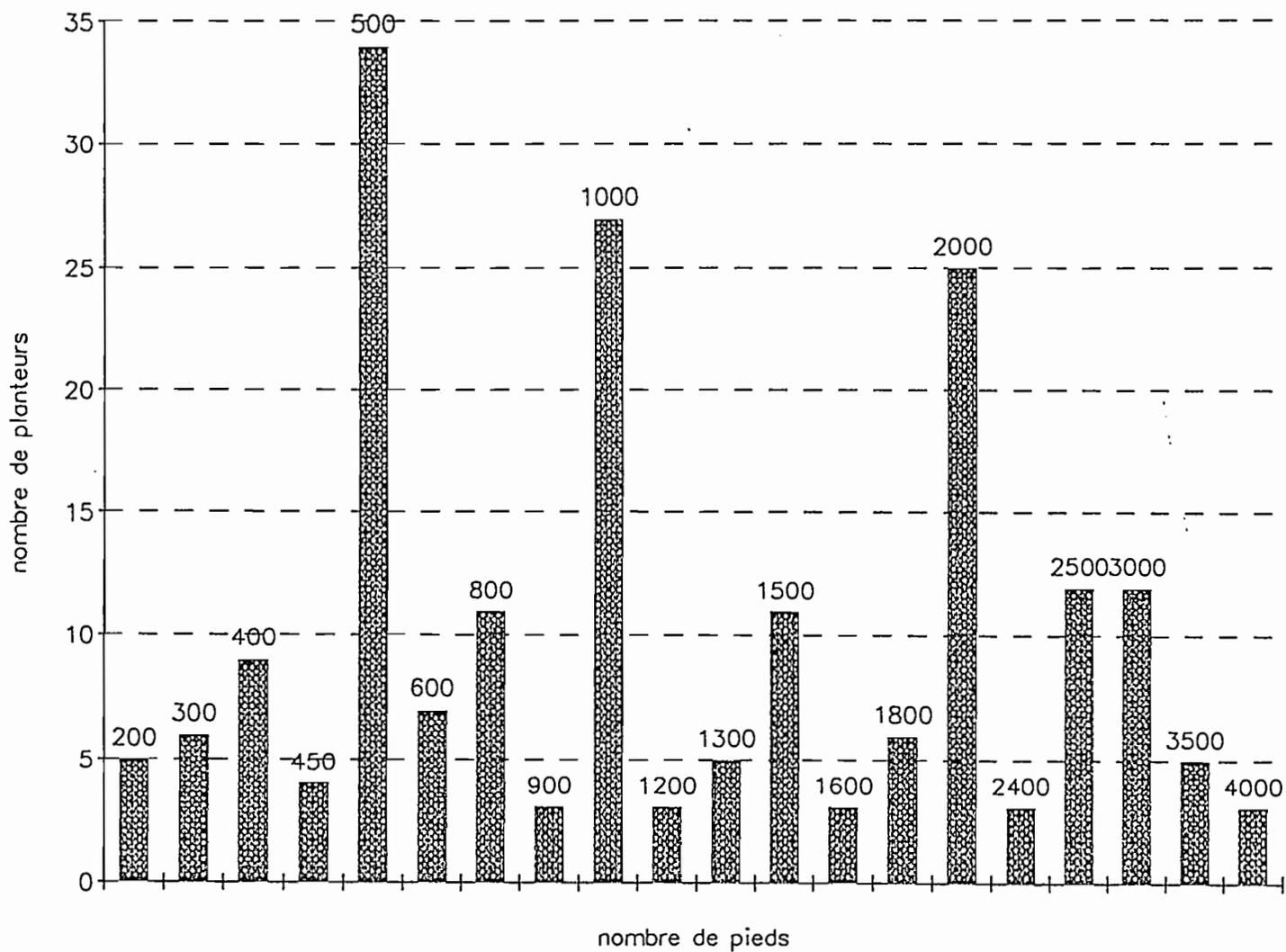
Il est prévu par la suite une exploitation de ces fichiers d'analyse par un logiciel statistique plus performant (SPSS 4.0) afin de passer de l'analyse descriptive à l'analyse statistique proprement dite. Cette exploitation approfondie sera réalisée avec l'aide du département de statistique de l'Ecole Nationale Polytechnique de Yaoundé en utilisant les compétences en informatique du responsable de la programmation, de la saisie et en étroite collaboration avec les chercheurs des sciences sociales ayant déjà dépouillé des enquêtes.



"DE L'ARBRE A ARGENT A L'ARBRE A PALABRE"...
OU L'AVENIR INCERTAIN DU CAFE ARABICA

FIG A.1

REPARTITION DES PLANTEURS
SELON LE NOMBRE DE PIEDS DE CAFE (1991)



CHAPITRE III

PREMIERS RESULTATS SUR L'OBSERVATOIRE DE BAFOU

Les premiers résultats d'analyse concernent l'observatoire de la chefferie de Bafou dans l'Ouest du pays, dans une zone de vieilles plantations arabica. On se proposera de réfléchir sur l'organisation actuelle de l'économie de plantation et les perspectives envisagées par les planteurs à partir des quelques variables extraites du questionnaire.

III.A - NIVEAU D'EXPLOITATION DU QUESTIONNAIRE

Les sous-populations prédéfinies lors de la structuration des tableaux d'analyse constituent une première stratification de notre échantillon; mais ces différentes sous-catégories sociales seront mises à l'épreuve de l'analyse.

Ainsi l'homogénéité des valeurs quantitatives ou qualitatives prises par chacune des variables d'analyse dans chaque catégorie ou l'hétérogénéité intercatégorielle permettront de justifier ou non le choix de nos catégories. Les limites en nombre de pieds de café permettant de classer les grands planteurs, les moyens et les petits dans des catégories distinctes telles qu'elles ont été définies sur l'histogramme (Figure A.1: "Répartition des planteurs selon le nombre de pieds de café en 1991" pour les classes définies en nombre de pieds comptant au moins trois planteurs) risquent d'être reconsidérées en fonction de critères plus discriminants que celui de l'effectif (en nombre de planteurs). En effet, certains variables, comme les recettes ou le nombre de personnes à charge, permettront de mieux distinguer nos sous-catégories et de faire apparaître les différentes stratégies de la conduite de l'exploitation. Les critères utilisés pour les autres catégories sont la profession principale, puis les autres activités productrices dans l'exploitation. La stratification de notre échantillon selon les catégories sociales définies ci-dessus aboutit à "La répartition des ménages" ci-dessous. (Figure A.2, Figure A.3).

Seule une partie du questionnaire a été exploitée sous forme de tableaux lorsque les variables le justifiaient (des tableaux d'analyse extraits de procédures en Dbase4 qui sont directement exportés sur WORKS), de graphiques réalisés à partir des tableaux d'analyse sous le logiciel intégré WORKS et de commentaires.

Fig A.2
REPARTITION DES CHEFS DE MENAGE
HOMMES EN 1991 (en % sur 241 ménages)

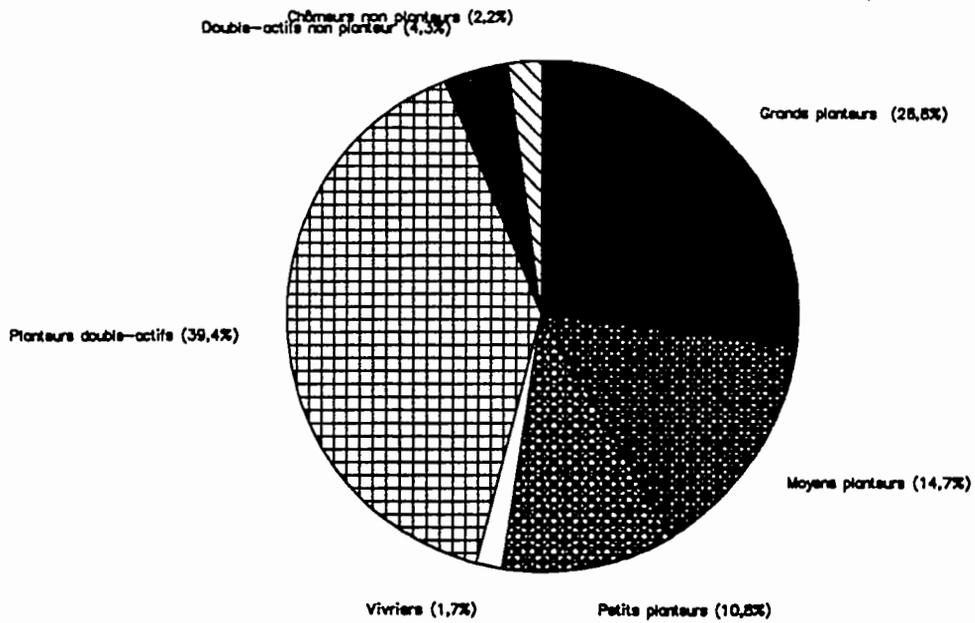
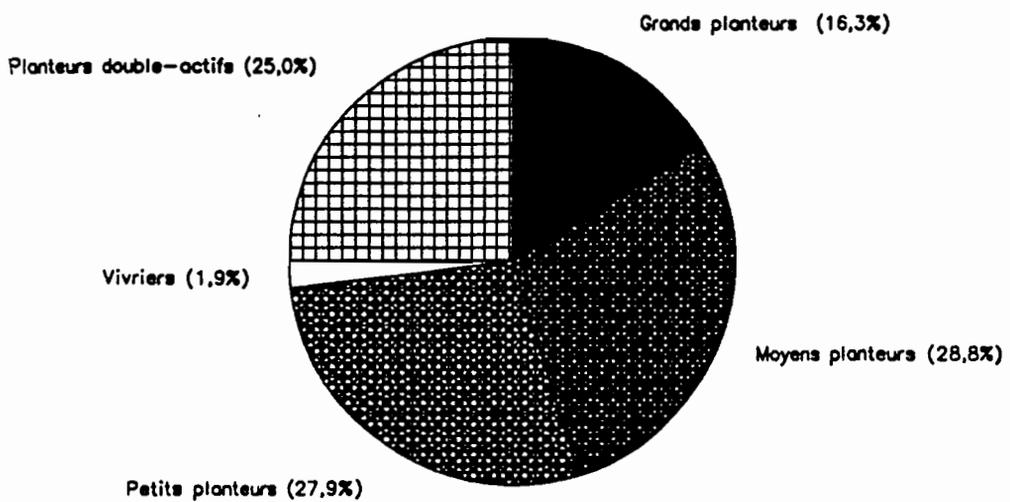


Fig A.3
REPARTITION DES CHEFS DE MENAGE
FEMMES EN 1991 (en % sur 94 ménages)



Le module E des "migrants de retour", pas même saisi (ni même la fiche comportant les questions fermées), n'a fait l'objet jusqu'ici d'aucun dépouillement manuel ou autre. Compte tenu du caractère expérimental pour la plupart des chercheurs de la conduite du récit de vie, l'hétérogénéité de son mode de remplissage rend son exploitation très difficile et délicate, et requiert donc une grande prudence dans l'interprétation des résultats.

Les fichiers d'analyse de la consommation alimentaire des ménages (pour chaque catégories sociales), selon l'origine et la fréquence de consommation de l'aliment, n'ont fait l'objet d'aucune exploitation sur WORKS compte tenu des contraintes de temps et de l'intérêt premier des décideurs pour les stratégies d'adaptation des ménages de planteurs aux contraintes économiques actuelles. Un dépouillement manuel des questionnaires et les témoignages recueillis sur le terrain ont permis de faire quelques observations sur les habitudes de consommation dans la région.

On a également laissé de côté toutes les questions ouvertes, qui bien que saisies informatiquement, feront l'objet d'une exploitation ultérieure. Un recensement manuel des différentes réponses permet de dresser une nomenclature exhaustive des réponses, et aide à interpréter les résultats d'analyse obtenus à partir des données chiffrées uniquement.

A peine un tiers des questions recensées dans le questionnaire ont été utilisées dans cette première phase d'analyse. Or, vu que l'on s'est souvent servi d'une seule variable d'information sur les six ou huit parfois contenues dans la question, un énorme travail d'analyse reste donc à faire. Mais on peut, dès à présent, s'interroger sur la place du café dans les exploitations de la chefferie de Bafou.

III.B - UNE VIEILLE ECONOMIE DE PLANTATION

L'adoption de la caféiculture par les planteurs de la chefferie Bafou, durant la colonisation, va entraîner de profonds changements dans les systèmes fonciers et les structures familiales d'exploitation. Si la culture de café impose des contraintes de travail particulièrement lourdes dans une région où les échanges commerciaux se sont développés, elle a fait naître des conflits entre l'agriculture d'exportation et les productions vivrières autoconsommées.

III.B.1 - Vieillessement des plantations

La culture du café arabica, introduite dans les années trente par les premiers colons allemands, a connu un rapide développement à partir de 1950, et "rares sont ceux qui, aujourd'hui, même travaillant et habitant en ville, ne possèdent pas une petite parcelle de café". Avec la chute brutale des cours mondiaux, le café arabica a certes cessé de nourrir le développement local. Aussi ne peut-on comprendre l'attachement des

Fig B.1
AGE MOYEN DES PLANTEURS
ET DES PLANTATIONS (407 réponses)

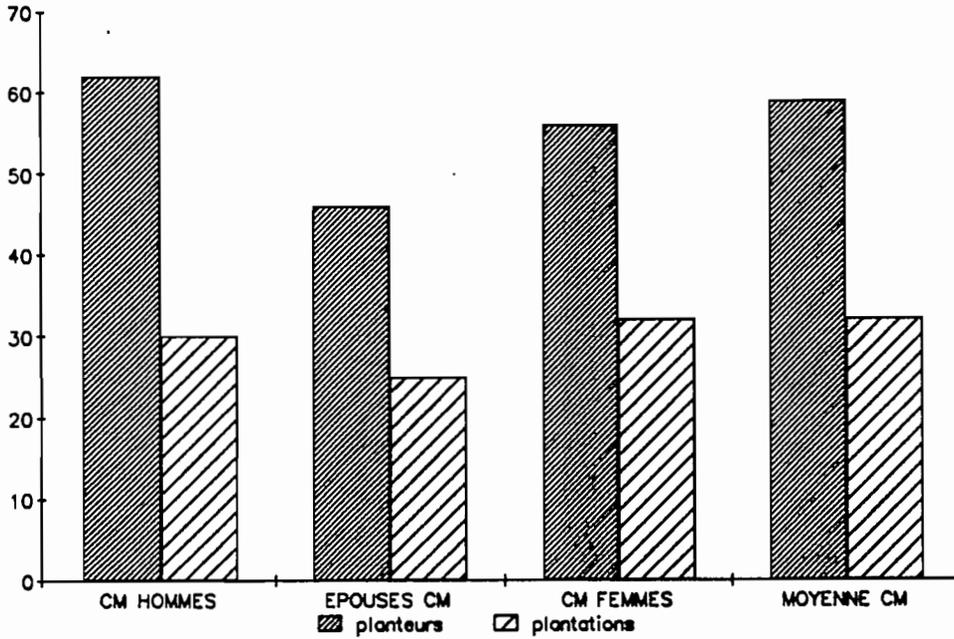
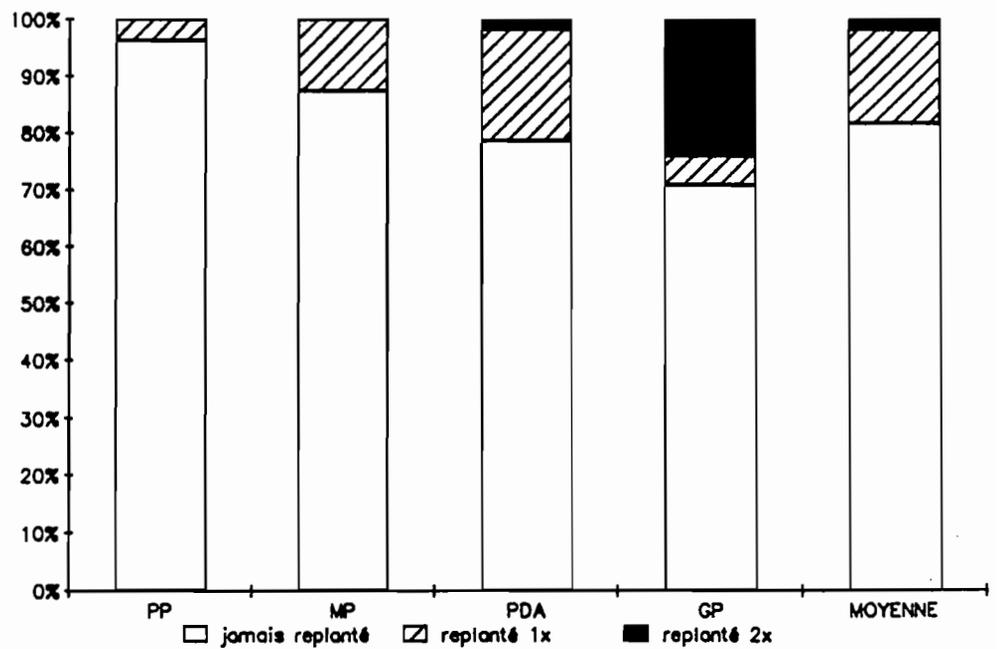


Fig B.2
REGENERATION DE LA CAFEIERE
PAR CLASSES DE PLANTEURS (316 réponses)



planteurs de Bafou à cette culture uniquement par la sécurité foncière qu'elle assure.

Conformément au modèle classique de la division sexuelle du travail dans l'organisation des unités paysannes africaines, l'homme qui autrefois exerçait le commerce ou les opérations de service diverses privilégie à présent la culture de café. C'est à la femme qu'est dévolu le rôle de nourrir toute la famille, c'est donc à elle de cultiver les plantes vivrières. Néanmoins, contrairement à ce que l'on a pu dire de l'Ouest, la caféiculture n'est pas entièrement contrôlée par les chefs de ménage même si parfois la plantation est astucieusement découpée entre les différentes épouses afin de limiter le montant des impôts. Ainsi, dans près de 1 ménage sur 5, l'épouse possède sa propre parcelle de café, dont la propriété est attestée par un carnet de planteur fourni par la CAPLAME, une des coopératives de l'UCCAO (Union Centrale des Coopératives de l'Ouest) chargée de la promotion et de la commercialisation du café dans l'Ouest du Cameroun. Au-delà de leur propre plantation, la femme, outre ses activités domestiques et la culture vivrière, est amenée à travailler dans la plantation de son mari pour ce qui est des opérations de sarclage, de désherbage et de récolte, le mari se chargeant de la supervision et des soins apportés à la plantation.

La proportion des femmes chefs de ménage ayant hérité de la plantation (102 planteurs femmes sur les 314 chefs de ménage planteurs que compte notre échantillon) risque d'augmenter dans les années à venir compte tenu de l'âge moyen des planteurs hommes (soit 62 ans), sachant qu'un quart d'entre eux ont plus de 65 ans. Les fils aînés, auxquels revient le droit de propriété de la plantation selon le mode d'héritage traditionnel, vont sans doute se détourner de cette culture pour développer des activités productives plus rémunératrices. D'autant plus que bon nombre d'entre eux ont pu constater les opportunités spéculatives offertes par la ville. Il n'en reste pas moins difficile d'évaluer l'influence de ce renouvellement des chefs de ménage sur l'avenir de la caféière.

On ne manquera pas d'être frappé par l'âge élevé des planteurs et des plantations, respectivement 50 et 19 ans selon les statistiques issues du Projet de Développement Rural des Plateaux de l'Ouest (PDRPO en 1980, programme financé par la Banque Mondiale), 59 et 31 ans d'après l'enquête OCISCA (Figure B.1): on ne peut parler de véritable rajeunissement de cette économie de plantation. Le problème, soulevé dans les années 75-80, n'a débouché sur aucune politique efficace, pourtant une prime d'arrachage des vieux caféiers avait été créée afin d'encourager les planteurs à la régénération caféière en 1982 (Direction de l'Agriculture).

Si, en moyenne, 17% des chefs de ménage ont renouvelé leurs plants, seuls les grands planteurs, pour qui le café constitue une véritable institution, ont fait un effort pour régénérer leur plantation (un quart d'entre eux ont même replanté deux fois). Les moyens et les petits planteurs hommes sont ceux qui ont le moins renouvelé leurs plantations ce qui s'expliquerait par l'âge moyen des planteurs de ces deux catégories proche de 66 ans. Ils auraient à peine le temps de profiter des fruits de cette replantation. (Figure B.2).

Si l'on considère que la période de pleine production se situe entre 4 et 20 ans, les plantations caféières dont l'âge oscille entre 28 et 35 ans arrivent donc à la limite de leurs capacités de production. Si le café reste une des cultures d'exportation prioritaire à l'échelle nationale, "il est urgent de redéfinir des conditions propices à son renouvellement, sinon d'ici peu de temps il n'y aura plus ni planteurs, ni plantation..." (OCISCA 1991).

III.B.2 - Economie fortement monétarisée

Le pays bamiléké, par ses densités démographiques et l'exiguité du foncier encore disponible, constitue depuis longtemps un véritable réservoir de main-d'oeuvre pour le Cameroun; ce courant ancien -toujours vif- d'émigration a contribué à la formation d'une sorte de "diaspora" bamiléké dont l'activisme commercial génère des retours monétaires importants. Le passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture extravertie, par l'adoption de la culture du café, a accéléré le mécanisme de monétarisation des campagnes et transformé les structures sociales.

Si l'extension de ces cultures d'exportation a modifié le paysage agraire et les structures foncières familiales, il n'en reste pas moins que Bafou fait partie des régions de l'Ouest et du Nord-Ouest considérées comme les "greniers" du Cameroun, eu égard au nombre de cultures alimentaires de base qui y sont cultivées. L'autosuffisance alimentaire des populations est largement assurée et les surplus dégagés permettent aisément la pratique d'un commerce vivrier.

Le parcellaire de l'exploitation reflète fidèlement la structure familiale de la concession: chaque épouse cultive son propre lopin pour nourrir ses enfants et parfois le chef de ménage. Toutes les femmes pratiquent la culture associée sur leurs champs vivriers. Ceci permet un étalement des récoltes tout le long de l'année et évite les crises de soudure, propres à la zone sahélienne. Les tubercules, tels que le macabo et le taro, peuvent se récolter sur plusieurs mois, constituant leur "grenier en terre" dans lequel elles peuvent puiser au gré de leurs besoins. Les haricots se récoltent deux fois l'an.

Les produits alimentaires de base sont le macabo, le manioc et le maïs. S'y ajoutent les feuilles de nzap, le haricot et les plantes condimentaires: gombo, tomate, piment, arachide. Les légumes frais (haricot, chou) sont réservés à la commercialisation.

Les secteurs qui relèvent de l'homme sont la culture de raphia, l'élevage caprin et porcin et l'arboriculture. Le raphia est une plante aux multiples utilisations: sa sève sert à la fabrication d'une boisson fort appréciée, au rôle socio-culturel indéniable, les branches (bambous) servent à la construction des maisons et à la fabrication de meubles, le tronc est utilisé comme bois de chauffage. L'élevage occupe une place non négligeable dans les exploitations de la région. Il s'agit essentiellement d'un élevage caprin et avicole de petite dimension. Les brusques épidémies de peste, qui déciment périodiquement ces micro-élevages, laissent les éleveurs

Fig B.3
COMPARAISON DES TYPES DE PERSONNES
A CHARGE PAR CLASSE (317 ménages)

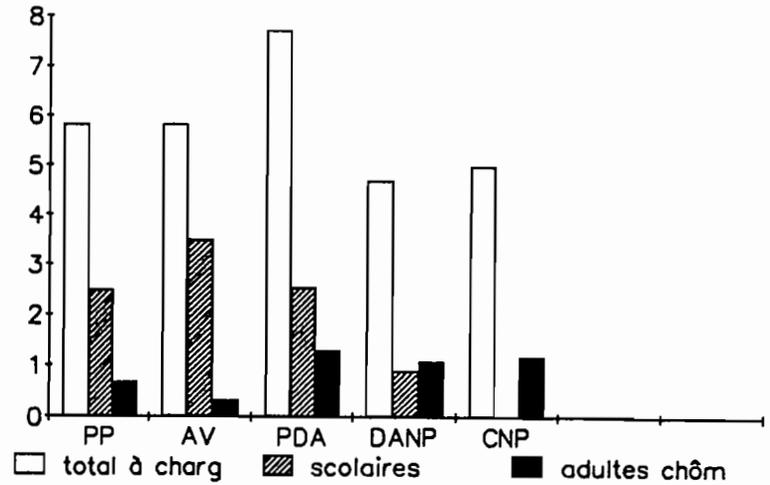


Fig B.4
TYPES DE CHOMEURS EN 1991
(en % sur 95 chômeurs recensés)

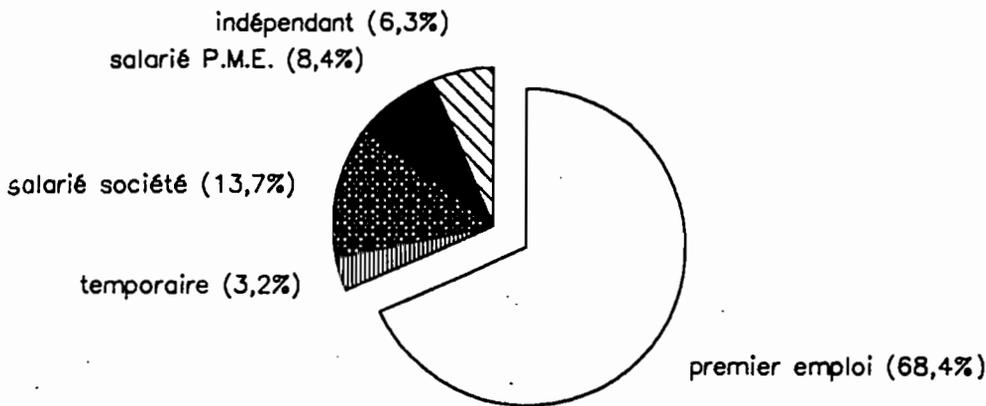
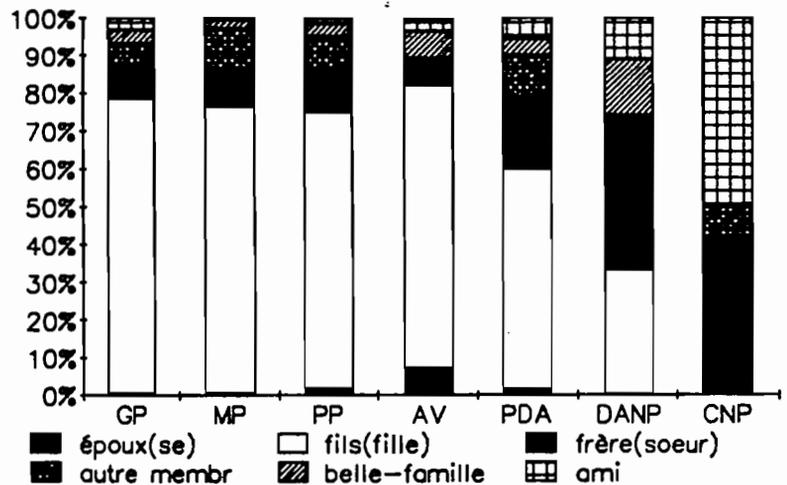


Fig B.5
RELATION VILLE-CAMPAGNE
TYPE DE PARENT-AMIS/CLASSES DE CM



déseparés et ont parfois conduit certains d'entre eux à les abandonner provisoirement. La source protéique principale reste le poisson sec (le bifaga) qui est consommé en moyenne une fois par semaine.

La plupart des cultures vivrières non consommées sont commercialisées par les femmes sur le marché local de Bafou ou dans les villes avoisinantes (Dschang, Bafoussan,...). Les hommes réservent une partie de leur temps aux activités non-agricoles afin de couvrir les dépenses incompressibles de santé et de scolarité (apprentissage compris) du ménage.

III.B.3 - Les principaux postes de dépense

Situé en marge du système de sécurité sociale, le paysan doit faire face à des frais de santé "de première nécessité" importants dans la mesure où le nombre de personnes à sa charge est élevé et ces hautes terres sont propices aux maladies parasitaires et pulmonaires.

Jusqu'à ces dernières années, le planteur avait indifféremment recours aux guérisseurs traditionnels ou à la médecine moderne; la baisse des revenus familiaux depuis 1989 a, de fait, rendu impossible sinon improbable, pour les familles les plus démunies, consultations au dispensaire et achats de médicaments. Malgré tout, certains font plus confiance aux centres de santé publics pour soigner leurs enfants.

Après la santé, le paysan va penser à assurer "ses vieux jours" en envoyant ses enfants à l'école. Il espère toujours une "rente retraite" si certains réussissent. Aussi malgré le prix de l'écolage, la plupart des enfants vont à l'école si l'on s'en tient au nombre d'enfants scolarisés, près des trois-quarts des personnes à charge (Figure B.3). Le phénomène de déscolarisation est encore limité: les premières victimes sont les filles qui sont contraintes d'arrêter l'école après le CEPE, certificat d'études primaires élémentaires (qui sont susceptibles d'aider leurs frères à poursuivre leurs études au moyen de la dot) et les élèves médiocres.

Parmi ces scolarisés, sont comptés les jeunes en cours d'apprentissage (formation elle-même payante). Ces apprentissages semblent être une alternative aux longues études coûteuses, ils permettent d'acquérir une formation rapide (1 ans) qui sera peut-être mieux valorisée sur le marché du travail.

Hélas, parallèlement, le nombre des "sans-emplois" à charge augmente dans les familles, l'école produisant de plus en plus de chômeurs diplômés, à la recherche d'un premier emploi, soit 8% des personnes à charge dont 42% d'entre eux sont restés au village. (Voir Figure B.4)

Le prestige social joue un rôle important dans la société traditionnelle. La taille de la famille et, pour corollaire, le nombre d'enfants sont l'un des premiers signes de richesse. Un "grand" pour un nombre significatif d'enquêtés est "un homme ayant au moins trois femmes et quinze enfants"! De manière plus

prosaïque, les signes extérieurs de richesse, visibles au coeur même de la concession (tels que taille et qualité de l'habitat, moyens de locomotion, appareils électro-ménagers,...) participent également à cette quête de reconnaissance sociale et possèdent une fonction emblématique certaine.

Le terme de "famille africaine" trouve toute sa signification dans la réalité quotidienne. Rares sont les chefs de ménage qui n'entretiennent pas de relations suivies avec des parents ou amis en ville. La fréquence des visites comme la nature des biens et services échangés semblent directement liés à l'importance des revenus et par voie de conséquence de la descendance. Près de 82 % des personnes en ville sont leurs propres enfants ou des frères et soeurs encore à charge (Figure B.5). Les double-actifs, dont les ressources sont plus importantes, peuvent se permettre d'entretenir des relations avec d'autres membres de la famille ou des amis.

Les agriculteurs vivriers semblent le plus pratiquer la double activité ville-campagne, vu le pourcentage d'époux ou épouses en ville. Quant aux chômeurs, de leur séjour en ville, ils ont gardé un réseau de relations différent comportant des amis, des frères et soeurs, susceptibles de les aider à la recherche d'un premier emploi ou de les héberger. La ville constitue alors un soutien financier. (Figure B.5).

Près de 61% des échanges et des visites dépassent le cadre étroit du plateau bamiléké. C'est avec les villes distantes de 100 à 500 kilomètres, principalement Douala et Yaoundé, que les relations sont les plus nombreuses et les plus suivies (2/3 des personnes se retrouvent près de 2 fois par mois). L'éloignement n'est donc pas un handicap majeur, puisque les gens de l'Ouest ont l'habitude d'utiliser taxi-brousses et bus de compagnies privées (Ménoua Lines, Etoile Voyages, Erko, Fany Voyages,...) qui sillonnent fréquemment les grands axes.

III.C - LES RESSOURCES ECONOMIQUES

Les problèmes de trésorerie des ménages ne datent pas d'hier, puisque la baisse du pouvoir d'achat a été constante depuis 1960 (en francs constants). Cette baisse résulte à la fois de l'augmentation du prix des produits de première nécessité (savon, huile, pétrole, poisson, viande, vêtements...) et de l'ajustement à la baisse des prix des produits agricoles locaux, compte tenu de l'arrivée sur le marché de la demande d'une clientèle jeune, sous-employée voire sans emploi...

Pour faire face aux charges sociales de santé et de scolarité -les deux postes prioritaires de dépense- les ménages cherchent à intensifier ou à diversifier leurs activités économiques productives. Pour des dépenses imprévues (maladie, deuil,...) ou annuelle (frais d'écolage), les chefs de ménage ont souvent recours au crédit, malheureusement pas accessible à tous. Les ménages à faibles ressources doivent réduire leurs dépenses de manière drastique pour parer au plus pressé: la scolarité est la première touchée ("je recours aux livres au poteau!", "les filles abandonnent l'école"..) avec la santé ("j'ai recours aux traitement indigène").

Fig C.1
MOYENNES DES RECETTES ANNUELLES
PAR CLASSE DE CM EN 1990

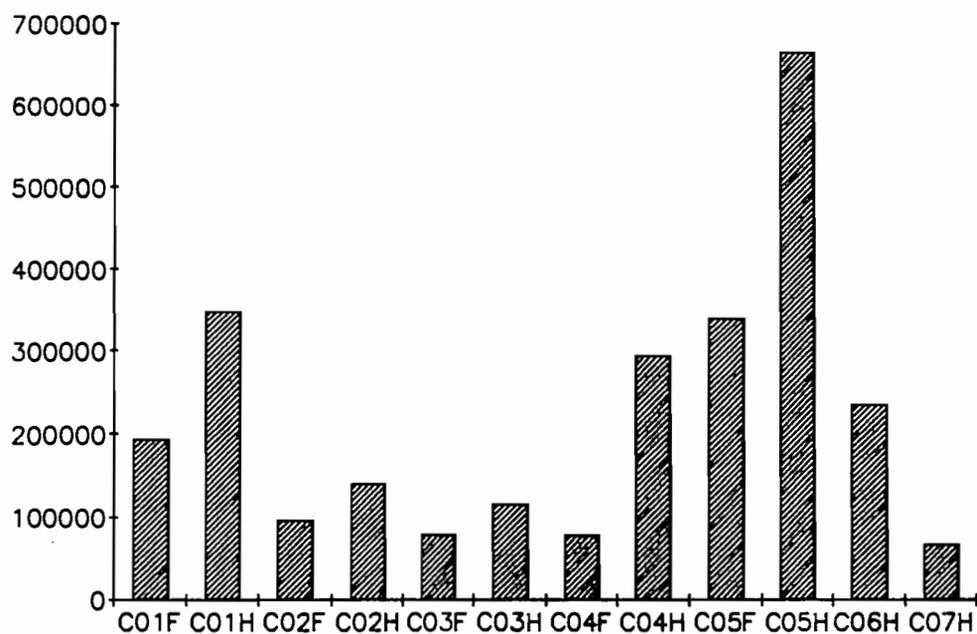
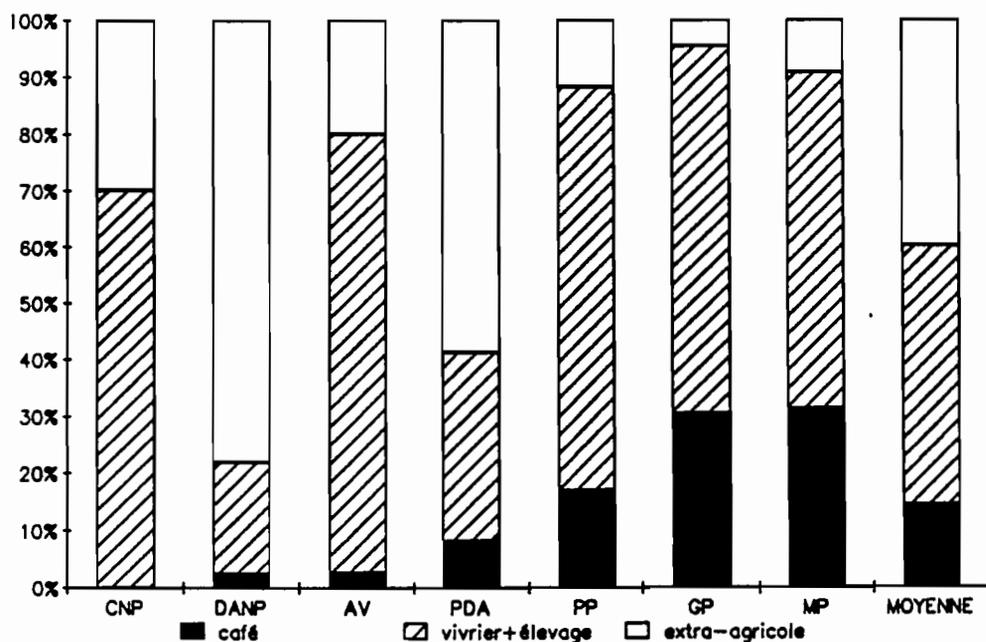


Fig C.2
STRUCTURE DES RECETTES FAMILIALES
POUR L'ANNEE 1990 (335 ménages en %)



III.C.1 - L'échelle des revenus

Raisonnement en termes de revenus moyens n'a pas grande signification, quant on sait que le revenu moyen entre les petits planteurs hommes et les planteurs double-actifs hommes est multiplié par sept (Figure C.1). Néanmoins, plus d'un planteur sur deux de notre échantillon a des recettes inférieures à 137000 francs cfa pour l'année 1990. Si l'on se réfère au nombre moyen de personnes à charge -soit 5,04 personnes dont 70% en moyenne sont des scolaires- et aux frais de scolarité par enfant, évalué à 20000 fcfa/an environ, cela représente peu de chose. Il ne reste plus qu'environ 66400 fcfa par an pour couvrir les charges d'exploitation et les dépenses ménagères courantes du ménage (savon, huile, frais de santé...).

Les petits et moyens planteurs sont les deux catégories sociales ayant le plus souffert de la baisse du prix unitaire du café payé au producteur (rappelons que le prix a chuté de 47% entre 1988 et 1989!). Ces deux sous-populations ont subi de plein fouet cette chute brutale des prix sans pouvoir remédier à cette perte subite de pouvoir d'achat. Si les petits planteurs n'ont, en moyenne, qu'une personne à charge, les moyens planteurs ont près de 5 à 6 "bouches à nourrir". L'âge avancé de ces chefs de ménage explique l'attitude apparente de résignation face à la crise. De plus, les jeunes héritiers n'ont, ni le capital nécessaire pour régénérer la plantation (a fortiori pour l'étendre), ni la foi en cette culture.

A l'opposé, les double-actifs occupent une place privilégiée dans l'échelle des revenus. La pratique d'une double activité (artisanat, petit commerce, salariat, ...) assure des rentrées d'argent conséquentes, aujourd'hui largement supérieures à celles du café. Elle fournit 60% des rentrées d'argent chez les planteurs double-actifs, contre à peine 10% pour le café et 30% pour les activités agricoles (café exclu) dont l'élevage, bien qu'en récession, face aux épidémies de peste est un secteur privilégié (Figure C.2). Cette réussite marque certainement la fin de la suprématie économique des grands planteurs.

Les agriculteurs vivriers et les grands planteurs ont des recettes annuelles et des charges familiales équivalentes. On ne pourra donc expliquer le meilleur niveau d'équipement en biens durables des premiers par de moindres dépenses. Certes, le petit nombre de maraîchers purs enquêtés ne permet pas de tirer des conclusions hâtives, mais il semble que ces deux sous-populations aient des stratégies d'investissement opposées: les grands planteurs préférant placer une partie de leur trésorerie dans les tontines, alors que les maraîchers essaient de reproduire un mode de vie urbain, souvenir de leur passage en ville.

Ainsi les maraîchers et les planteurs double-actifs sont bien les nouveaux "grands" en milieu rural: les signes extérieurs de richesse tels que la télévision, la voiture ou la moto sont là pour en témoigner. Il n'en reste pas moins que le niveau d'équipement des ménages ruraux de Bafou n'est pas négligeable et l'on peut penser que l'argent du café y est pour quelque chose, participant au phénomène plus général de modernisation des campagnes.

Fig C.3
DESTINATION DES EMPRUNTS (1986-1991)
(EN % SUR 541 EMPRUNTS REALISES)

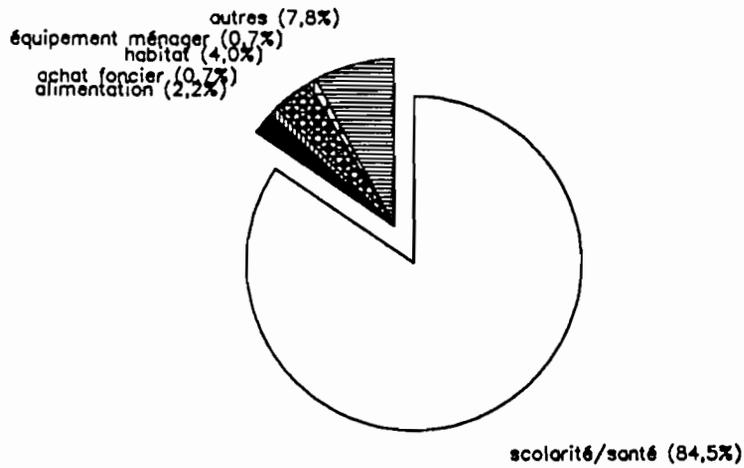


Fig C.4
ORIGINE DES EMPRUNTS (1986-1991)
(EN % SUR 541 EMPRUNTS)

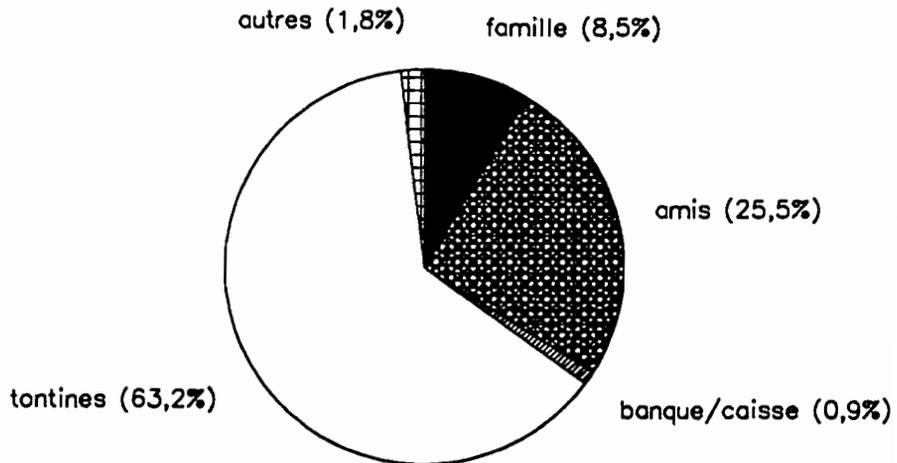
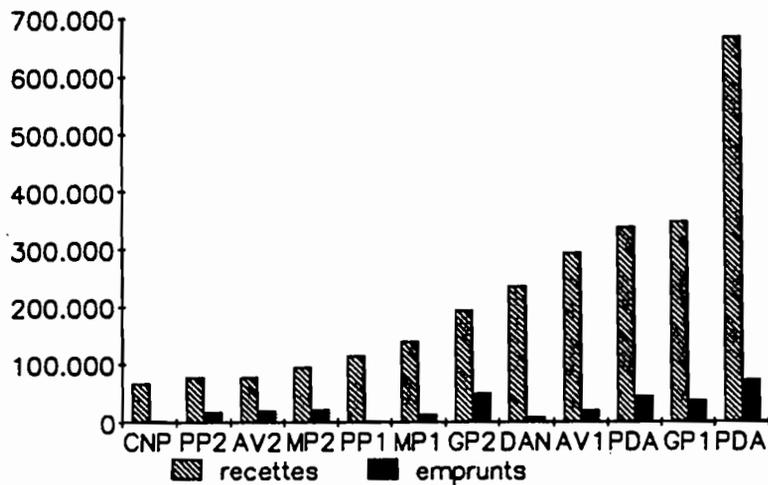


Fig C.5
RECETTES ET EMPRUNTS MOYENS EN 1990
PAR TYPE DE MENAGE



Les écarts de revenus entre homme et femme chefs de ménage sont considérables et même multipliés par trois pour la classe des agriculteurs vivriers. Pour cette dernière classe, alors que les hommes pratiquent davantage les cultures maraichères, les femmes accordent une place grandissante aux tubercules. Pour les autres classes sociales, cette disparité monétaire doit être relativisée, puisqu'elle est en relation avec le nombre d'unités de production présentes dans l'exploitation. Comment comparer les recettes d'un ménage polygamique comptant plusieurs cellules familiales qui sont autant d'unités de production à celles d'une veuve détenant une seule de ces unités de production!

III.C.2 - La pratique du crédit

Loin de réduire le nombre et le montant des emprunts, on peut penser que la crise conduit certains ménages à s'endetter plus que d'autres pour faire face aux différentes charges familiales, notamment de scolarité et de santé (Figure C.3).

Ce sont auprès des tontines qu'ont lieu la plupart des emprunts comme le montre la figure C.4 (63% des emprunts totaux entre 1986 et 1991 pour les 541 emprunts réalisés par les 349 enquêtés). Les taux de cotisation pratiqués dans les tontines, fonction des capacités de chaque adhérent, permettent à chacun d'y participer même si les taux de remboursement semblent parfois élevés. Cette épargne est facilement mobilisable en cas de besoin (maladie, décès...). Elles remplacent donc un crédit rural inexistant qui reste à organiser, un des projets prioritaires cité par les notables. L'importance des relations entretenues par le chef de ménage ouvre également des possibilités de crédit, en raison de la nécessité d'être parrainé pour adhérer à une tontine. De plus, le montant des emprunts réalisés est étroitement lié à la confiance entre les adhérents et donc à la régularité de la cotisation versée par l'adhérent.

Enfin, pour certains ménages de chômeurs et de petits planteurs les aides des parents et des amis constituent souvent le seul soutien financier, l'irrégularité et la faiblesse de leurs revenus leur interdisant l'accès aux tontines.

Quant à l'accès au crédit bancaire, il est réservé à une minorité de gens qui peuvent apporter la garantie de revenus réguliers et suffisants sous réserve de connaître les formalités nécessaires à l'établissement d'un dossier de crédit. Ce sont bien des circuits financiers parallèles ou informels qui assurent la quasi-totalité de l'emprunt en milieu rural.

Ceux sont les planteurs double-actifs aux plus fortes recettes qui empruntent le plus en valeur absolue, alors que les chômeurs, dont les recettes ne dépassent pas 100000 francs cfa n'ont pratiquement pas accès aux emprunts (Figure C.5).

On a constaté qu'il existait une forte corrélation entre nombre de personnes à charge et montant des emprunts et des recettes (voir figures C.6 et C.7), plus de 7 personnes pour les grands planteurs, près de 5,5 pour les moyens et à peine 1 pour les petits planteurs. Cette constatation n'a rien d'étonnant, puisque la polygamie, bon indicateur de la richesse des ménages, est elle-même étroitement liée au niveau des revenus. Le nombre de

FIG C.6
RELATION ENTRE LE NOMBRE DE PERSONNES
A CHARGE ET LES RECETTES EN 1990

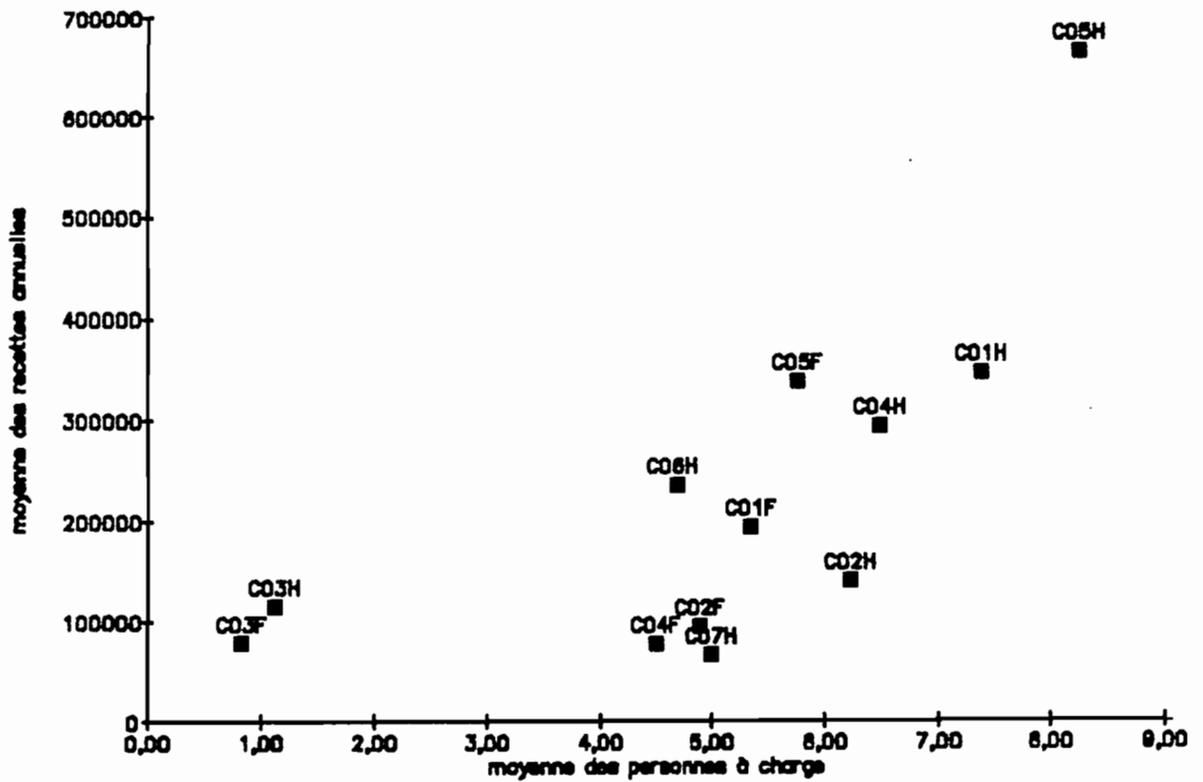
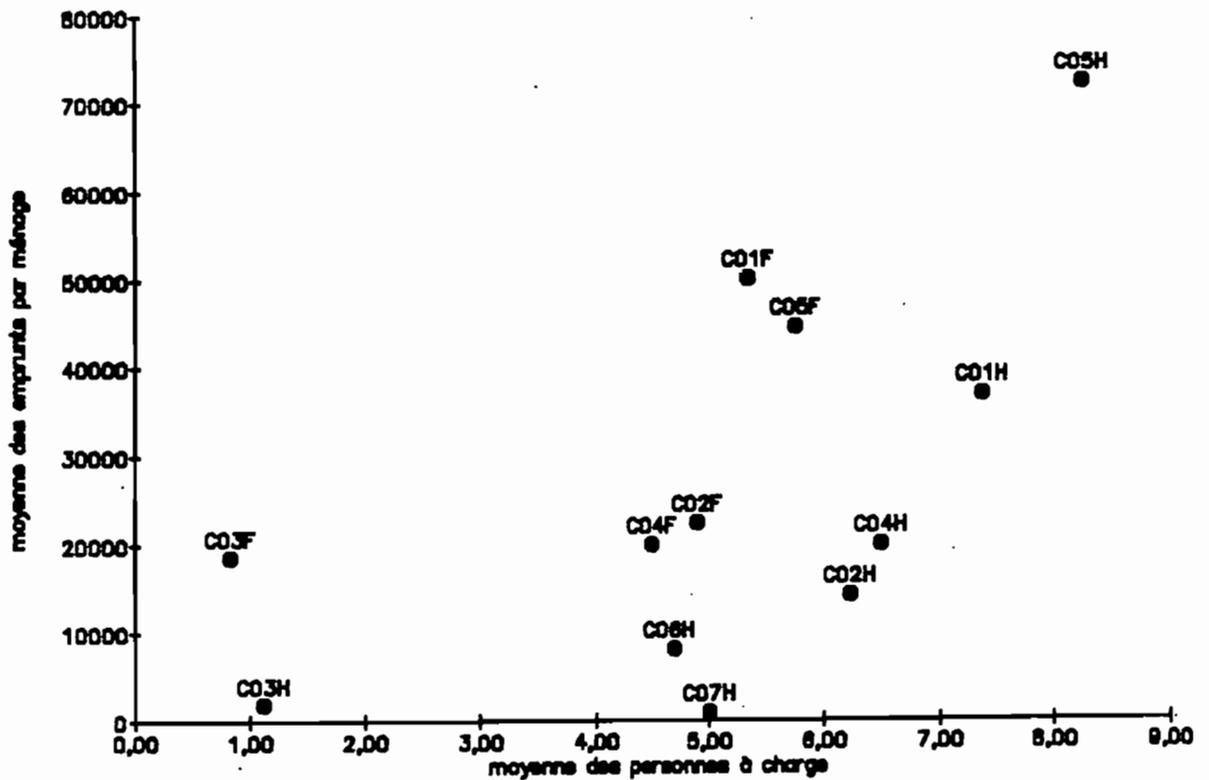


FIG C.7
RELATION ENTRE LE NOMBRE DE PERSONNES
A CHARGE ET LES EMPRUNTS EN 1990

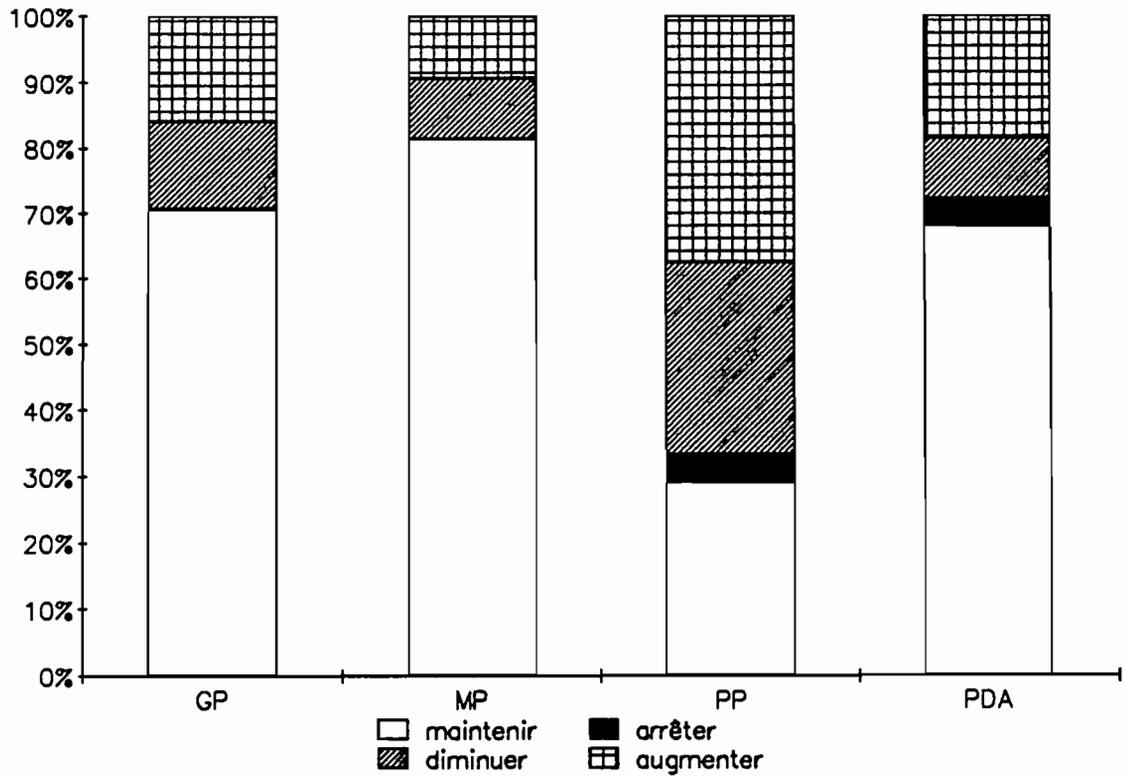


personnes à charge des planteurs double-actifs, proportionnellement moins élevé, malgré des recettes deux fois plus importantes en moyenne que celles des grands planteurs pour l'année 1990, n'explique pas le montant élevé des emprunts contractés. Ces derniers auraient une autre stratégie d'emprunt spéculative (investissement dans l'immobilier ou le transport..).

Alors que les chefs de ménage masculins ont emprunté, en 1990, environ un dixième de leur recette annuelle, les chefs de ménage féminins ont emprunté un quart de leur recette et semblent, de ce fait, plus endettées. A première vue, il semblerait que "les hommes aient des stratégies financières à risque limité ou contenu", soit parce que leurs faibles revenus ne leur permettent pas d'emprunter (chômeur, petit planteur), soit parce que leurs rentrées d'argent les mettent à l'abri des besoins les plus pressants (grand planteur, maraîcher, planteur double-actif). Un des éléments de réponses probables à cette disparité d'endettement entre homme et femme est à rechercher dans le nombre de personnes supportant réellement les charges familiales au sein du ménage. Alors qu'une veuve est seule à supporter les dépenses, un mari peut compter sur le soutien financier de ses épouses, un nombre grandissant de femmes participant, au moins partiellement, pour les frais de scolarité de leurs enfants.

Le comportement différencié des ménages selon la catégorie sociale à laquelle ils appartiennent vis-à-vis de la pratique des emprunts laisse percevoir des stratégies différentes quant à la conduite du café dans le proche avenir.

Fig D.1
COMPOTEMENT DIFFERENCIE DES PLANTEURS
SUR L'AVENIR DE LA CAFEICULTURE (1991)



III.D - QUEL AVENIR POUR LE CAFE ?

III.D.1 _ "Que compez-vous faire de votre café?"

Face à la chute du prix unitaire du café et les mauvaises perspectives du marché à moyen terme, on pourrait s'attendre à ce que les planteurs envisagent, dès à présent d'abandonner le café. Or, cette première enquête montre qu'il n'en est rien: à peine 2% des planteurs pensent véritablement arrêter la caféiculture, les femmes étant plus attachées que les hommes à maintenir cette culture, soit 80% de femmes pour 66% d'hommes. Plus surprenant encore, près de 17% d'entre eux - presque deux fois plus d'hommes que de femmes - comptent augmenter la taille de leur plantation (Figure D.1).

Ce ne sont pas les exploitations dans lesquelles le café a une place centrale qui pensent arrêter en premier lieu, mais plutôt celles pour lesquelles il a déjà une place marginale en termes de revenus, c'est-à-dire les exploitations des petits planteurs et celles des planteurs

double-actifs. Il serait bon de vérifier si les double-actifs qui déclarent vouloir arrêter le café ont une petite plantation ou non. Quoiqu'il en soit, ceci traduit nettement le désintérêt des jeunes et des femmes pour une activité peu rémunératrice, pour laquelle aucune embellie ne semble pouvoir se dessiner à court terme.

"Le cas des petits planteurs mérite d'être approfondi, dans la mesure où ils constituent la classe de tous les dangers". En effet, bien qu'ayant rarement d'activité extra-agricole sur laquelle se rabattre, souvent à l'étroit sur leurs terres, et sans main d'oeuvre familiale suffisante pour développer des cultures commerciales, maraîchères ou vivrières, les petits planteurs n'ont pourtant pas de véritable solution alternative au café. Mais de telles plantations ont-elles un avenir quand on sait que la majorité de ces planteurs atteignant l'âge de la retraite n'envisagent guère de renouveler leurs plants de café et qu'au moins quatre ans sont nécessaires pour arriver à maturité. De plus, les premiers travaux pour la replantation (défrichage, déssouchage, labour, piquetage et trouaison...) nécessitent une main d'oeuvre extérieure, ce qui n'est pas envisageable du point de vue financier.

Parmi ceux qui souhaitent augmenter, on retrouve les deux mêmes catégories de planteurs double-actifs et de petits planteurs. Ce sont surtout les petits planteurs femmes, ayant hérité des parcelles de café du mari décédé, qui souhaitent agrandir leur plantation pour répondre aux besoins familiaux, puisqu'elles n'ont généralement pas les fonds nécessaires ni l'opportunité pour commencer une autre activité. A l'opposé, on peut supposer que les planteurs double-actifs ont des recettes extérieures suffisantes pour couvrir les frais courants et souhaitent à présent constituer une petite épargne sur pied.

Même, si "pour des raisons affectives et historiques" (place centrale du café dans le système agraire depuis 1950), les moyens et les grands planteurs ont quelques réticences à arracher leurs pieds de café, cela ne signifie pas pour autant qu'ils maintiendront un niveau élevé de production.

Fig D.2
COMPORTEMENTS DES PLANTEURS EN 1991
FACE A L'AUGMENTATION DU PRIX-ENGRAIS

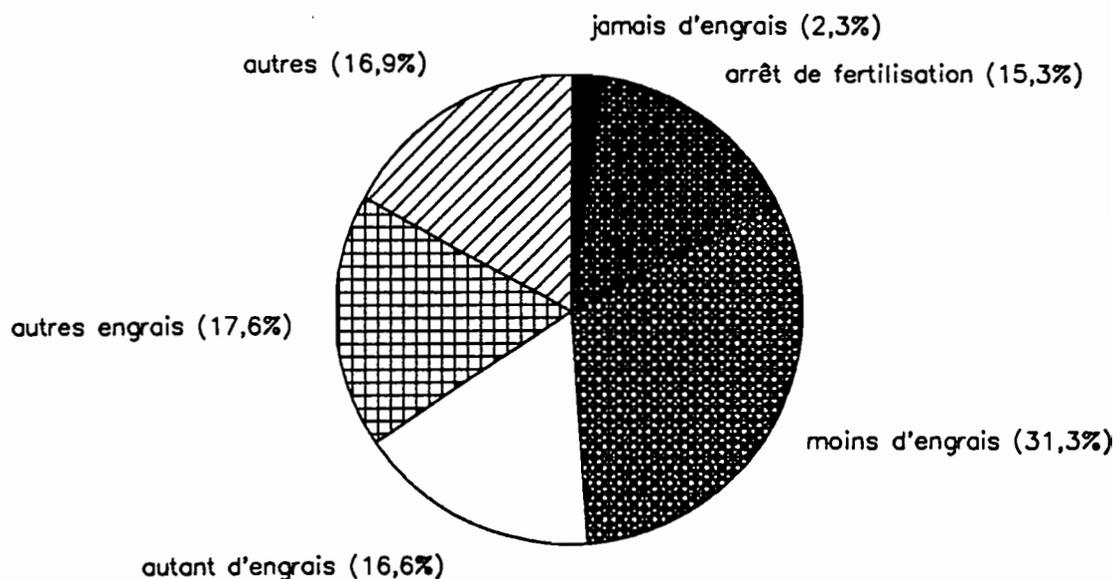
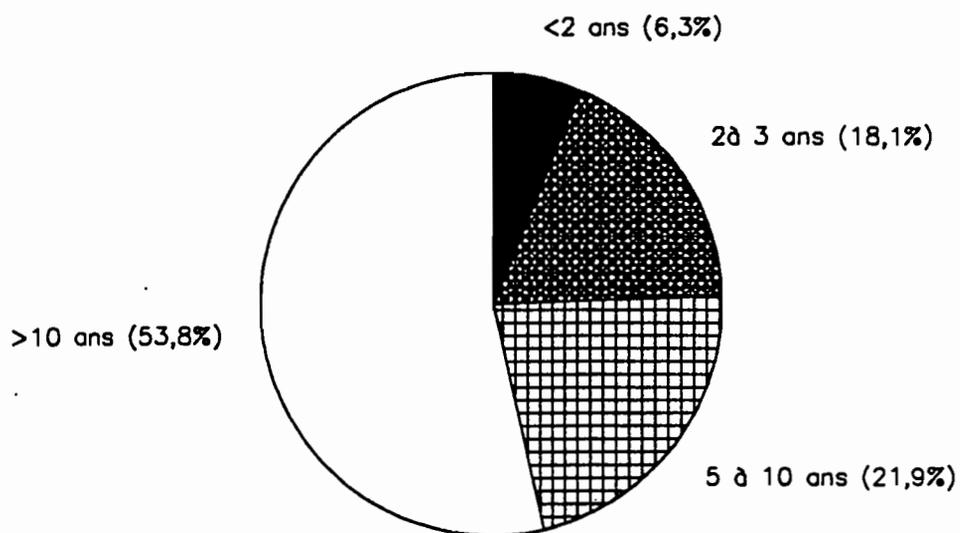


Fig D.3
ANCIENNETE DE L'ACTIVITE NON-AGRICOLE
(EN % SUR 160 ACTIFS EN 1991)



III.D.2 - Comportements différenciés des planteurs face à la nouvelle politique de désubventionnement des engrais.

Face à une éventuelle augmentation des engrais (la CAPLAME ayant jusqu'à ces dernières années gardé une politique de subvention aux engrais en contradiction avec l'évolution actuelle des prix sur le marché), les planteurs, quelque soit la taille de leur plantation, semblent modifier leurs pratiques de fertilisation. Près d'un planteur sur deux répercuterait directement une augmentation du prix des engrais sur la fertilisation de sa caféière en diminuant ou en arrêtant les apports en fertilisants (Figure D.2). "Là encore, les femmes seraient moins prêtes à maintenir la fertilisation à son niveau actuel, puisque 60% d'entre elles souhaitent la diminuer".

D'ores et déjà, des soins à la caféière, jugés trop coûteux ont été abandonnés. Les opérations techniques de taille et d'égourmandage, par exemple, généralement confiées à une main d'oeuvre temporaire, sont effectuées par le planteur; et l'arrêt de la distribution gratuite de produits de traitement aboutit le plus souvent à une dégradation de la protection sanitaire de la plantation. Il suffit d'observer l'état des caféières à proximité des concessions: envahissement par les mauvaises herbes, jaunissement des feuilles ...

A l'inverse, un exploitant sur quatre envisage de remplacer les engrais chimiques par un épandage de fumure organique animale peste; les fientes de poule sont le seul substitut envisageable depuis la raréfaction du cheptel porcin. Il existe actuellement peu de substituts aux engrais industriels, car les élevages spécialisés de poules, sur lesquels pèse la menace permanente de la peste sont encore peu répandus dans la région. Il y a donc là un marché potentiel à saisir pour des sociétés ou des particuliers, un marché qui ne pourra que s'ouvrir compte tenu des perspectives sur l'évolution du prix des engrais chimiques.

On comprend d'autant mieux le refus d'investir dans la caféière que la part occupée dans les produits monétaires agricoles, à la suite de la chute brutale des cours mondiaux, est désormais accessoire (respectivement 31% en 1991 contre 71% en 1984), et sa part ne représente plus que 15% en moyenne des recettes annuelles en 1991.

III.D.3 - Des nouvelles alternatives qui se dessinent...

De fait, bon nombre de planteurs semblent avoir opté pour de nouvelles stratégies marchandes en investissant dans des activités agricoles plus productives (maraîchage) ou dans des activités "extra-agricoles" (artisanat, petit commerce, salariat,...) permettant de faire face aux principales dépenses.

Le rythme de création de ces petites activités annexes semble s'être accéléré, le quart des activités extra-agricoles recensées dans notre échantillon se sont créés durant ces trois dernières années (Voir Figure D.3). Difficile cependant de prouver que la crise y est pour quelque chose sans une étude plus approfondie.

On assiste au développement de l'artisanat, dont les membres se regroupent parfois en coopérative. Notons que la plupart, installés à leur compte, vendent directement leurs produits (objets en bois, en étain, poterie, paniers, machettes, sacs ...) sur le marché. La vente de boissons, de produits de première nécessité (savon, lampe,..) ou de cigarettes, de bonbons, de pétrole prolifèrent dans tous les quartiers de Bafou, même si les chalands sont moins nombreux. Ces activités tiennent bien souvent plus du micro-commerce de survie que d'une réelle activité commerciale. La consommation de bières - beaucoup de gens vous le diront - est un bon indicateur de la crise actuelle que traversent les planteurs: les camions des Brasseries du Cameroun sillonnent moins fréquemment les pistes de la chefferie. Les petits métiers tels que gardien de nuit, cuisinier, couturière, débroussaillieur sont très recherchés en raison de la relative sécurité financière qu'ils apportent.

Malgré les retards de salaire et l'incertitude de l'embauche, la Fonction Publique conserve tous ses attraits auprès des familles de Bafou: "on se saigne aux quatre veines" pour que le fils devienne instituteur et la fille infirmière. Les employés de la coopératives CAPLAME ou de la plantation industrielle de thé de la CDC sont loin d'être les "grands" de la catégorie des double-actifs, eu égard aux salaires versés (15000 à 20000 fcfa pour un manoeuvre). Néanmoins, un certain nombre de jeunes planteurs, relayant leurs aînés, se rendent tous les jours dans les champs de thé.

La commercialisation des produits vivriers et maraichers (macabo, taro, plantain, chou, pomme de terre, tomate) représente environ 30% des recettes moyennes annuelles des double-actifs. Les planteurs sont ainsi devenus de véritables commerçants vivriers approvisionnant les marchés urbains de la région (Dschang, Bafoussam, Mbouda), mais aussi ceux de Yaoundé et de Douala. La survie économique des ménages dépend certainement aujourd'hui des possibilités de commercialisation des produits alimentaires de base, c'est-à-dire de la qualité du réseau routier, du nombre de moyens de transport et de la taille du marché de consommation. Cette nouvelle orientation des hommes dans les cultures vivrières n'est pas sans entraîner de profondes mutations sociales qui remettent en cause la place des femmes dans le système de production agraire traditionnel. Que vont-elles devenir dans un contexte nouveau où les enjeux fonciers et monétaires, liés à l'agriculture vivrière dite "alternative" sont en germe dans les perspectives actuelles?

A côté, s'intensifient ou se développent des activités agricoles originales. Alors que certains planteurs introduisent l'eucalyptus, d'autres augmentent les raphiales ou encore les palmiers à huile. L'eucalyptus est appelé à servir dans plusieurs domaines: il est utilisé pour le bois de chauffage, pour le charbon, et les toitures de maison. Quant au palmier à huile, il sert à l'approvisionnement en huile de palme, ses feuilles pouvant être utilisées pour la fabrication de balais et de bois de chauffage.

Malgré les récentes épidémies de peste qui ont quelque peu appauvri le cheptel porcin et celui des volailles, le maintien d'un petit élevage de chèvres ou de volailles assure des petites rentrées d'argent et constitue un appoint alimentaire de nature protéique non négligeable.

Si aucune catégorie ne déclare ouvertement son intention d'abandonner sa caféière par crainte de représailles administratives ou jusqu'ici par la politique de subvention aux engrais conduite dans la région, de nombreux planteurs mettent leur plantation "en veilleuse" et consacrent leurs efforts à développer des cultures alternatives ou des activités extra-agricoles. La reprise des transactions foncières ces trois dernières années pourrait signifier un début de décapitalisation et le souhait d'investir dans d'autres secteurs d'activités. A travers ces initiatives, nous découvrons l'extraordinaire créativité des planteurs qui mettent leur imagination "au service de la conjoncture".

L'arabiculture est à la croisée des chemins: la crise récente que traverse cette économie de plantation peut aussi bien signifier son déclin définitif qu'un simple repli provisoire en attendant des jours meilleurs. L'avenir du café est donc difficile à prédire, même dans un marc de café!

Les paysans réagissent différemment selon la place de la culture d'exportation dans l'exploitation. Les réactions les plus significatives paraissent être celles des groupes de planteurs exclusifs et des planteurs double-actifs. Leurs formes de refus et de rupture, avec un modèle de production qui les a conduit à une faillite déguisée, sont les plus vives. On voit ainsi progressivement se mettre en place des alternatives paysannes à la crise.

Les moyens et les petits planteurs, malgré leur souhait de maintenir leur plantation, risquent d'être amenés à réviser, d'ici peu, leur stratégie, devant l'impossibilité d'entretenir leur caféière. Le manque de produits phytosanitaires entraîne un renforcement des attaques parasitaires, une baisse de qualité des graines et conduit irrémédiablement au déclin de cette culture.

Les réactions et les stratégies d'adaptation des planteurs, encore tracées en pointillé, montrent toutefois le dynamisme et la créativité dont ils font preuve. Ce phénomène de diversification des activités marchandes, maintes fois relevé, semble irréversible et va sans doute encore renforcer l'intégration monétaire des planteurs et les relations ville-campagne. Nul doute qu'il risque également d'accentuer les disparités de niveau de vie déjà importantes et créer de nouvelles hiérarchies sociales. La crise du café et les ajustements qu'elle rend nécessaire, peuvent déboucher sur de nouveaux déséquilibres.

A l'issu de ce travail, on peut se demander pour combien de temps encore le café conservera-t-il sa place centrale dans le système de production? Ne risque-t-il pas, à terme, d'être détrôné par les cultures vivrières qui trouvent "preneurs" sur les marchés nationaux? La mémoire des années "fastes" suffira-t-elle à le maintenir, quant on sait qu'il ne représente plus que 30% des recettes moyennes annuelles des planteurs purs et 13% de celles des planteurs double-actifs? Et si l'UCCAO, coopérative régionale disposant du monopole de la collecte et de la commercialisation du café jusqu'au marché international, a pu stabiliser pendant quelque temps les prix au producteur ou écoulé une production

largement en-dessous des normes de qualité, elle ne dispose plus des moyens financiers de le faire. Tout dépend, en fait, de sa capacité à se transformer en véritable "organisation paysanne" dans le contexte de l'ouverture politique en cours et de la concurrence à venir et à sensibiliser ses adhérents aux contraintes du marché international. Rude tâche s'il en est.

Certes, la café bénéficie encore d'un large intérêt de la part des planteurs plus pour des raisons locales (marquage du foncier, accès aux engrais subventionnés, garantie pour des prêts) que pour ses apports en liquidités, mais ses jours sont comptés. On ne peut pas demander à des planteurs de maintenir cette culture en l'état, quand le prix des produits de première nécessité ont augmenté de manière considérable. La tendance qui se dessine devrait faire réfléchir les financiers internationaux sur le bien fondé d'une politique de désubventionnement des engrais, bien qu'elle soit incontournable dans l'état actuel des finances du pays, mais qui conduit, ipso facto, à une dégradation des sols dans une région très peuplée pratiquant une culture intensive continue, exemple exceptionnel en Afrique au sud du Sahara.

CONCLUSION

Dans un contexte de crise de l'agriculture d'exportation et des capacités d'intervention de l'Etat comme développeur ou régulateur de l'économie et du social, le projet OCISCA s'est proposé d'observer les répercussions socio-économiques de l'effondrement du cadre global de référence sur les conditions de vie des planteurs et la manière dont ils réagissent. Une des préoccupations de l'étude a été d'examiner la crise "sur le terrain" en tenant compte du point de vue des agents économiques de base, et ce à l'aide d'un questionnaire semi-ouvert et de "récits de vie" pluridisciplinaires permettant de saisir les réactions sur le vif. A côté des déclarations de principe des experts, des décideurs politiques ou financiers et des élites urbaines, il était important de pouvoir appréhender le quotidien des planteurs tel qu'il est vécu. Ceci a été toutefois déformé et interprété au travers de la représentation que s'en sont faites deux équipes de jeunes chercheurs camerounais obnubilés par leur propre situation au sein de l'appareil d'Etat. Tels étaient les objectifs d'un projet mettant au coeur de sa problématique le "partenariat", condition indispensable à la prise en charge par les nationaux d'une recherche finalisée les impliquant totalement.

L'une des questions cruciales que pose ce travail - entre autres-, est de savoir pour combien de temps les cultures d'exportation conserveront-t-elles leur place centrale dans le système de production? La libéralisation de la commercialisation va-t-elle servir à redynamiser le secteur ou à simplement apurer les comptes de l'Etat? En d'autres termes, la crise des cultures d'exportation devenant cultures spéculatives après avoir été de rente renvoie nécessairement à une crise plus profonde de l'Etat, imprécis sur les mesures techniques à prendre, indécis quant à la philosophie politique à adopter pour revivifier cette filière et soumis aux seuls impératifs comptables.

Les conclusions extraites de la première analyse des enquêtes permettent de brosser à grands traits le nouveau paysage socio-économique d'un milieu de plantation. Ceci rejoint les préoccupations de la Banque Mondiale soucieuse des conséquences sociales de l'ajustement en milieu politiquement "sensible" sans en partager les a-priori implicites. Le retour aux "lois du marché" dans une situation catastrophique oblige chacun à "prendre le pouls" sur ce qui se passe chez les acteurs sociaux "du bas". Et d'essayer d'en tenir compte dans les nouvelles politiques économiques visant à reconstituer les capacités de remboursement d'Etats africains à la dérive sous peine de déboucher sur des perspectives "à la libérienne".

Ainsi, on voit qu'il n'est pas nécessaire de disposer d'une multitude d'informations statistiques, issues d'un très grand nombre d'enquêtes pour conduire une politique économique et sociale. Il faut pouvoir disposer d'indicateurs de tendance sur

ANNEXES

- ANNEXE 1 - Carte du Cameroun au 1/5000000
- ANNEXE 2 - La région de Bafou (Ouest Cameroun)
- ANNEXE 3 - La région de la lékié
- ANNEXE 4 - Questionnaire OCISCA (CUDs-ISH-ORSTOM),
(1990/1991)
- ANNEXE 5 - Guide d'Enquête OCISCA: phase I (Ménoua)

ANNEXE 1

CARTE DU CAMEROUN AU 1/5000000

CAMEROUN

Echelle 1 : 5.000.000

Scale 1 : 5.000.000

Km 50 0 100 200 Km

- Capitale d'Etat ■
- Chef lieu de Province ○
- Chef lieu de Département ●
- Frontière internationale +++++
- Limite entre Provinces ---
- Route principale —
- Route secondaire - - -
- Croisement de fer =
- Frontière de lacs □
- Courant ~
- Forêt Saurane ▨



ANNEXE 2

LA REGION DE BAFOU (OUEST CAMEROUN)

La région de Bafou (Ouest Cameroun)

Bafou est une des plus importantes chefferies de l'Ouest Cameroun. Située à quelques kilomètres de Dschang, elle s'étire dans le sens nord-sud sur 28 km, du sommet des Monts Bamboutos au rebord sud-ouest du plateau Bamiléké, pour une largeur de 4 à 10 km. Sur une surface de 178 km², elle rassemble une population d'environ 80 000 habitants, répartie en 90 quartiers.

1. Le milieu physique :

a) régional : le plateau Bamiléké. Ancien socle cristallin pénéplané. Relief de plateaux ondulés, de 1500 m d'altitude moyenne, partiellement recouverts d'épanchements éruptifs récents, adossés au massif volcanique des Monts Bamboutos (2750 m). Sols généralement de bonne fertilité initiale, localement épuisés par une exploitation intensive.

Climat équatorial d'altitude, du type "camerounien" : hauteur d'eau annuelle de 2000 mm, bien répartie sur 8,5 mois de saison des pluies ; remarquable régularité interannuelle de la pluviométrie ; température moyenne annuelle 20°C, sans amplitudes notables.

b) local : La chefferie Bafou, un agrosystème intensif de moyenne et haute montagne tropicale.

Bafou regroupe, du sud au nord, 4 zones écologiques différentes :

- ▶ Plateau cristallin (altitude 1400-1500 m) sur socle primaire, zone accidentée moyennement peuplée à l'extrême sud de la Chefferie. Climat doux et humide ; sols de texture grossière, chimiquement pauvres, localement érodés ou cuirassés, parfois enrichis par des cendres volcaniques. Productions dominantes : arabica, cultures vivrières d'autosubsistance (maïs, haricot, tubercules, arachide), petit élevage. Maraîchage localisé dans quelques bas-fonds. Quelques élevages bovins-ovins de nomades Mbororos.
- ▶ Plateau basaltique (même altitude) : région ondulée, anciennement et densément peuplée ; même climat que le plateau cristallin ; sols profonds sur basaltes anciens, de bonne fertilité mais souvent appauvris par une culture intensive. Productions dominantes : café arabica, cultures vivrières (maïs, tubercules, plantain) en partie exportées, petit élevage domestique.
- ▶ Piémont de Djuttitsa (1600 à 2000 m) : terrasse volcanique au relief contrasté. Zone de peuplement récent, à "faible" densité de population ; climat frais, plus ensoleillé et un peu plus sec que sur le plateau ; sols riches en bases et matière organique. Production dominante : maïs et maraîchage intensif irrigué.
- ▶ Zone d'altitude (2000 à 2750 m) : très peu habitée mais en voie de colonisation rapide. Climat frais, brumeux et humide ; prairies d'altitude sur andosols, particulièrement riches en bases et matière organique. Ancienne zone pastorale (élevage bovin-ovin) menacée par la montée des cultures (maraîchage d'altitude) et le surpâturage.

Cette chefferie constitue un véritable transect de la région et regroupe une diversité certaine de situations écologiques et sociologiques : elle est un

bon raccourci du pays Bamiléké.

2. Le milieu humain.

a) régional : l'ethnie Bamiléké se signale par un dynamisme démographique et économique certain, dont les caractères remarquables sont :

- une forte densité de population (plus de 150 habitants/km² en moyenne), dûe à un taux d'accroissement naturel élevé ;
- un important exode rural : colonisation progressive des marges du plateau bamiléké, puis des principales villes de la région ouest de Cameroun ;
- le développement, sur le plateau, d'une agriculture intensive, diversifiée (cultures vivrières, café Arabica, maraîchage, élevage), performante, mais en déséquilibre. (surexploitation des sols, forte dépendance vis-à-vis des intrants) ;
- la prise de contrôle de secteurs importants de l'économie nationale (PME, import-export, commerce de détail, transports).

L'économie régionale, fortement liée à la proche métropole de Douala, capitale économique du pays (achats d'intrants agricoles, vente de vivres), dégage d'appréciables surplus monétaires.

Les capacités d'épargne et d'autofinancement du milieu rural (et émigré) bamiléké sont certaines. Déjà gérées en partie par des "Comités de Développement" au niveau des quartiers, ces ressources pourraient être mobilisées dans des investissements plus rationnels en moyens de production et infrastructures, ou dans des actions collectives du type "organisation de groupements de producteurs".

b) local : la chefferie Bafou constitue une entité politique, linguistique et culturelle traditionnelle mais vivace, fortement structurée et divisée en 80 quartiers (communautés agraires de base constituées de lignages issus d'un même fondateur, correspondant aux villages d'autres régions d'Afrique).

Caractères remarquables :

- société hiérarchisée mais permettant une certaine mobilité sociale en fonction des capacités individuelles, donc favorisant l'esprit d'entreprise et la recherche du profit monétaire ;
- fort taux d'accroissement démographique et densité de population élevée (450 hab/km² en moyenne à Bafou) d'où un fort taux d'émigration masculine ;
- taux de scolarisation proche de 100 % ;
- âge élevé des chefs d'exploitation (55 ans en moyenne), et double-activité fréquente (la moitié des chefs d'exploitation)
- milieu rural en cours d'évolution rapide : émergence de nouveaux systèmes de production spécialisés et intensifs (maraîchage irrigué, élevage hors-sol) ; régression de la caféiculture ; généralisation de la double activité.
- étroites relations ville/campagne : un important flux de produits vivriers alimente les villes, mais les revenus tirés des activités urbaines par les émigrés sont réinvestis en partie au village dans les infrastructures (pistes, adduction d'eau, électrification, équipements sociaux, habitat, équipement agricole).

	ZONE D'ALTITUDE	PIEMONT	PLATEAU BASALTIQUE	PLATEAU GRANITIQUE
CLIMAT	froid et humide	frais, brumeux, relativement sec	doux et humide	
SUBSTRAT GEOLOGIQUE	trachyte, rhyolite	basaltes récents, trachyte	basaltes anciens	granite, gneiss, pegmatites
REPARTITION DES PENTES	pentcs fortes : 83 % - moyennes : 7 % - faibles : 10 %	pentcs fortes : 46 % - moyennes : 25 % - faibles : 30 %	pentcs fortes : 18 % - moyennes : 25 % - faibles : 57 %	pentcs fortes : 25 % - moyennes : 23 % - faibles : 52 %
TYPES DE SOLS DOMINANTS	andosols humifères	andosols humifères, sols ferrallitiques sur basalte	sols ferrallitiques sur basalte, sols ferral. à profil complexe, sols hydromorphes	sols ferral. sur roches acides localement cuirassés, sols hydromorphes
MISE EN VALEUR AGRICOLE * = localement	élevage extensif (bovins, ovins) maraîchage, CDC : thé *	maraîchage irrigué, café + cult. vivrières petit élevage	caféiculture + cult. vivrières, petit élevage traditionnel élevage hors-sol (volailles) *	caféiculture + cult. vivrières petit élevage traditionnel maraîchage de bas-fond *
DENSITE HUMAINE	très peu habitée	moyennement peuplée	très fortement peuplée	fortement peuplée

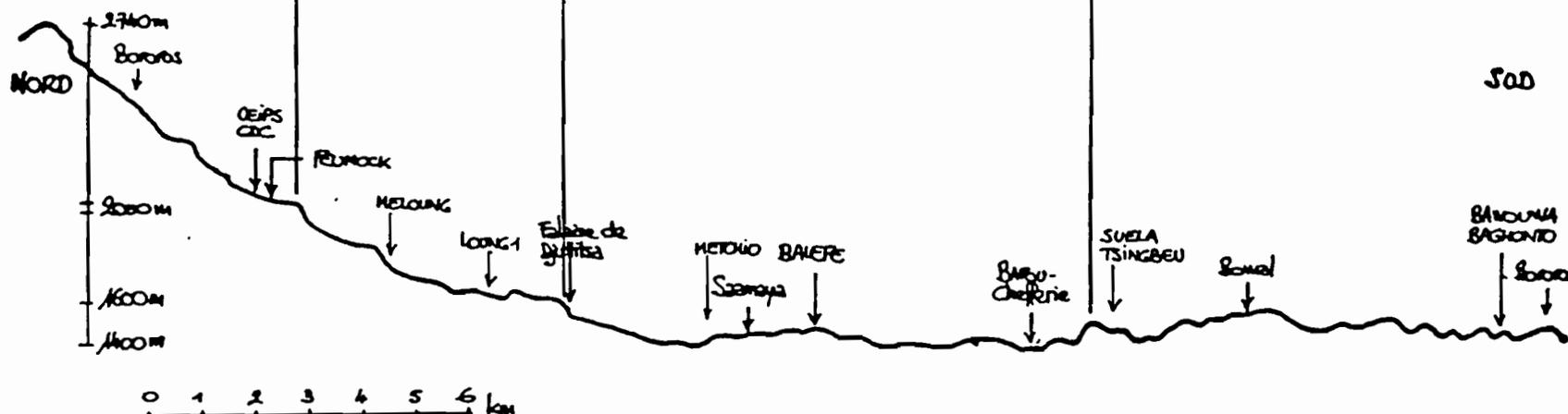
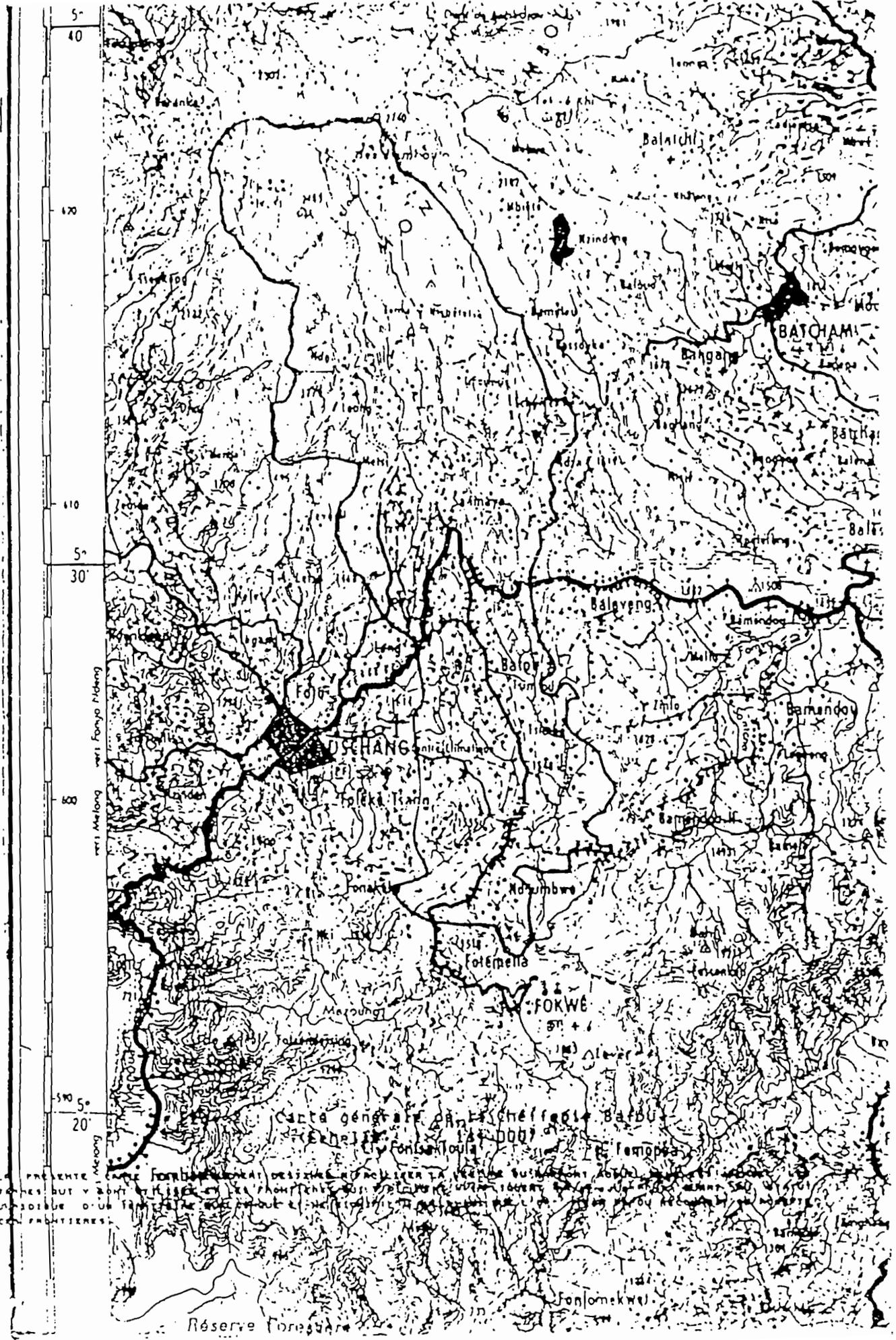


Fig. 4 (Doc. 5) : Transect Nord-Sud de la Chefferie Bafou.



vers Maribong vers Fonyo Mbong

Carte générale de l'Afrique de l'Ouest
 par le Service Géographique de l'Armée Française

La présente carte est le fruit de la coopération entre le Service Géographique de l'Armée Française et le Service Géographique de l'Armée Allemande. Elle est destinée à servir de base à la détermination des frontières et à la planification des opérations militaires. Elle ne saurait être considérée comme une œuvre d'art.

Réserve Forestière

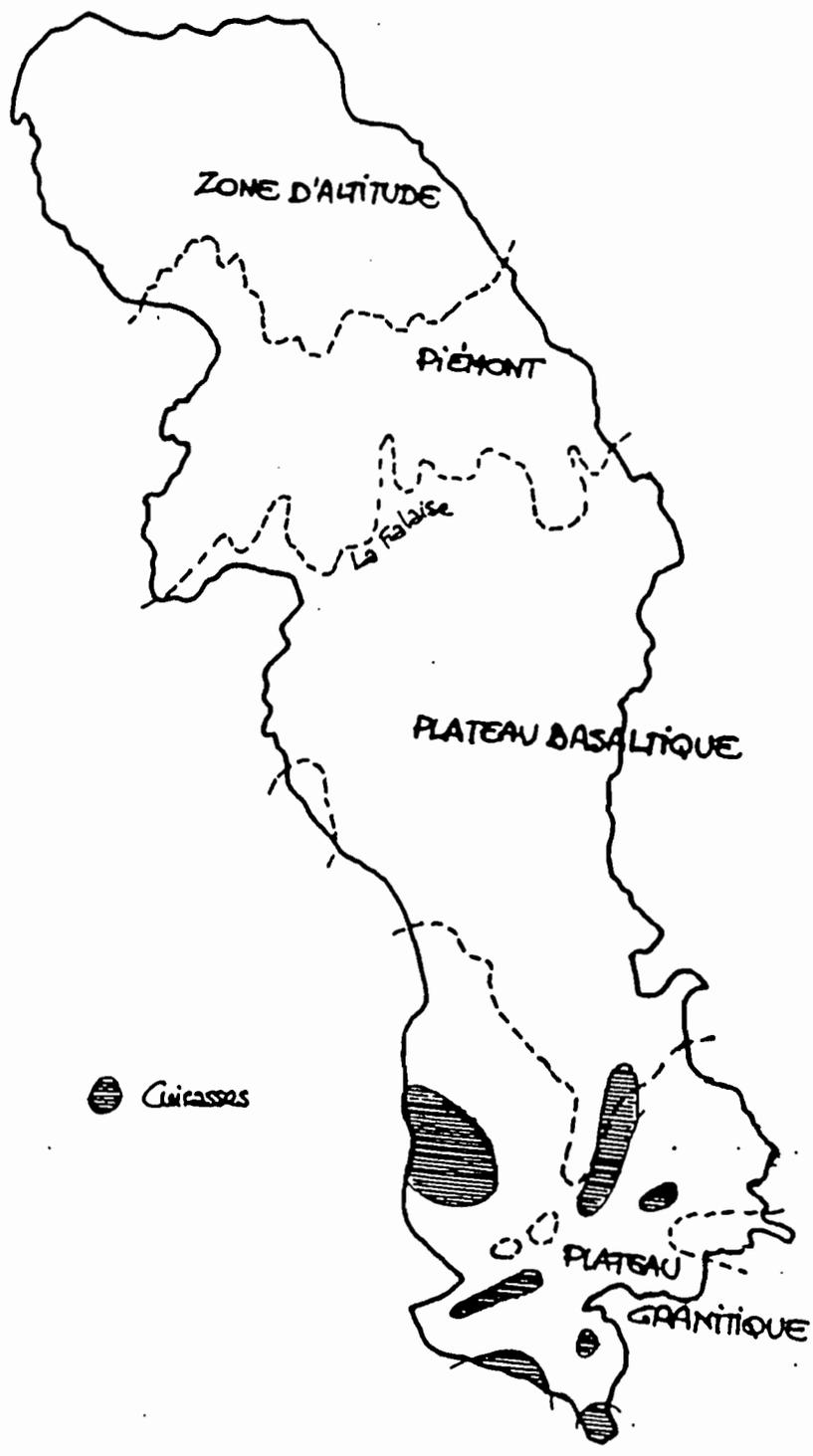


Fig. 3 (Doc. 5) : Les zones écologiques de Bafou (Echelle 1 / 140 000).

La limite inférieure de la zone d'altitude correspond à peu près à la courbe de niveau des 2000 m. La limite entre le Piémont et le plateau basaltique est la "Falaise", clairement visible sur la carte au 1/50 000, qui suit la courbe de niveau des 1700 m. La limite du plateau granitique est moins nette sur le terrain.

ANNEXE 3

LA REGION DE LA LEKIE

LA REGION DE LA LEKIE (CENTRE CAMEROUN)

La Lékié est un département rural proche de Yaoundé, dans la zone cacaoyère de la province du Centre.

MILIEU NATUREL :

Plateau Sud-Camerounais ; surface pénéplanée homogène peu accidentée, d'altitude 600 - 700m. Sols ferrallitiques rouges désaturés, profonds de fertilité originelle médiocre, souvent dégradés par une exploitation intensive.

Climat subéquatorial humide (total annuel des précipitations 1600 mm) à 2 saisons des pluies de 4 et 3 mois permettant deux saisons de culture. Végétation : forêt semi-caducifoliée très dégradée.

MILIEU HUMAIN

Peuplement ethniquement homogène (groupe Eton)
Densité rurale élevée (80 hab/km² - Important exode rural masculin vers Yaoundé.

Les systèmes de production agricole ont fortement évolué.

- Jusqu'au début du XXe siècle, agriculture itinérante sur brûlis avec longues jachères et nomadisme de l'habitat. La fixation autoritaire des populations, due à l'administration coloniale et l'introduction rapide de la cacaoculture, explique la répartition inégale des densités de population.

- Actuellement, les deux composantes des systèmes de production sont :

* une cacaoculture intensive, sur de petites plantations fortement touchée par la baisse des cours.

* une agriculture vivrière d'autosubsistance (manioc, macabo, maïs, arachide, plantain) ravitaillant en partie l'agglomération de Yaoundé.

L'économie de la Lékié est caractérisée par une forte monétarisation (vente de produits agricoles, importance du salaria marché foncier actif) et une spécialisation croissante des productions = cultures vivrières destinées à la vente, maraichage, élevages hors sol.

C'est une zone économiquement fragile à haut risque alimentaire (surplus de production relativement faible par unité de production) à cause de l'inquiétante dégradation du milieu due à une pression foncière élevée.

CARTE 4 1 DENSITE DE POPULATION

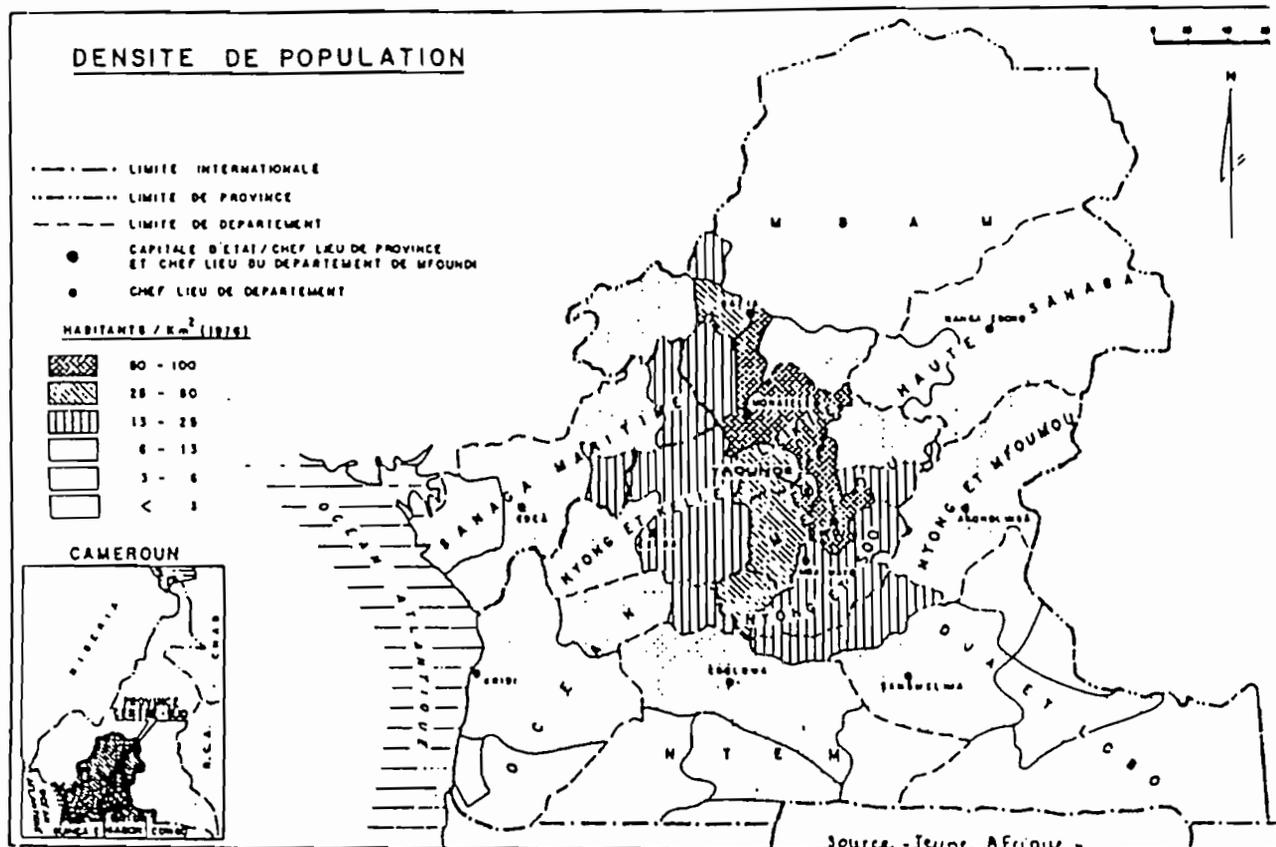


TABLEAU 5 1

**POPULATION DES PROVINCES DU CENTRE
ET DU SUD CAMEROUN**

	Population totale	Population rurale	% population rurale	Densité totale hab/km ²	Densité rurale hab/km ²	Nombre de ménages ruraux	Nombre d'habitants/ménage rural
Letiè	213.159	189.391	89	73	68	36.821	5,1
Mboum	164.421	129.814	79	5	4	22.925	5,6
Nyong-et-Kelle	86.658	69.638	80	15	12	13.445	5,2
Nefes	124.367	118.193	95	24	23	27.188	4,1
Nfoendi (Yaoundé)	313.286	22.135	7	-	-	4.329	5,1
Nyong-et-Sou	77.865	55.646	71	23	16	11.956	4,5
Nyong-et-Nfoema	72.865	61.521	84	13	11	14.291	4,3
Dja-et-Libe	99.638	82.482	83	5	4	17.309	4,9
Nien	128.514	106.218	83	0	7	29.234	5,3
Océan	66.776	53.963	81	6	5	11.151	4,9
Sanaga Maritime	112.554	73.784	66	12	8	16.356	4,5
Total de projet (arrondis)	1.458.811	963.388	66	13	9	195.966	4,9

Source: Recensement général de la population 1976.

ANNEXE 4

QUESTIONNAIRE OCISCA (CUDs-ISH-ORSTOM)
(1990/1991)

FICHE DE CONTROLE

Enquêté NOM : _____ PRENOM : _____
 OBSERVATOIRE : _____ QUARTIER : _____
 N° ORDRE DANS LA FICHE MENAGE : _____
 REPÉRAGE GEO : _____

A remplir par le chercheur:

CODE CHEF DE MENAGE: ____/____/____/____/____ (Observ./quartier/sexe/groupe/n°ordre)

Observations: _____ _____ _____

Enquête ENQUETEUR : _____ DATE : ____/____/____
 JOUR et HEURE de L'ENQUETE: _____ (ex:lundi, 14h35)
 DURÉE : _____ (Heures et minutes)

A remplir par le chercheur:

MODULES REMPLIS : A B C D E F G H I (entourez les lettres correspondantes) ENQUETE SUPERVISEE (1=OUI, 2=NON) : ____ Si OUI, NOM SUPERVISEUR : _____
--

A - DEMOGRAPHIE ET PROTECTION SOCIALE

1 - FICHE MENAGE

No.	NOM ET PRENOM	LIEN DE PARENTE (1)	SEXE (M/F) (2)	SIT. PRE. (3)	SIT. MAT. (3)	ANNEE NAIS. (4)	LIEU NAISSANCE		INSTRUCTION		ACTIVITES				OBSERVATIONS		
							A	B	Dernière classe suivie	Local. dernier établis. V	Nég. A	Sh. act (7)	Profession principale	Statut dans emploi (8)		Stat. empl. (9)	Autre(s) activité(e)
							(5)		(6)	(6)	(7)	(8)	(9)	(9)			
1																	
2																	
3																	
4																	
5																	
6																	
7																	
8																	
9																	
10																	
11																	
12																	
13																	
14																	
15																	
16																	
17																	
18																	
19																	
20																	
21																	

- (1) : lien de parenté avec le chef de ménage 1=époux(ese) 2=fille-fille 3=frère-soeur 4=autre membre de la famille 5=beau-famille 6=emie 7=autre
- (2) : situation de résidence 1=résident depuis toujours au village 2=résident ayant vécu ailleurs 3=résident autres (hospitalisés de longue durée, pensionnaires, prisonniers) 4=visiteurs résident=personne qui vit ici depuis au moins 6 mois
- (3) : situation matrimoniale 1=célibataire 2=marité 3=divorcé 4=veuf 5=vivant maritalement
- (4) : si possible : jour/mois/année sinon : année
- (5) : A=village ou ville de naissance, B=arrondissement ou pays (pour l'étranger)

- (6) : localisation : V=ville ou village, A=arrondissement ou pays pour l'étranger
- (7) : 1=occupé 2=sans emploi ayant travaillé 3=à la recherche du 1er emploi 4=ménagère 5=élève ou étudiant 6=retraité ou vieillard 7=handicapé 8=autres
- (8) : statut dans l'emploi : 1=travailleur indépendant 2=patron (employeur) 3=salarié permanent 4=salarié temporaire 5=apprenti 6=aide familial
- (9) : statut employeur : 1=état en direct 2=sociétés publiques ou para-publiques 3=secteur privé national 4=secteur privé étranger 5=autre

B-INDICATEURS DE NIVEAU DE VIE

FICHE D'IDENTIFICATION

Enquêté NOM : _____ PRENOM : _____
 OBSERVATOIRE : _____ QUARTIER : _____
 N' ORDRE DANS LA FICHE MENAGE : _____

4- PATRIMOINE (CULTURES ET CHEPTEL POUR C.M. et EPOUSES)

4.1. Possédez vous des terres? 1= OUI 2= NON

Avec des cultures de rente? : 1= OUI 2= NON

Si OUI : nature _____ nb pieds ou surface _____
 (ne pas oublier les épouses)

_____	<input type="checkbox"/>
_____	<input type="checkbox"/>
_____	<input type="checkbox"/>

4.2. Avez vous des animaux? 1= OUI 2= NON
 Si OUI remplir le tableau

Nature	Nombre	Destination
Bovins		
Chèvres		
Moutons		
Porcs		
Volaille		
Autres		

1= uniquement consommatio.
 2= uniquement vente
 3= vente et autoconsommat:

5 - BIENS DE CONSOMMATION DURABLES (MOYEN DE TRANSPORT, MOBILIER)

5.1. De quel moyen de transport disposez-vous ? (mettre le nombre)

voiture moto bicyclette pousse-pousse
 autre à préciser _____

5.2. Inventaire du mobilier de valeur (mettre le nombre)

5.2.1. Matériel audio-visuel: radio électrophone TV

5.2.2. Autre : cuisinière électricité

autre à préciser : _____

5.2.3. Présence d'un salon? 1= OUI 2= NON

Si OUI, Est-il: 1= rembourré, 2= non rembourré

6 - ANALYSE DE LA CONSOMMATION

6.1. Aliments consommés

Aliments (précisez l'aliment principal)	Fréquence (1)	Origine (2)
Céréales locales		
Céréales importées (Riz et farines)		
Feuilles		
Légumes européens		
Huile artisanale		
Huile raffinée		
Poisson sec /fumé		
Poisson cong.frais		
Boisson locale		
Boisson indust.		
Viande de boeuf		
Viande de volaille		
Gibier		
Oeufs		
Produits laitiers		
Fruits		
Plantain		
Manioc		
Autres tubercules		
Grains/noix		
Condiments		

(1) : Fréquence : 1= Tous les jours 2= 2 à 6 fois /semaine
3= 1 fois/semaine 4= moins de 4 fois/mois 5= autre
préciser

(2) : Origine : 1= exploitation uniquement; 2= marché et exploitation
3= marché uniquement; 4= cueillette et/ou chasse.

6.2 Avez-vous fait de grosses dépenses depuis 1 an ?

1=oui 2=non

- Si oui, de quelle nature? _____

6.3. Dépenses sociales depuis 1 an:

- scolarité :

Nombre d'enfants dans les différents cycles et coût de l'écolage :

	primaire		secondaire		supérieur
nombre :	<input type="text"/>	nombre :	<input type="text"/>	nombre :	<input type="text"/>
coût estimé :	<input type="text"/>	coût :	<input type="text"/>	coût :	<input type="text"/>

Total écolage : _____

Comment faites vous pour réduire les dépenses de scolarité?

- santé

Comment faites vous pour réduire vos dépenses quand il y a des malades ou des accouchements?

7-EMPRUNTS CONTRACTÉS DEPUIS 5 ANS

7.1 Tableau des emprunts

ANNÉE EMPRUNT	A QUI ? (1)	MONTANT demandé	MONTANT à rendre	DESTINATION (2)	DUREE mois	FORME DE REMBOURSEMENT(3)	OBSERVATIONS (Fréquence et état paiement)

- (1) A qui ?
 1=famille, 2=amis 3=tontine/cotisation
 4=banque, caisse épargne 5=autres(préciser)
- (2) Destination
 1=alimentation 2=habitat
 3=agriculture
 4=équipement ménager
 5=besoins sociaux
 6=achat foncier
 7= autres _____
- (3) Formes de remboursement :
 1=espèces régulièrement (préciser fréquence en observations)
 2=espèces irrégulièrement
 3=nature + espèces (à préciser dans colonne "observations")
 4=nature (à préciser dans colonne "observations")
 5=autres (préciser dans colonne "observations")

7.2 Besoins en crédit

Si vous obteniez davantage de crédit, que feriez-vous ?

1=alimentation 2=habitat 3=agriculture
 4=équipement ménager 5=besoins sociaux
 6=achat foncier 7=autres (préciser).

8 - POSITION SOCIALE DU MÉNAGE, LES ÉLITES

8.1. Qu'est ce qu'un "grand" au village? _____

8.2. Etes-vous: 1="grand" 2="moyen" 3="petit"

8.3. Avez-vous un titre dans la société traditionnelle?

1= OUI 2= NON
 Lequel? : _____

8.4. Les élites

NOM DES ELITES DU QUARTIER (résidant en ville ou au village)	LIEU DE RÉSIDENCE	FONCTION OU TITRE	RÉALISATIONS

12.2 Accueil du migrant de retour

Une partie de votre famille se trouvait-elle ici au village
avant votre retour? 1=oui 2=non

Avez-vous laissé une partie de votre famille (femmes, enfants) en
ville? 1=oui 2=non

Aviez-vous une maison ici au village lors de votre retour?
1=oui 2=non

Si non, qui vous a hébergé? _____

Aviez-vous des terres ici au village lors de votre retour?
1=oui 2=non

13 - AVANTAGES ET INCONVENIENTS DE LA VILLE ET DU VILLAGE SELON LE MIGRANT

13.1 A votre avis, quel est le principal avantage de la ville par
rapport au village à l'heure actuelle?

1=possibilités de consommer plus et mieux
3=habitat meilleur et plus confortable
5=meilleurs soins
7=emploi plus rémunérateur
9=autres à préciser _____

2=liberté/autonomie
4=distraktion
6=éducation meilleure
8=emploi plus diversifié

13.2 A votre avis, quel est le plus grand inconvénient de la ville
par rapport au village à l'heure actuelle?

1=cherté de la vie (on ne mange pas à sa faim) 2=chômage
3=insécurité physique 4=anonymat 5=nuisances diverses (bruits,
odeurs, manque d'eau) 6=dépendance vis à vis de l'argent 7=autres
préciser _____

13.3. Comptez-vous retourner vous installer en ville?
1=oui 2=non

- Quand? (Année ou évènement) _____

- Où? (ville de destination) _____

13.4. Qu'est-ce que votre séjour en ville vous a permis de faire?

1=gagner un peu d'argent 2=découvrir d'autres choses
3=assurer l'avenir de vos enfants 4=devenir "quelqu'un"
5=acquisition d'un savoir faire

F - PRODUCTIONS AGRO-PASTORALES

FICHE D'IDENTIFICATION

Enquêté NOM : _____ PRENOM : _____
 OBSERVATOIRE : _____ QUARTIER: _____
 N° ORDRE DANS LA FICHE MENAGE : _____

14 - STRATEGIES DU CHEF D'EXPLOITATION (Classez les cultures par ordre d'importance décroissant)

14.1 Quelles sont vos cultures d'exportation. (à reporter sur Tab.9)?

1 _____ 2 _____ 3 _____
 4 _____ 5 _____ 6 _____

14.2 Quelles sont les autres cultures marchandes (vendues en totalité ou en partie - à reporter sur tab.9)

commercialisées par l'homme : 1 _____

2 _____ 3 _____ 4 _____
 5 _____ 6 _____ 7 _____

commercialisées par la femme: 1 _____

2 _____ 3 _____ 4 _____
 5 _____ 6 _____ 7 _____

14.3 Quelles sont les principales cultures alimentaires de base de la famille (se reporter au tab.6)?

CEREALE(S): 1 _____ 2 _____ 3 _____

RACINES ET FECULENTS: 1 _____ 2 _____

3 _____ 4 _____ 5 _____
 6 _____

LEGUMINEUSES : 1 _____ 2 _____ 3 _____

FEUILLES et LEGUMES: 1 _____ 2 _____

3 _____

PLANTES OLÉAGINEUSES : 1 _____ 2 _____

14.4 Y a t-il des cultures qui ont été abandonnées 1- entièrement
 2- en partie

CULTURE (culture + code 1 ou 2)	DATE	RAISONS
_____	_____	_____
_____	_____	_____

14.5 Y at-il des cultures que vous ne récoltez pas?

Lesquelles : _____ Pourquoi? _____

14.8 Cultivez vous des parcelles qui ne vous appartiennent pas?

Combien? _____ D'où viennent-elles (1)? : _____

(1) : 1= location (espèces), 2= location (nature), 3= prêt,
4= attribution coutumière provisoire,
5= occupation sans autorisation, 6= autres (à préciser) : _____

14.9 Avez vous vendu des parcelles?:

Nombre : _____ Date : _____ Prix : _____

_____ Date : _____ Prix : _____

14.10 Disposez vous de parcelles en friche? donnez le nombre : _____

15 - PROJETS

15.1. Principale culture de rente :

Que comptez-vous faire avec votre culture de rente ?

1=maintenir 2=augmenter 3=diminuer 4=arrêter

Si vous diminuez votre culture de rente, par quoi la remplacerez-vous ?

15.2. Elevage ; Quelle évolution envisagez-vous pour votre élevage ?

1=maintenir 2=augmenter 3=diminuer 4=arrêter

- Quel type d'élevage allez-vous augmenter ? _____

- Quel type d'élevage comptez-vous diminuer? _____

16-AJUSTEMENTS VIS A VIS DES INTRANTS

Augmentation du prix des engrais (plusieurs réponses possibles)

Si le prix des engrais double, que faites vous?

1= je n'ai pas l'habitude de mettre de l'engrais.

2= je consacre toujours la même somme donc je mets moins d'engrais.

3= je mets la même quantité d'engrais en dépensant plus.

4= je ne fertilise plus certaines cultures que je fertilisais avant.

5= je compense avec autre chose (fumier...)

6= autre à préciser _____

G - ACTIVITES EXTRA-AGRICOLES

FICHE D'IDENTIFICATION

Enquête NOM : _____ PRENOM : _____
 OBSERVATOIRE : _____ QUARTIER: _____
 N' ORDRE DANS LA FICHE MENAGE : _____

17 - PROFIL DE L'ENQUETE

17.1. Quelle activité exercez-vous ? Métier : _____ Code:
 1=artisan 2=commerçant 3=autre à préciser _____

17.2. Pour quelle raison exercez-vous cette activité et pas une autre ?
 1=succession d'un parent 2=autorité parentale
 3=formation scolaire 4=formation sur le tas
 5=opportunité financière 6=autre à préciser _____

17.3. Lieu de travail ?
 1=atelier fixe 2=magasin 3=rue 4=domicile
 5=autre à préciser _____

17.4. Depuis combien de temps exercez-vous
 votre activité ?
 1=moins de 2 ans 2=de 2 à 5 ans 3=de 5 à 10 ans
 4=+ de 10 ans

17.5. Décrire ce qui constitue les outils de travail (scie, rabot,
 varlope, établi pour un menuisier...)

17.6. Outils de travail : êtes-vous?
 1=propriétaire 2=gérant 3=employé 4=locataire
 5=attribution familiale 6=autre à préciser _____

- Si vous êtes propriétaire, comment l'avez-vous acquis ?
 1=héritage 2=achat cash 3=achat à crédit 4=autre

- Si vous n'êtes pas propriétaire, qui est le propriétaire?
 1=le père 2=un parent 3=une "élite" 4=le conjoint
 5=autre à préciser _____

17.7. Recettes journalières: (en FCFA) _____

18 - ITINERAIRE PROFESSIONNEL

Tableau synthétique de l'itinéraire :

ANNEES	AGE	EVENEMENTS PROFESSIONNELS(1)	ACCUMULATION DU CAPITAL (2)	AUTRES EVENEMENTS MARQUANTS (familiaux,mobilité) (3)

(1) : Evénements liés au choix du métier et à son apprentissage, etc.

(2) : Evénements permettant de saisir les étapes de l'ascension ou de la régression professionnelle, les différentes tentatives, les aides et crédits divers, au contraire les coups durs etc.

(3) : Mettre ici les changements de résidence et tous les changements ayant un rapport avec l'itinéraire professionnel

19-REMUNERATION ET CHARGES

19.1. Quel salaire recevez-vous dans le cas où vous êtes rémunéré en argent? (en francs CFA par mois) _____

19.2. Vos charges mensuelles ou annuelles ?
Loyer(FCFA/mois) _____

Patente(FCFA/an) _____

Autres : _____

19.3. Comment faites vous pour réduire vos charges? _____

19.4. Main d'oeuvre:

- Types et nombres d'aides : 1.manoevres.....
2.apprentis.....
3.aides familiaux.....
4.autres à préciser.....

19.5. Le crédit : -Avez-vous recours au crédit? 1=oui 2=non

-Si oui, qui vous fournit ces crédits ?

1=crédit fournisseur 2=avances des clients 3=crédit bancaire
4=crédits familiaux 5=autres à préciser : _____

19.6. Clientèle : Quelles initiatives prenez vous pour maintenir ou accroître votre clientèle?

19.7. Conseilleriez-vous à un jeune de se lancer dans la même activité que vous? 1=oui 2=non
3=oui à certaines conditions

II SANS EMPLOI A LA RECHERCHE D'UNE ACTIVITE REMUNERE

FICHE D'IDENTIFICATION

Enquêté NOM : _____ PRENOM : _____
 OBSERVATOIRE : _____ QUARTIER : _____
 N° ORDRE DANS LA FICHE MENAGE : _____

- FICHE D'IDENTITE

1.1. Personnes à prendre en compte:

- 1-sans activité, ayant eu un emploi;
- 2- à la recherche d'un premier emploi;
- 3-se remettant au travail après un arrêt plus ou moins prolongé.

(Les ménagères, les scolaires, les handicapés et les retraités ne sont pas à prendre en considération).

Dans quelle catégorie se situe l'enquêté?

1.2. Arrêt de l'activité :

- Raisons :

- 1=compression de personnel 2=faillite 3=activité devenue non rentable
- 4=faute professionnelle 5=maladie ou accident
- 6=associé malhonnête 7=descente du fisc 8=autres à préciser :

- Métier antérieur : _____

- employeur antérieur: _____

- Date d'arrêt (mois et année): _____

20.3. Recherche d'activité :

- Quel type d'activité recherchez vous en priorité (n°1)?

- 1- Indépendant ("personnel")
- 2- Salarié du privé
- 3- Salarié d'Etat

-Quelle qualification avez vous?(diplôme, certificat d'aptitude...)

-Quelle expérience avez vous?(métier et nombre d'années d'exercice)

- Comment vous y prenez-vous pour chercher un emploi?

- 1= cherche en demandant autour de lui
- 2= se constitue un capital en faisant des petits métiers
- 3= emprunte des outils, de l'argent ou de la matière première pour se recréer une clientèle 4=autre à préciser : _____

- A qui vous adressez-vous ?

- 1=aux élites du village 2=aux parents et alliés en ville
- 3=je me présente chez différents employeurs
- 4= je passe des concours 5=j'apprends sur le tas
- 6=autre à préciser: _____

ANNEXE 5

GUIDE D'ENQUETE OCISCA: PHASE I (Menoua)

GUIDE D'ENQUETE OCISCA : PHASE I - MENOUA - 12/1990

I - PREAMBULE:**Avant de commencer l'enquête:**

Vous avez AVANT DE COMMENCER L'ENQUETE, à vous assurer:

- que vous avez en face de vous la personne qui a été sélectionnée dans l'échantillon (en vérifiant auprès du voisinage son identité);
- que vous disposez de tout le matériel nécessaire pour réaliser l'enquête: le support rigide, les divers modules nécessaires, le guide, les crayons à papier, la gomme et le taille-crayon;
- que vous savez comment joindre le chercheur qui vous supervise, dans l'hypothèse où se poserait un problème difficile à résoudre;
- que votre tenue ou votre comportement ne choquera en rien les personnes, hommes et femmes qu'il vous sera donné d'interviewer.

Comprendre le questionnaire et se faire comprendre:

Une fois ceci vérifié, il vous appartient de prendre tous les moyens nécessaires pour METTRE EN CONFIANCE l'enquêté et être en mesure de parcourir le questionnaire avec aisance et pertinence. POSER LES QUESTIONS CORRECTEMENT ET VOUS FAIRE COMPRENDRE PARFAITEMENT DE VOTRE INTERLOCUTEUR. N'hésitez pas à reprendre une question autrement dans la langue locale, véhiculaire ou autre, si vous pensez ainsi être mieux compris de votre interlocuteur.

Avant de commencer les premières enquêtes, pendant les temps morts, relisez les questions, le guide et APPRENEZ PAR COEUR le maximum de choses afin d'enchaîner rapidement les questions les unes après les autres.

Remplir le questionnaire avec le maximum d'efficacité et de fidélité:

Il est très important que vous remplissiez le questionnaire sans vous livrer à des interprétations fantaisistes ou à des adaptations locales non autorisées.

Vous devez ECRIRE le plus LISIBLEMENT possible EN lettres MAJUSCULES quand c'est le cas:

- reporter les chiffres de codification correspondant aux réponses de l'enquêté dans les seules cases prévues à cet effet,
- transcrire avec le maximum de fidélité ce que vous dit l'enquêté dans les réponses "ouvertes" (c'est-à-dire là où l'on n'a pas prévu de réponses-types),
- porter dans les colonnes ou les espaces "observations" les remarques de l'intéressé qui n'entrent pas dans le questionnaire.

Certaines questions, comme les reconstitutions des itinéraires des migrants de retour ou des accrus non-agricoles, supposent la présence du chercheur-superviseur à vos côtés. De plus, ces RECITS DE VIE doivent être notés AU BROUILLON pour être retranscrit AU PROPRE très rapidement après l'enquête afin d'en garder l'essentiel.

Présenter l'enquête, vous présenter et établir une relation confiante

En guise d'introduction à votre enquête, il vous appartient d'expliquer à votre interlocuteur qu'il a été choisi parmi d'autres parce qu'il représente une fraction particulière de la population. Son rôle est de nous informer comment il vit la crise actuelle et comment il y fait face. Cela servira à mieux l'aider à se développer et à faire comprendre sa situation aux élèves et étudiants. C'est donc UN HONNEUR POUR LUI D'AVOIR ETE CHOISI.

Bien entendu, il ne sera pas REMUNERE; il faut le REMERCIER par avance de son accueil et du temps qu'il consent à consacrer à l'enquête.

Bien lui préciser que l'enquête ne servira pas à lui nuire d'aucune manière et qu'on viendra le revoir dans un an pour voir comment sa situation a changé. Nous ne sommes pas mandatés par les services fiscaux et nous venons du Centre Universitaire de Dschang pour APPRENDRE DE LUI DES CHOSES QUE NOUS NE SAVONS PAS.

Avant de commencer le travail proprement dit, vous devez:

-----> vous assurer, auprès de lui, qu'il est bien Monsieur UN TEL, comme indiqué dans la liste des personnes désignées à enquêter, et qu'il a les caractéristiques socio-économiques que l'on vous a indiquées;

-----> vous présenter comme un fils du village participant à ce travail pour le RASSURER; on vous a choisi pour votre connaissance de la langue et votre aptitude à comprendre les problèmes du pays.

N'hésitez pas à réexpliquer qui vous êtes et ce que vous faites en vue de faciliter l'entretien.

Bien gérer le temps d'enquête et recouper les informations

C'est un problème essentiel. Le temps d'enquête devant être assez long, il faut EVALUER RAPIDEMENT avec l'enquêté et en fonction de votre expérience et du temps dont il dispose le meilleur moment pour réaliser l'interview.

Il est bon de PREVENIR un ou deux jours A L'AVANCE et lui PROPOSER le cas échéant UN FRACTIONNEMENT DE L'EXERCICE pour ne pas le laisser ou lui laisser le temps de vaquer à des occupations urgentes. Le maximum supportable est variable selon les individus, mais 2-3 h d'entretien semblent un maximum à ne pas dépasser sauf accord de l'enquêté. Votre propre attention comme celle de l'enquêté baisse avec le temps passé en tête-à-tête, ne l'oubliez pas!

Enfin, autre recommandation: pour les modules sur les activités, il pourra être plus pertinent de travailler, si cela est possible, sur LE LIEU DE TRAVAIL de l'intéressé plutôt que dans son salon: cela vous permettra d'observer un certain nombre d'éléments permettant d'éviter de poser trop de questions.

INTERROGER aussi FEMMES ET ENFANTS en dehors du chef de ménage pour certaines questions: vous aurez ainsi une meilleure appréciation de la situation de la famille et des opinions et comportements.

II-PRÉSENTATION DU QUESTIONNAIRE A APPRENDRE PAR COEUR

Le questionnaire que vous avez entre les mains comporte 4 modules numérotés de A à D à appliquer à tous les ménages qui vont être enquêtés.

- A: "Démographie",
- B: "Indicateurs de niveau de vie",
- C: "Activités - sources de revenus",
- D: "Relations villes-campagnes",

Les 5 modules suivants, de E à I ne sont applicables qu'à des personnes concernées (appelées "groupes-cibles").

- E: "Migrations de retour",
- F: "Productions agro-pastorales",
- G: "Activités extra-agricoles",
- H: "Sans emploi à la recherche d'un premier emploi"
- I: "Initiatives locales".

Il vous faut donc identifier clairement les personnes à enquêter dans le cas des 5 derniers modules du questionnaire.

Par ailleurs, les questionnaires se présentent sous différentes formes:

-----> 11 TABLEAUX complexes (avec plus de 2 colonnes) sont à remplir ligne par ligne. Dans certains, des réponses précodées permettent de remplir la plupart des colonnes: vous devez noter les réponses aux endroits prévus à cet effet en utilisant **UNIQUEMENT** les codes prévus. Pour d'autres, il vous appartient de transcrire le plus lisiblement les réponses de l'enquêté.

En ce qui concerne les RECITS DE VIE (Q:12.1, Q:18), vous devez IMPÉRATIVEMENT associer le chercheur dont vous dépendez. Voici la liste des tableaux:

Fiche Ménage (Q:1),
 Aliments consommés par l'ensemble du ménage (Q:6.1),
 Tableau des emprunts du ménage (Q:7.1),
 Activités économiques-sources de revenus de l'ensemble du ménage (Q:9),
 Activités rentières de l'ensemble du ménage (Q: 10),
 Tableau des parents-amis en ville avec qui on a des relations (Q:11),
 Trajectoires de migrants de retour (Q:12.1),
 Gestion des cultures des exploitations agricoles (Q:14.6),
 Itinéraire professionnel des actifs extra-agricoles (Q:18),
 Vie associative du quartier et du village (Q:21),
 Opérations de développement communautaire du quartier ou du village (Q: 22)

----- 18 QUESTIONS FERMEES OU SEMI-FERMEES aux réponses précodées à reporter dans les cases prévues pour le remplissage; très souvent, deux lignes d'observations ont été ajoutées pour noter les opinions et justifications données par l'enquêté à telle ou telle réponse positive.

Voici la liste de ces questions, dans l'ordre du questionnaire :

Dot et mariage (Q:2),
 Personnes à charge (Q:3),
 Patrimoine et onepel (Q:4),
 Biens de consommation durables (Q:5),
 Grosses dépenses (Q:5.2),
 Dépenses sociales (Q:5.3),
 Besoins en crédit (Q:7.2),
 Position sociale du ménage (Q:8.1/2/3),
 Accueil du migrant de retour (Q:12.2),
 Avantages et inconvénients de la ville ou du village selon le migrant
 Stratégies du chef d'exploitation (Q:14), (Q:13)
 Parcelles (Q:14.7/8/9/10),
 Projets (Q:15),
 Ajustements vis-à-vis des intrants (Q:16),
 Profil de l'enquêté actif extra-agricole (Q:17 1/2/3/4/5/6/7),
 Rémunération et charges de l'actif extra-agricole (Q:19),
 Fiche d'identité du sans emploi (Q:20),
 Capacité à financer des projets (Q:23).

III-FICHES D'IDENTIFICATION ET DE CONTROLE

Au début de chaque module, se trouve une fiche d'identification à remplir **OBLIGATOIREMENT** avant d'interroger l'enquêté sur le module.

Vous devez reporter le NOM et le PRENOM de l'enquêté en lettres MAJUSCULES, celui de l'observatoire et du quartier également. Pour le NOM DU QUARTIER, utilisez exclusivement la liste type qui se trouve en annexe du guide. Vous devez également reporter le NO D'ORDRE DE L'ENQUETE tel qu'il figure dans la fiche ménage(G:1).

La fiche de contrôle doit être remplie par l'enquêteur pour ce qui concerne la partie "enquête" et la partie "enquête" à la fin du travail d'enquête. Les renseignements de la fiche d'identification doivent y être reportés intégralement.

Par ailleurs, vous devez **REMPLIR TRES SOIGNEUSEMENT LA PARTIE REPÉRAGE GÉOGRAPHIQUE**. Utilisez tous les points de repère tels que : Ventes à emporter, carrefours, établissements scolaires, postes agricoles, églises, dispensaires, routes, rivières, marchés, plantation CDC, concession du chef de quartier etc... Donnez la distance de la maison de l'enquêté par rapport aux repères choisis en nombre de pas et éventuellement en mètres.

Le chercheur qui supervise l'enquête doit remplir les rubriques suivantes:

- code chef de ménage;
- nombre de modules remplis;
- enquêtes supervisées.

IV- MODULE A : DÉMOGRAPHIE (QUESTIONS 1, 2, 3 et pp. 2 à 4):

Question 1 / Pages 2 et 3 : Fiche ménage :

N.B.: La fiche ménage tient sur les pages 1 et 2. Remplir la fiche à raison d'une ligne (sur les deux pages) par personne.

Vous devez procéder d'abord à l'inventaire du ménage en remplissant pour tout le monde les sept premières colonnes. Pour l'inventaire des membres du ménage, suivre l'ordre suivant :

- le chef de ménage (CM),
- les enfants du CM si celui ci est une femme ou des mères décédées si le CM est un homme, en commençant par le plus jeune,
- la première épouse,
- les enfants de la première épouse du plus jeune au plus âgé,
- la deuxième épouse avec ses enfants, les épouses et enfants suivants si le CM est polygame, etc.,
- les autres résidents,
- les visiteurs

Colonnes de la page 2 et 3 (8 colonnes):

- numéro d'ordre,
- col. nom et prénom : mettre le nom usuel et ensuite le prénom;
- col. lien de parenté avec le CM : voir note 1 pour codification;
- col. sexe : mettre : M pour sexe masculin; F pour sexe féminin
- col. sit. de rés. (voir note 2 pour codification):

1: Est "résident depuis toujours au village" celui qui n'a JAMAIS habité plus de 6 mois ailleurs qu'il soit présent ou absent lors de l'enquête;

2: Est "résident ayant vécu ailleurs" celui qui a vécu de manière permanente plus de 6 mois ailleurs;

3: Sont "résidents autres" les hospitalisés de longue durée, les scolaires en pension, et les prisonniers;

4: Est "visiteur" tout non résident ayant passé la dernière nuit dans le ménage.

- col. sit. mat. (situation matrimoniale): voir note 3 pour codifier;
- col. date de naissance : Indiquer la date exacte de naissance sous la forme : 10/4/46, c'est-à-dire le 10 avril 1946. Si la date de naissance exacte n'est pas connue, mettre l'année estimée: ex: 1937 ou vers 1937.
- col. lieu de naissance (sous-colonnes A et B) :
 - A : sous-colonne village ou ville de naissance: mettre le nom du village ou de la ville de naissance de l'enquêté ou'il soit camerunais ou autre;
 - B : sous-colonne arrondissement et pays : indiquer l'arrondissement où se trouve le village ou la ville de naissance s'il s'agit du Cameroun ou le nom du pays si l'enquêté est né à l'étranger;
- col. dernière classe suivie; Utiliser les codes suivants :

00 : jamais été à l'école; mettre un trait sur la colonne suivante.

01 = SIL ou class 1	09 = 5 ^{ème} ou Form 2
02 = CP ou class 2	10 = 4 ^{ème} ou Form 3
03 = CE1 ou class 3	11 = 3 ^{ème} ou Form 4
04 = CE2 ou class 4	12 = 2 ^{nde} ou Form 4
05 = CM1 ou class 5	13 = 1 ^{ère} ou lower sixth
06 = CM2 ou class 6	14 = Terminale ou upper sixth
07 = class 7	15 = enseignement supérieur.
08 = 6 ^{ème} ou Form 1	

- col. Localisation du dernier établissement fréquenté: voir note 6; si l'enquêté est un élève actuellement, mettre la localisation de son établissement d'enseignement (école, collège, lycée, université).

V: sous-col. Village ou ville: mettre le nom du village ou de la ville correspondante;

A: sous-col. Arrondissement ou pays: mettre le nom de l'arrondissement où se trouve le village ou la ville si c'est au Cameroun, celui du pays s'il s'agit de l'étranger;

- col. Situation actuelle dans l'activité: voir note 7 pour codifier;

N.B. - Si l'enquêté est occupé, remplir toutes les colonnes suivantes;

- Si l'enquêté est sans emploi ayant déjà travaillé, mettre sa profession et tirer un trait dans les colonnes suivantes.
- Si l'enquêté est à la recherche du premier emploi, mettre la profession et tirer un trait dans les colonnes suivantes.
- Pour les autres cas d'espèce, tirer un trait dans les colonnes suivantes.

- col. Profession principale: mettre en clair la profession et coder selon les grands groupes donnés ci dessous, la profession qui occupe le maximum de temps de l'intéressé. Exemples: planteur (6);, tailleur(9); enseignant de collège (1); gerant de vente à emporter (4); prostituée (8), coiffeur (9), pousseur (8), etc.;

La profession englobe divers emplois et correspond au genre de travail effectué par une personne occupée qu'elle que soit la branche d'activité économique dont elle fait partie ou la situation professionnelle qui est la sienne.

Grands groupes professionnels	Codes
1- Personnel des professions scientifiques techniques, libérales et assimilées	1
2- Directeurs et cadres administratifs supérieurs	2
3- Personnel administratif et travailleurs assimilés	3
4- Personnel commercial et vendeurs	4
5- Travailleurs spécialisés dans les services	5
6- Agriculteurs, éleveurs, forestiers, pêcheurs et chasseurs	6
7- Ouvriers, manoeuvres non agricoles et conducteurs d'engins de transport	7
8- Travailleurs ne pouvant être classés selon la profession	8
9- Sans profession	9

- Col. statut dans l'emploi: voir note 8 pour codifier

- 1 - **Travailleur Indépendant** : Personne travaillant seule ou avec des aides familiaux et pour son propre compte;
- 2 - **Patron (employeur)** : Personne qui exploite sa propre entreprise avec d'autres personnes travaillant contre une rémunération quelconque.
- 3 - **Salarié permanent** : Personne qui travaille pour un employeur contre une rémunération et qui a un statut de permanent.
- 4 - **Salarié temporaire** : Personne qui travaille pour un employeur contre une rémunération et qui a un statut de temporaire.
- 5 - **Apprenti** : Personne qui apprend un métier chez un patron sans bénéficier d'une rémunération.
- 6 - **Aide familial** : Personne participant aux travaux dans une entreprise familiale.

- Col. Statut employeur: A ne remplir que pour les salariés et apprentis; voir la note 9 pour la codification;
1. Etat en direct: agent payé par l'Etat;
 2. Sociétés publiques ou para-publiques: entreprises dépendant de l'Etat mais autonomes dans leur gestion;
 3. Secteur privé national: toute entreprise employant des salariés ou des apprentis du secteur formel ou informel appartenant à un camerounais ou une société à capitaux camerounais non étatiques;
 4. Secteur privé étranger: entreprise de taille quelconque possédée par des non-camerounais;

- Col. Autre(s) activité(s): mettre les activités diverses qui occupent un temps plus court que l'activité principale;

Question 2/page 4. Dot et mariage:

2.1. Age au mariage: Noter s'il y a, depuis quelque temps, des modifications dans l'âge au mariage des filles et des garçons, la date où est apparu de nouveau phénomène et les raisons avancées (réponse "ouverte");

2.2. Changement pour la dot: si la réponse est positive, il vous faut demander à l'enquêté LA ou LES raisons du changement qu'il observe.

Question 3/page 4. Personnes à charge:

3.1. Enumération des personnes à charge: Indiquer le nombre de personnes dans les 12 catégories qui ont été distinguées selon qu'elles résident au village ou ailleurs;

3.2. les charges les plus lourdes: il s'agit ici de préciser qui pèse le plus lourd dans les charges du ménage, les étudiants en ville (2B), les malades au village (5A) ou les retraités au village (6A) pour prendre des exemples;

3.3. Evolution des charges depuis 1987: Pour remplir cette question, il vous faut comparer, à 3 ans de distance, le nombre de personnes à charge pour les 12 catégories. Si vous trouvez, par exemple, 7 scolaires en 1990 et 5 en 1987 au village, il vous faut inscrire +2 à la case 2A.

V - MODULE B: INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE(Questions 4, 5, 6, 7 et 8: pp.5-8):

Question 4/page 5 : Patrimoine (culture et cheptel)

4.1. Possession de terres : par "cultures de rente", on entend les cultures alimentaires ou industrielles d'exportation.

4.2 Cheptel : marquer le nombre total d'animaux domestiques et l'usage qui en est fait

Question 5/page 5: Biens de consommation durables (moyen de transport, mobilier)

5.1. Possession de moyens de transport: Demander au chef de famille s'il possède des moyens de transport. Inscrire une croix dans les cases correspondant à la réponse.

5.2. Mobilier possédé: Demander au chef de ménage s'il possède du matériel audiovisuel. Inscrire le nombre de ces matériels dans les cases correspondantes.

5.2.3 Salon: Préciser le degré de confort du salon (1: rembourré, 2= non rembourré).

Question 6/page 6 et 7: Analyse de la consommation

6.1. Trois colonnes sont à remplir en face d'une liste de groupes d'aliments:
 - la colonne "aliment principal", à remplir pour 16 lignes;
 - la colonne "fréquence" qui doit permettre de savoir le nombre de fois où on consomme l'aliment;
 - pour la colonne "origine", utiliser le code suivant :

- 1:provenant uniquement des champs du ménage;
- 2: acheté parfois au marché en complément de la production domestique;
- 3: entièrement acheté sur le marché
- 4: produits de cueillette ou de chasse.

6.2. : Grosses dépenses: préciser la nature de ces dépenses (santé, scolarité, acquisition d'un bien durable, etc.), l'objet, le bien ou le service acheté:

6.3.: Dépenses sociales: il s'agit d'estimer les frais de scolarité en additionnant les différents types de frais (inscription, uniforme, fournitures scolaires, frais de transport et de pension, etc.). La réduction de ces dépenses passe-t-elle par la déscolarisation? Qui est victime de cette déscolarisation: les filles? les garçons? Classes où l'on abandonne le plus fréquemment?

Question 7/page 7, emprunts contractés: vous devez établir un tableau des emprunts réalisés depuis 5 ans (depuis le 1er janvier 1986) en remplissant pour chacun d'entre eux les 8 colonnes.

7.1. tableau des emprunts :

Ce tableau comprend 8 colonnes :

- Col. "Date" : donner le mois et l'année où a été accordé le prêt;
- Col. "A qui?": vous référer à la note 1 pour codifier. Sont à considérer comme des prêts, tous les emprunts d'argent, avances, aides financières remboursables en tout ou partie, etc. provenant de la famille, des amis, des tontines, Credit Unions, caisses populaires, banque, etc.;
- Col. "Montant demandé" inscrire la somme précise qui a été accordée;
- Col. "Montant à rendre"; additionner ici les sommes déjà rendues et celles qui restent à rendre
- Col. "Destination": voir la note 2 pour codifier les réponses.

Quelques précisions:

habitat= tout ce qui est destiné à améliorer les bâtiments d'habitation (de la tôle au ciment);

équipement agricole= outillage pour l'exploitation (de la machette à la moto-pompe, de la paire de boeuf à la houe);

équipement ménager= le mobilier de destiné aux besoins du ménage (de la cuisinière à pétrole au congélateur, du groupe électrogène à la télévision);

besoins sociaux= paiement des frais d'écolage, d'une dot, de funérailles, de frais de santé, etc.;

achat foncier= parcelles achetées; achats de droits de passage ou de culture pour une durée déterminée (usufruit), etc.

autres= tout ce qui n'a pas été explicitement prévu dans les 6 rubriques précédentes.

- Col. "Durée du prêt": temps écoulé entre le moment où l'argent a été véritablement reçu et le moment où il a été complètement remboursé. Toutes les durées de prêts doivent être converties en nombre de mois entiers (Ex: 8 mois et 3 semaines = 9 mois). Pour les prêts de très courte durée: moins de 15 jours= ne rien inscrire; 15 à 31 jours= comptabiliser un mois entier;
- Col. "Forme de remboursement": utiliser la note 3 pour codifier les réponses et la colonne "observations" pour noter les arrangements particuliers.

7.2. Besoins en crédit: voir note sur "destination" des emprunts ci-dessus pour savoir ce que recouvre chaque code utilisé.

Question 8/page 8: Position sociale du ménage et réalisation des élites

8.1. Définition du "grand au village" : inscrire la réponse de l'enquête

8.2. Classification sociale de l'enquêté: Demander au chef de famille comment il se classe dans la hiérarchie sociale du village en lui proposant trois niveaux: grand, moyen et petit;

8.3. Titre dans la société traditionnelle: répondre par oui ou par non;

8.4. Les élites : sans commentaire

VI - MODULE C: ACTIVITES ECONOMIQUES -SOURCES DE REVENUS (questions 9.10, 11, 9):Question 9/page 9 . Activités productives classiques :

Il vous faut remplir 6 colonnes: nature de l'activité (pas de code); périodicité et saisons, recettes annuelles (estimation grossière), utilisation de ces recettes par l'homme individuellement ou la femme individuellement (essayer de donner un pourcentage dans le cas d'une utilisation différenciée des recettes, de 10 en 10% entre 10 à 90%), évolution depuis 1987 (en vous aidant de la note b), raisons de l'évolution (transcrire les raisons données par l'enquêté).

- "périodicité et saisonnalité" = fréquence avec laquelle est exercée chaque activité et avec laquelle sont perçus des revenus; si c'est une activité saisonnière (quelques mois groupés par an), utiliser le code 6;

- "recettes annuelles" = évaluer ou noter précisément le revenu annuel procuré par chaque activité.

- "utilisation" = préciser qui bénéficie de ce revenu en essayant d'en donner la répartition en pourcentage (Ex : homme 100%, femme 0%; homme 75%, femme 25%)

Question 10/page 9: Activités rentières :

Mêmes instructions que pour la question 9, ne considérer que les principales activités. Comme vous aurez difficilement des réponses spontanées sur ce sujet, il vous appartient de demander à l'intéressé s'il a des revenus en provenance de "petites affaires" (locations diverses de maisons, parcelles, outillage, moyens de transport, taxis, prêts d'argent, coxage pousses, micro-commerces à la sauvette, de contrebande, pratiques occultes ou informelles diverses, etc.);

VII-MODULE D: RELATIONS VILLE - CAMPAGNE (question 11. page 10).

Le nombre de parents-amis est déterminé après que l'enquêté en ait fait l'énumération. C'est donc un travail à réaliser après

l'enquête et non une question à poser à l'enquêté.

Question 11/ page 10. tableau des parents-amis en ville avec qui on a des relations :

Ce tableau comporte 7 colonnes. Pour chaque parent-ami recensé, utilisez une ligne complète : quand certaines cases ne peuvent être remplies, mettez un tiret.

- Col. **NOM** : indiquer le nom de famille de la personne;
- Col. **LIEN** : voir note (1) pour codifier. Les liens sont définis par rapport au Chef de Ménage; Le terme fils ou fille s'applique aussi aux enfants adoptifs et aux enfants d'unions antérieures.
- Col. **VILLE** : donner le nom de la localité où réside la personne;
- Col. **EMPLOI** : donnez le métier (ex : tailleur, secrétaire, commerçant) et le statut dans l'emploi, comme au tableau 3, page 3 :

1= travailleur indépendant	4= salarié temporaire
2= patron (employeur)	5= apprenti
3= salarié permanent	6= aide familial

- Col. **FRÉQUENCE DES VISITES** :
pour les 2 sous-colonnes "reçues" et "rendues" : voir note (2) pour codifier.

1= régulièrement plus d'une fois/mois
2= régulièrement 1 fois ou moins d'une fois/mois
3= très irrégulièrement

pour la sous-colonne "EV87" : voir note 3 pour codifier.
Vous devez mettre obligatoirement 2 chiffres

- Col. **ÉCHANGES** :

pour la sous-colonne "NATURE DES BIENS ÉCHANGÉS" : voir note (4) pour codifier.

Comprendre par **produit local**= disponible depuis toujours dans le village (mais dans l'Ouest, mil dans le Nord, manioc dans le Littoral...)

Comprendre par **produit importé** = disponible au Cameroun, mais fabriqué avec des matières premières venues d'ailleurs (pain, riz importé. bière, fanta, vin Atangana...)

Comprendre par **équipement ménager**= mobilier du ménage et accessoires de cuisine;

Comprendre par **équipement professionnel**= outillage servant à l'exercice d'un métier.

pour les sous-colonnes "BILAN" : voir note (5) pour codifier.

pour la sous-colonne "NATURE DES SERVICES" : voir note (6) pour codifier.

Comprendra par **hébergement**= nourrir et/ou loger pendant une brève période (moins de quelques mois);

Comprendra par **interventions diverses**= tous les efforts fournis pour aider quelqu'un à trouver du travail, à s'inscrire dans un bon collège, obtenir un papier officiel, être bien reçu par un VNA médecin.

VIII- MODULE E : MIGRATIONS DE RETOUR (questions 12, 13 pages 11 à 13)

Personnes concernées ou groupe cible :

Cette partie concerne uniquement les personnes qui, ayant résidé en ville plus de 6 mois, sont venues s'installer ou se réinstaller au village pour y résider.

Question 12/pages 11,12 reconstitution des trajectoires :

12.1 : Trajectoire : CETTE PARTIE DU QUESTIONNAIRE DOIT ETRE REMPLIE PAR LES CHERCHEURS.

Il s'agit de reconstituer la vie des migrants de retour en mettant en vis-à-vis dans chacune des 4 colonnes prévues ce qui se passe au même moment au plan familial, scolaire, professionnel et géographique.

Exemple : l'entrée au collège détermine un changement de résidence, il faut, par conséquent, remplir, sur la même ligne les colonnes "années", "âge", "événements scolaires" et "lieux de résidence".

On commencera par la date de naissance, on continuera par les événements éducatifs (scolarité, formation professionnelle, apprentissage). On datera et on notera les lieux où se sont déroulés ces événements.

Pour bien remplir ce tableau, il vous faut "ENTRER" PSYCHOLOGIQUEMENT DANS LA VIE DU MIGRANT et lui poser au fur et à mesure où il raconte son existence les questions corrélatives (ce qui se passe au même moment dans d'autres secteurs de sa vie) aux événements dont il fait état.

S'il parle, par exemple, de son premier emploi dans une société forestière alors qu'il habite dans l'ouest, votre réflexe est de lui demander :

- dans quel lieu il travaillait,
- les conditions de son départ de son village,
- les raisons qui l'ont poussé à aller dans ce chantier forestier,
- l'usage qu'il fera de ses économies (intentions matrimoniales, installation d'une "affaire", etc.)
- et, s'il était déjà marié avec des enfants, comment a-t-il géré

sa famille, son exploitation agricole...

Évènement est un terme général désignant une nouvelle situation vécue par un individu.

12.2 Accueil du migrant de retour : Sans commentaire

Question 13/page 13. avantages et inconvénients de la ville et du village :

13.1 Avantages de la ville :

Plusieurs réponses sont possibles.

Comprendre par **consommer** = possibilité d'acheter des aliments ou autres objets que l'on ne trouve pas au village (chaussures de luxe, cravates, prêt à porter,...)

Comprendre par **emploi plus rémunérateur** = emploi où on gagne plus d'argent.

Comprendre par **emploi plus diversifié** = il y a beaucoup de types d'emploi différents ("beaucoup de qualités de travail", "trop de travail");

Dans "autres", l'une des réponses possible peut être éventuellement "aucun avantage".

13.2 Inconvénients de la ville :

Plusieurs réponses sont possibles.

Comprendre par **insécurité physique** = on risque d'être agressé ou volé.

Comprendre par **anonymat** = on n'a pas d'amis, de protection, d'appui, ni de relations.

IX. MODULE F: PRODUCTIONS AGRO-PASTORALES (questions 14, 15, 16. pages 14 à 16)

On considère qu'il y a exploitation agricole familiale lorsque une surface même minime (de quelques m²) est cultivée que ce soit pour la vente ou pour la consommation familiale.

Par **chef d'exploitation**, on comprendra aussi bien le chef de ménage grand planteur que la femme d'un salarié en ville.

On considère comme **responsable technique** la personne qui prend les décisions sur une parcelle. Ainsi dans une concession de polygame, on aura généralement un chef d'exploitation qui sera le chef de ménage, et plusieurs responsables techniques : chaque femme sur son lopin vivrier, le chef de ménage sur les lopins qu'il cultive sont autant de responsables techniques.

On parlera de **responsabilité technique partagée** dans le cas d'un lopin où les décisions sont prises par plusieurs personnes.

(Ex : association café et vivriers)

Question 14/page 14. Stratégies du chef d'exploitation :14.1, cultures d'exportation :

Comprendre par **cultures d'exportation**= les cultures alimentaires ou industrielles destinées au marché extérieur (café, haricot vert, tabac, cacao, cultures médicinales, coton)

14.2, cultures marchandes :

Comprendre par **cultures marchandes**= les cultures alimentaires ou industrielles faisant l'objet de vente sur le marché national et régional africain (maïs, niébé, chou, plantain, igname, noix de cola, pignon...)

14.3, cultures alimentaires de base :

Comprendre par **cultures alimentaires de base** = les cultures essentielles de la ration alimentaire de base pour chacun des grands groupes d'aliments.

On pourra retrouver dans ces cultures alimentaires des cultures précédemment citées comme cultures marchandes, voire comme cultures d'exportation.

Considérez comme **céréales** les cultures suivantes : maïs, riz, mil, sorghos, fonio, bié ...

Considérez comme **racines et féculents** manioc, igname, taro, macabo, haricot, niébé, dolique, pomme de terre, patate douce,

Considérez comme **légumineuses** : arachides de bouche, soja

Considérez comme **feuilles et légumes** : les épinards africains (type folon, nzap, osaille de guinée,...), le gerbo, le melon, les feuilles de rdclé, celles de manioc, les choux, tomates et pignons...

Considérez comme **plantes oléagineuses** : le palmier à huile, l'arachide, le sésame, le cocotier ou le karité...

14.4, cultures abandonnées :

Les **cultures abandonnées** sont définies comme des cultures qui tenaient une place essentielle autrefois et qui sont négligées ou qui ont disparu aujourd'hui. (Ex: abandon d'une culture d'exportation à la suite de l'effondrement des prix).

14.5, cultures non récoltées : par **cultures non récoltées** il faut entendre les cultures pérennes dont on ne recueille pas les fruits lors de la saison de récolte habituelle pour des raisons variées à définir clairement (cf: "épargne sur pied",...).14.6, gestion des cultures :

Ce tableau comporte 5 colonnes. Pour chaque culture vous réserverez une ligne complète du tableau

-col. "CULTURES" : reportez le nom des cultures indiquées dans les questions 14.1, 14.2 et 14.3 sans répéter 2 fois le même nom.

- col. "RESPONSABLE TECHNIQUE" : voir définition du responsable technique plus haut et lui attribuer le n° d'ordre qu'il a dans la fiche ménage;
- col. "MISE EN CULTURE":
 - sous-colonne "date de plantation": à ne remplir que pour les cultures pérennes. On peut avoir plusieurs parcelles pour une même culture, plantées à différentes dates. Dans ce cas, on mentionnera plusieurs dates.
 - sous-colonne "nouvelles cultures" : mentionner la date d'INTRODUCTION = la première fois que cette culture a été plantée dans l'exploitation, pour les cultures récentes;
- col. "main d'oeuvre" : voir note (4) pour codifier.
- col. "engrais, semences, pesticides" : voir note (5) pour codifier;

14.7, achat de parcelles : sans commentaires

14.8, parcelles qu'on a pas en propriété : voir note (1).

Plusieurs réponses sont possibles quand plusieurs parcelles répondent à ce cas d'espèce.
Comprendre par location (nature) = paiement sous une autre forme qu'en argent.

14.9, vente de parcelles : sans commentaire.

14.10, parcelles en friche :

Comprendre par friche des parcelles qui ne sont pas mises en culture depuis une longue période (+ de 5 ans) et qui sont considérées par l'agriculteur comme une réserve de terre.

Question 15. projets :

15.1, cultures de rente :

Comprendre par culture de rente = la principale culture vendue par l'exploitation.

15.2, élevage : sans commentaires.

Question 16. ajustements vis-à-vis des intrants : sans commentaires.

X-MODULE G - ACTIVITÉS EXTRA-AGRICILES (Questions 17,18,19, pages 17 et 18)

Question 17. profil de l'enquêté :

17.1, activité exercée :

Classer tout de suite l'activité selon les classes suivantes.
- est artisan celui qui a un savoir-faire, et qui transforme les matières premières afin de les vendre (ex : vannerie, forge, cordonnerie, coiffure...);

- est **commerçant** celui qui vend des produits qu'il n'a pas fabriqués lui-même (ex : quincailler, pharmacien, libraire...);
- est **autre** celui qui travaille dans les services sociaux, aide à la personne, le secteur tertiaire en étant son propre patron (éducation scolaire, santé, religion, transport,...).

17.2, choix de l'activité :

- * "autorité parentale" = imposée par un parent (père, oncle, tuteur...)
- * "formation sur le tas" = a eu l'occasion d'apprendre le métier en travaillant de/à ou pour quelqu'un
- * "opportunité financière" = a eu la chance de bénéficier d'un capital pour démarrer son activité

17.3, lieu de travail :

Le lieu de travail peut être une boutique ou un atelier, mais aussi un coin du marché ou de la rue ou a été installé un atelier ambulancier, ou encore le domicile si l'activité est organisée à partir de là (ex: chantier poulet, location d'un moulin à manioc...).

* "domicile" = on considère que l'individu travaille à son domicile s'il n'y a pas de pièce particulière ou d'endroit réservé à l'activité professionnelle.

17.4, date de début de l'activité : sans commentaires.

17.5, outil de travail : sans commentaires.

17.6, statut :

Comprendre par **gérant**= la personne déléguée par le propriétaire pour diriger l'"affaire".

17.7, recettes :

Demander la recette journalière moyenne des 8 derniers jours précédant le jour de l'enquête.

Question 18, itinéraire professionnel : (voir instructions tableau 12.1)

- * "Itinéraire professionnel" = histoire de sa vie professionnelle. Débuter par la scolarisation en précisant s'il y a eu une formation professionnelle précise. Puis continuez, au fur et à mesure des années, énumérer les changements professionnels, les changements familiaux et de résidence qui ont influencé (ou ont été influencés par) l'activité professionnelle de l'individu.
- * "accumulation de capital" = noter les différences étapes et méthodes d'acquisition ou de perte d'argent (héritages, prêts, dons, dot, faillite,...), mais aussi, de l'outillage ou du stock de marchandise.
- * note (1) : "qui donne l'envie d'entreprendre" = préciser la personne qui est à l'origine de sa situation (qui a donné l'idée, l'envie, l'occasion ou le courage de passer à l'acte...).

Question 19. rémunération et charges :

19.1, salaire : sans commentaires

19.2, charges mensuelles :

- * "charges" = il s'agit des charges en relation avec l'activité exercée :
- * "loyer" = somme payée pour l'occupation de l'atelier, du magasin ou du domicile.
- * "patente" = taxe à payer pour avoir le droit d'exercer une activité professionnelle indépendante

19.3, réduction des charges : sans commentaires.

19.4, utilisation de main-d'oeuvre :

- "les aides" = la main-d'oeuvre employée
- un "manoeuvre" est un homme à tout faire salarié
- un "apprenti" est un jeune qui apprend son métier, que l'on ne rémunère pas en général.
- "autres" : entrent dans cette rubrique : les prisonniers, les membres d'un groupe d'entraide, ceux qui ont des obligations vis-à-vis du responsable de l'activité...

19.5, recours au crédit : sans commentaires.

19.6, clientèle : sans commentaires.

19.7, opinion sur son activité : sans commentaires

XI. MODULE H: SANS EMPLOI. A LA RECHERCHE D'UNE ACTIVITE REMUNEREE (question 20. page 19)

Question 20. fiche d'identité du sans emploi :

20.1, type de sans-emploi : sans commentaire

20.2, arrêt de l'activité :

Comprendre par **compression de personnel** le renvoi d'une partie de l'effectif employé.

Comprendre par **faillite** la fermeture de l'entreprise.

fisc = service des impôts.

20.3, recherche d'activité :

Comprendre par **se constituer un capital**= "se faire une cagnote".

XII-MODULE I : INITIATIVES LOCALES (Question 21,22,23, pages 20 et 21).

Question 21/ page 20. la vie associative :

Comprendre par "vie associative" les activités des différents groupes de personnes constitués en associations, groupements, coopératives, réunions...

Ce tableau comprend 7 colonnes :

- col. "Titre de l'ordre" : sans commentaire
- col. "Titre de l'association":
- col. "Année de création"
- col. "Effectif", effectif= nombre de membres de l'association
- col. "Critères d'adhésion" : voir note (1)
- col. "Objetif" : Plusieurs réponses possibles. Voir note (2)
- col. "Coûtation mensuelle"

Question 22. opérations de développement communautaire :

Ce tableau comprend 4 colonnes :

- col. "Nature de l'opération" : Comprendre "ce qui a été réalisé"
- col. "Initiative de": Voir note (1)
- col. "financé par": Voir note (1)
- col. "travaux réalisés par" : voir note (2)

Question 23. capacité à financer des projets : Sans commentaires.

ANNEXE I: LISTE DES QUARTIERS DE LA CHEFFERIE BAFOU

1. AGHA;
2. AGHAGOU;
3. AGHAFI;
4. AGHONG 1, 2 (sq. Meibourg 2);
5. ASSAH
6. AZEL
7. BAKA
8. BALE
9. BALE
10. BALEMET (=balstet);
11. BAMEZO (sq. Kmeiteu, Metsang, Tonsue, Zemtio, Zemza Bamezo);
12. BAGHONTO (=atonto, bagonto)
13. BANGOUTOU;
14. BASSESSA (sq. Gneu 1, 2, fola, fonbet, fotsa, Jiom, kong, metchio,, nze, nzem, pouzang (=podang), sakia, son (=sok), wamba, zink);
15. BATSINGLA (sq. aziza, dana, iestsiet, mintsi, ndouotsang (=dometsang), saah 1,2,3, suelah-akoffong, suelah-loh, suela-nzemzaah, suela-seeh, suela-tchokeuke, tekem kia, tonozong, tsing-saah, tsing-zong, zem tsingla, zemny, zemging,);
16. BAWOUWOUA (awououa, =baououa),
17. DJIO 1,2,
18. DJIOMOCK (=djiomok)(sq.djiomock, zuemgla),
19. DOUMBOUO (=dumbwo)
20. FEUMOCK 1,2,
21. FIAKOP
22. FORAMEZO (sq. djoutsa, kapri, makia, matsag, melang, metsa, mezaba, zemlefock 1,2, zamp, zento)
23. KEKANG 1,2,
24. KELEIG,
25. KEUBENG
26. KING PLACE (sq: kekoue 1,2,3.(=koukoue), csinbeng, zemte guimfouet, zenkof, zenkof-bwetezap, zenkof-difodjou, zenkof-dongmo, zenkof-tedadjo, zenkof-tegumya,);
27. LEFFE,
28. LEPIA,
29. LEPOH,
30. LEPOUD (=LEPOUO)
31. LEVET,
32. LOH,
33. LOUNG1,2,
34. MBENG 1,2,3,
35. MBI 1,
36. MELEKOUET,
37. MELIEU 1,2,3,4,
38. MENLA (=MINLA),
39. METSI,
40. METSOP,
41. METSUI (sq. mekong, metsui),
42. MEZET (mzet meko,).

43. MINCHUET (=MINTSUET),
44. MINKA,
45. MINTST 1,2,
46. NDOH,
47. NKOOK (=NKOKO),
48. NTAP,
49. NTSJA,
50. NZENLA 1,2,
51. NZEMTCHUET 1,2,
52. NZINGONG
53. POHANG
54. NANTA MEKO
55. SOH,
56. TALLI (sq. nsean, talli),
57. TCHOUTSI (sq. tchoutsj, zemtchouet),
58. TEKOUÉ,
59. TOLZA,
60. TSINGBEU,
61. TSINGTOU 1,2,3,
62. TSINTSI (=zintsi),
63. ZEM 1,2, (zem kongse kongsem)
64. ZEM KONGSEM
65. ZEMENJOU,
66. ZEMTSINFOU,
67. ZIEFFENG (sq. cap, dobing, fiela, melop, ngounsah, zembeng, zemkieu, zemchuet, ziefeng, zingni, zin'an),
68. ZILIEU
69. ZINGMEZO
70. ZINAP
71. ZINKOP